SÉNAT

Session ordinaire de 1916.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 43^e SÉANCE

Séance du jeudi 29 juin.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.
2. — Dépôt par M. Paul Strauss d'un rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à assurer le recrutement des sages-femmes et à supprimer la 2^e classe pour les herboristes et les sages-femmes.
3. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la police maritime.
Déclaration de l'urgence.
Adoption de l'article unique du projet de loi.
4. — Adoption de l'article unique du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1915, au titre du budget annexe des monnaies et médailles.
5. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation, sur les exercices 1915 et 1916, de crédits concernant les services de la guerre.
Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement.
Discussion des articles :
Art. 1^{er}. — Etat A. — Adoption.
Art. 2 à 5. — Adoption.
Art. 6. — Etat C. — Adoption.
Art. 7 à 12. — Adoption.
Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.
6. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant : 1^o l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'exercice 1916, au titre du budget général ; 2^o l'ouverture de crédits sur l'exercice 1916, au titre des budgets annexes.
Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement.
Art. 1^{er}. — Etat A :
Adoption des chapitres du ministère des finances.
Ministère des affaires étrangères : Chap. 1^{er} : MM. Aristide Briand, président du conseil, ministre des affaires étrangères ; Paul Doumer. — Adoption du chiffre voté par la Chambre des députés.
Adoption des chapitres 6, 9, 9 bis, 14 et 27.
Adoption des chapitres du ministère de l'intérieur.
Ministère de la marine : Adoption des chapitres 1 bis et 2.
Chap. 8 : MM. Emile Chautemps, Peytral, président de la commission des finances. — Adoption du chiffre voté par la Chambre des députés.
Adoption des chapitres 9, 11, 12, 16, 18, 19, 23, 35, 36, 36 bis.
Chap. 38 : MM. l'amiral Lacaze, ministre de la marine ; Millès-Lacroix et le président de la commission des finances. — Adoption du chiffre voté par la Chambre des députés.
Adoption des chapitres 40, 42, 47 et 51.
Adoption des chapitres des services de la marine marchande.
Adoption des chapitres des ministères de l'instruction publique et des beaux-arts, et du ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.
Ministère du travail et de la prévoyance sociale.
Chap. 19 bis (de la Chambre des députés) : MM. Albert Métin, ministre du travail et de la prévoyance sociale, et Millès-Lacroix. — Adoption du chapitre 19 bis.

- Adoption des chapitres 20 ter et 21.
Chap. 22 (de la Chambre des députés) : MM. le ministre du travail, Millès-Lacroix, Cazeneuve, Albert Peyronnet. — Adoption, au scrutin, du chapitre 22.
- Chap. 23 (de la Chambre des députés) : MM. le ministre du travail, Albert Peyronnet, Cazeneuve, Paul Strauss. — Adoption du chapitre 23.
- Chap. 25 (de la Chambre des députés) : M. le ministre du travail. — Adoption.
Adoption des chapitres du ministère des colonies et du chapitre du ministère de l'agriculture.
Ministère des travaux publics : Chap. 2 (de la Chambre des députés) : M. Marcel Sembat, ministre des travaux publics, le président de la commission des finances, Millès-Lacroix. — Adoption du chapitre 2.
Chap. 73 (libellé) : MM. le ministre des travaux publics et Millès-Lacroix. — Maintien du libellé.
Chap. 79 bis, 99 et 103. — Adoption.
Chap. 105 bis : M. le ministre des travaux publics. — Adoption.
Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}.
Art. 2, 3 et 4.
Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.
7. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au report de crédits de l'exercice 1915 à l'exercice 1916.
Discussion des articles :
Art. 1^{er} (état A) et art. 2 (état B). — Adoption.
Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.
8. — Discussion de projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1915.
Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement.
Art. 1^{er} (état A annexé). — Adoption.
Art. 2, 3 et 4. — Adoption.
Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.
9. — Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant : 1^o l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'exercice 1915, au titre du budget général ; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1916 au titre du budget général ; 3^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1915 et 1916 au titre des budgets annexes.
Modification du libellé de l'intitulé de la loi.
10. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant : 1^o ouverture sur l'exercice 1916 des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 ; 2^o autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics.
Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement.
Discussion des articles :
Art. 1^{er} : MM. Jeanneney et Ribot, ministre des finances. — Adoption.
Art. 2 et 3. — Adoption.
Art. 4 : MM. Gaudin de Villaine, Debierre, Henry Chéron, Cazeneuve, Gustave Rivet, Ribot, ministre des finances ; Empereur, Peytral, Martin, directeur des contributions indirectes, commissaire du Gouvernement.
Adoption des deux premiers alinéas.
Sur le troisième alinéa : MM. Touron, Millès-Lacroix, le ministre des finances. — Adoption.
Demande de disjonction des deux derniers alinéas. — Rejet.
4^e alinéa :
Adoption de la première partie.
Amendement de MM. Boivin-Champeaux, Henry Chéron, de Saint-Quentin, Fleury, Jeanneney, Gaudin de Villaine, André Lebert, Georges Trouillot, Couyba, Genoux : MM. Boivin-Champeaux, Martin, commissaire du Gouvernement, Georges Trouillot, le ministre des finances. — Rejet de l'amendement.
Amendement de MM. Jeanneney, Genoux, Couyba, Boivin-Champeaux, Henry Chéron, Rérard, Ribière, Chapuis, de Langenhagen : MM. Jeanneney, Martin, commissaire du gou-

- vernement, le ministre des finances. — Rejet, au scrutin, de l'amendement.
 - Adoption de la suite de l'alinéa.
Amendement de M. Debierre : M. Debierre. — Retrait.
 - Adoption de la fin de l'alinéa.
Amendement de M. Richard : MM. Richard et le ministre des finances.
Disjonction.
Amendement (disposition additionnelle) de MM. Henry Chéron, Boivin-Champeaux, de Saint-Quentin, Fleury, André Lebert, Gaudin de Villaine, Alexandre Rérard, Henry Béranger : MM. Henry Chéron, le ministre des finances. — Retrait de l'amendement.
Amendement (disposition additionnelle) de MM. Trouillot, Bérard et Rivet : M. Trouillot. — Retrait.
 - Adoption de l'article 4.
Art. 5 à 9. — Adoption.
Art. 10 (du texte de la Chambre des députés) : MM. Cabart-Danneville, Emile Chautemps, rapporteur du budget de la marine ; Reynald, Millès-Lacroix, Guiltoteaux, l'amiral Lacaze, ministre de la marine ; Ernest Monis, Peytral, président de la commission. — Disjonction prononcée.
Art. 10 : MM. Albert Peyronnet, Albert Métin, ministre du travail et de la prévoyance sociale. — Adoption.
Art. 11. — Adoption.
Art. 13 (de la Chambre des députés). — Disjonction prononcée.
Art. 12 à 20. — Adoption.
Sur l'ensemble : MM. de Saint-Quentin, Aristide Briand, président du conseil, ministre des affaires étrangères ; Bepmale.
Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.
 11. — Dépôt d'une demande d'interpellation de M. Bepmale sur la direction imprimée à la défense nationale. — Fixation de la discussion de l'interpellation au mardi 4 juillet.
 12. — Dépôt de trois propositions de loi :
La 1^{re}, de M. Louis Martin, tendant à la création de chambre d'agriculture. — Renvoi à la commission nommée le 27 juin 1912 et saisie de propositions connexes.
La 2^e, de M. Louis Martin, tendant à la création dans chaque localité d'un tableau contenant les noms de tous les enfants de la localité tombés au champ d'honneur et à l'établissement d'un livre d'or des municipalités françaises. — Renvoi à la commission d'initiative.
La 3^e, de M. Emile Chautemps, instituant le warrant industriel. — Renvoi à la commission d'initiative.
 13. — Règlement de l'ordre du jour : MM. Touron, Astier.
Fixation de la prochaine séance au vendredi 30 juin.
- PRÉSIDENCE DE M. ANTONIN DUBOST
- La séance est ouverte à deux heures.
1. PROCÈS-VERBAL
- M. Amic, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du lundi 26 juin.
Le procès-verbal est adopté.
2. — DÉPÔT DE RAPPORT
- M. le président. La parole est à M. Strauss.
- M. Paul Strauss. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à assurer le recrutement des sages-femmes et à supprimer la 2^e classe pour les herboristes et les sages-femmes.
- M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

3. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI SUR LA POLICE MARITIME

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la police maritime.

M. le vice-amiral de La Jaille, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec M. le ministre de la marine, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition?...

Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — L'article 85 du décret-loi du 24 mars 1852, modifié par la loi du 15 avril 1898, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 85. — Toute personne, même étrangère, embarquée sur un navire français ou étranger qui, dans les eaux maritimes et jusqu'à la limite des eaux territoriales françaises, ne se conforme pas aux règlements ou aux ordres émanant des autorités maritimes et relatifs, soit à la police des eaux et rades, soit à la police de la navigation maritime, est punie d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 500 fr. au maximum ou de l'une de ces deux peines seulement.

« La même peine est encourue par toute personne embarquée sur un navire français qui, hors de France, refuse d'exécuter les ordres régulièrement donnés par un consul général, consul ou vice-consul de France, ou par le commandant d'un bâtiment de guerre français, dans un intérêt d'ordre général concernant des nationaux, ou pour les nécessités du service maritime ou pour l'honneur du pavillon.

« Si l'une des infractions prévues aux paragraphes précédents a été commise pendant la durée de la mobilisation de l'armée de mer, la peine peut être portée au double; en outre, la connaissance desdites infractions appartient en ce cas au conseil de guerre maritime, soit d'arrondissement, soit de bord, conformément aux dispositions de l'article 82 du code de justice militaire pour l'armée de mer ou du deuxième paragraphe de l'article 98 du même code complété par la loi du 24 juillet 1913. Le conseil de guerre peut accorder le bénéfice des circonstances atténuantes, dans les conditions de l'article 36 bis du décret-loi du 24 mars 1852. »

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

4. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI CONCERNANT LE BUDGET ANNEXE DES MONNAIES ET MÉDAILLES.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1915, au titre du budget annexe des monnaies et médailles.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition?...

Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — Est sanctionné le décret du 3 janvier 1916, rendu en application de la loi du 26 février 1887 et portant ouverture, au titre du budget annexe des monnaies et médailles, pour l'exercice 1915, de crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 53,400 fr. applicable aux chapitres suivants :

« Chapitre 2. — Indemnités diverses, 3,800 fr. ». — (Adopté.)

« Chapitre 5 bis. — Salaires. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre, 46,600 fr. ». — (Adopté.)

« Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources propres audit budget annexe. »

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

5. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI PORTANT OUVERTURE ET ANNULLATION DE CRÉDITS CONCERNANT LES SERVICES DE LA GUERRE

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation, sur les exercices 1915 et 1916, de crédits concernant les services de la guerre.

J'ai à donner connaissance au Sénat des décrets suivants :

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre de la guerre,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, dans les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Alombert, contrôleur général de l'administration de l'armée, directeur du contrôle au ministère de la guerre, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre de la guerre, au Sénat, dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation, sur les exercices 1915 et 1916, de crédits concernant les services de la guerre.

« Art. 2. — Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 25 juin 1916.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre de la guerre,

« ROQUES. »

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre de la guerre,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Moizard, sous-intendant militaire de 1^{re} classe, sous-directeur au sous-secrétariat d'Etat du ravitaillement et de l'intendance au ministère de la guerre, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre de la guerre au Sénat, dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation, sur les exercices 1915 et 1916, de crédits concernant les services de la guerre.

« Art. 2. — Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 27 juin 1916.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre de la guerre,

« ROQUES. »

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

Décrète :

« Art. 1^{er}. — MM. Privat-Deschanel, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur général de la comptabilité publique, et Céliier, sous-directeur de la comptabilité publique, sont désignés, en qualité de commissaires du Gouvernement, pour assister le ministre des finances, au Sénat, dans la discussion du projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation, sur les exercices 1915 et 1916, de crédits concernant les services de la guerre.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 11 juin 1916.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre des finances,

« A. RIBOT. »

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

TITRE I^{er}

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1915.

« Article 1^{er}. — Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1915, en addition aux crédits alloués par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 271,324,110 fr.

« Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'état A :

Ministère de la guerre.

1^{re} section. — Troupes métropolitaines et coloniales.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

Intérieur.

« Chap. 1^{er}. — Traitements du ministre, des sous-secrétaires d'Etat et du secrétaire général. — Personnel militaire de l'administration centrale, 234,670 fr. ». — (Adopté.)

« Chap. 6. — Ecoles militaires. — Matériel, 35,150 fr. ». — (Adopté.)

« Chap. 8. — Garde républicaine, 1,489,240 francs ». — (Adopté.)

« Chap. 11. — Frais de déplacements et transports, 47,275,700 fr. ». — (Adopté.)

« Chap. 24. — Fortifications, 1,500,000 francs » — (Adopté.)
 « Chap. 32. — Habillement et campement, 148,869,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 34. — Couchage et ameublement, 10,000,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 37. — Allocations aux militaires soutiens de famille et gratifications de réforme, 40,000,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 39 bis. — Subvention pour l'administration des territoires occupés, 1,000,000 francs » — (Adopté.)

Algérie-Tunisie.

« Chap. 56. — Service du recrutement, 19,488,700 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 58. — Etablissements pénitentiaires et sections d'exclus, 95,500 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 75. — Dépenses diverses, 4,500 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 80. — Genlarmérie de Tunisie, 3,830 fr. » — (Adopté.)

2^e section. — Occupation militaire du Maroc.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

TITRE 1^{er}. — Troupes métropolitaines et troupes auxiliaires indigènes mixtes.

« Chap. 94. — Solde de la cavalerie, 400,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 102. — Justice militaire, 16,490 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 103. — Etablissements pénitentiaires, 23,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 107. — Etablissements du génie, 383,330 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 117. — Dépenses diverses, 500,000 francs. » — (Adopté.)

« Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1915. »

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.
 (L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1915, par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, une somme de 13,737,053 fr. est et demeure définitivement annulée, conformément à l'Etat B annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'Etat B.

Ministère de la guerre.

1^{re} section. — Troupes métropolitaines et coloniales.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

Intérieur.

« Chap. 7. — Solde de l'armée, 193,480 fr. »
 « Chap. 23 bis. — Réorganisation des établissements militaires d'Orléans, 169,173 fr. »
 « Chap. 39. — Dépenses secrètes, 1,000,000 francs. »
 « Chap. 40. — Médaille coloniale avec agrafe « Maroc », 131,250 fr. »
 « Chap. 41. — Avances au budget annexe des poudres pour bâtiments et outillage, 12,243,150 fr. »

Je mets aux voix l'article 2.
 (L'article 2 est adopté.)

M. le président. « Art. 3. — Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre 41 bis de la première section du budget de son ministère pour l'exercice 1915 (dérasement partiel des fortifications de Bayonne), une somme de 67,989 fr. 15 est et demeure annulée ». (Adopté.)

« Art. 4. — Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre

81 bis de la première section du budget de son ministère pour l'exercice 1915 (Réorganisation des établissements militaires en Algérie), une somme de 82,467 fr. 24 est et demeure annulée ». — (Adopté.)

« Art. 5. — Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre 81 ter de la première section du budget de son ministère pour l'exercice 1915 (dérasement partiel des fortifications d'Alger), une somme de 40,518 fr. 58 est et demeure annulée ». — (Adopté.)

TITRE II

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1916

« Art. 6. — Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1916, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, des crédits s'élevant à la somme totale de 346,948,883 fr.

Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'Etat C annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'Etat C :

Ministère de la guerre.

1^{re} section. — Troupes métropolitaines et coloniales.3^e partie. — Services généraux des ministères.

Intérieur.

« Chap. 1. — Traitements du ministre et des sous-secrétaires d'Etat. Personnel militaire de l'administration centrale, 204,300 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 6. — Ecoles militaires. — Matériel, 160,400 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 7. — Solde de l'armée, 2,450 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 11. — Frais de déplacement et transports, 67,699,480 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 11 bis. — Frais généraux de recrutement et d'emploi de la main-d'œuvre coloniale et étrangère, 33,000,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 12. — Service du recrutement, 55,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 15. — Réparations civiles, 2,000,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 19. — Etablissements de l'artillerie. — Personnel, 323,300 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 23 bis. — Réorganisation des établissements militaires d'Orléans, 169,173 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 26 bis. — Camps provisoires pour indigènes coloniaux, 1,808,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 30. — Personnel civil des établissements de l'intendance, des états-majors et des dépôts, 1,200,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 31. — Alimentation de la troupe, 103,200,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 31 bis. — Fourrages, 19,447,290 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 31 ter. — Chauffage et éclairage, 2,614,340 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 32. — Habillement et campement, 27,972,570 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 34. — Couchage et ameublement, 3,118,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 38 bis. — Subventions aux œuvres privées d'assistance militaire, 1,675,120 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 40. — Médaille coloniale, 131,250 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 41. — Avances au budget annexe des poudres pour bâtiments et outillage, 76,600,000 fr. » — (Adopté.)

Algérie et Tunisie.

« Chap. 56. — Service du recrutement, 1,300 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 61. — Etablissement de l'artillerie, 424,110 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 71. — Chauffage et éclairage, 46,930 fr. » — (Adopté.)

2^e section. — Occupation militaire du Maroc.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

TITRE 1^{er}. — Troupes métropolitaines et troupes auxiliaires indigènes mixtes.

« Chap. 109. — Remonte, 93,420 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 117. — Dépenses diverses, 2,100 francs. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 6.

(L'article 6 est adopté.)

M. le président. « Art. 7. — Sur les crédits provisoires ouverts au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1916, par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, une somme de 1,528,210 fr. est et demeure définitivement annulée au chapitre 7 (solde de l'armée) de la première section du budget de son ministère. » — (Adopté.)

« Art. 8. — Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1916, au titre du budget général, un crédit extraordinaire de 67,939 fr. 15, qui sera inscrit à un chapitre spécial n° 41 bis de la première section du budget de son ministère : Dérasement partiel des fortifications de Bayonne.

« Il sera pourvu aux dépenses à imputer sur ce crédit au moyen d'un prélèvement sur les versements effectués par la ville de Bayonne, qui sera porté en recette aux produits domaniaux de l'exercice 1916 sous le titre : Versements effectués par la ville de Bayonne pour le dérasement partiel des fortifications de la place (loi du 17 février 1900). » — (Adopté.)

« Art. 9. — Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1916, au titre du budget général, un crédit extraordinaire de 84,649 fr. 60, qui sera inscrit à un chapitre spécial n° 81 bis de la première section du budget de son ministère : Réorganisation des établissements militaires en Algérie.

« Il sera pourvu aux dépenses à imputer sur ce crédit au moyen d'un prélèvement sur les ressources créées par la loi du 14 janvier 1890, qui sera porté en recette aux produits domaniaux de l'exercice 1916 sous le titre : Produit de la vente d'immeubles affectés à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie. » — (Adopté.)

« Art. 10. — Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1916, au titre du budget général, un crédit extraordinaire de 40,518 fr. 53, qui sera inscrit à un chapitre spécial n° 81 ter de la première section du budget de son ministère : Dérasement partiel des fortifications d'Alger.

« Il sera pourvu aux dépenses à imputer sur ce crédit au moyen d'un prélèvement sur les versements effectués par la ville d'Alger, qui sera porté en recette aux produits domaniaux de l'exercice 1916, sous le titre : Versements effectués par la ville d'Alger, en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 29 mars 1893. » — (Adopté.)

TITRE III

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE
AU BUDGET GÉNÉRAL

Service des poudres et salpêtres.

Exercice 1915.

« Art. 11. — Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1915, par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget annexe du service des poudres et salpêtres, une somme de 12,243,150 fr. est et demeure définitivement annulée au chapitre 11 : Achats de terrains. — Bâtiments. — Outillage et machines. — Installations diverses. — Dépenses accidentelles. » — (Adopté.)

Exercice 1916.

« Art. 12. — Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1916, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget annexe du service des poudres et salpêtres, des crédits s'élevant à la somme totale de 119,390,627 fr. et applicables aux chapitres ci-après :

« Chap. 10. — Remboursement des avances du Trésor, 42,790,627 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 11. — Achat de terrains. — Bâtiments. — Outillage et machines. — Installations diverses. — Dépenses accidentelles, 76,600,000 fr. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 12.

(L'article 12 est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	252
Majorité absolue.....	127
Pour.....	252

Le Sénat a adopté.

6. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI PORTANT
OUVERTURE ET ANNULATION DE CRÉDITS
SUR L'EXERCICE 1916

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1916, au titre du budget général ; 2° l'ouverture de crédits sur l'exercice 1916, au titre des budgets annexes.

J'ai à donner connaissance au Sénat du décret suivant :

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — MM. Privat-Deschanel, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur général de la comptabilité publique, et Celier, sous-directeur de la comptabilité publique, sont désignés, en qualité de commissaires du Gouvernement, pour

assister le ministre des finances, au Sénat, dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1916, au titre du budget général ; 2° l'ouverture de crédits, sur l'exercice 1916, au titre des budgets annexes.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 23 mai 1916.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre des finances,

« A. RIBOT. »

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

TITRE I^{er}

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1916

« Art. 1^{er}. — Il est ouvert aux ministres, au titre de l'exercice 1916, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, des crédits s'élevant à la somme totale de 72,114,627 fr.

« Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'état A :

Ministère des finances.

4^{re} partie. — Dette publique.

Dette remboursable à terme ou par annuités.

« Chap. 2^{ter}. — Service de l'emprunt anglo-français contracté à New-York, 38,200,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 11^{ter}. — Intérêts et amortissement des prêts consentis aux propriétaires d'immeubles ayant souffert des inondations de janvier et février 1910 (loi du 18 mars 1910), 15,399 fr. » — (Adopté.)

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 44. — Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale du ministère, 4,766 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 51. — Impressions, 370,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 55. — Traitements du personnel titulaire des trésoreries générales et des recettes des finances, 50,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 56 bis. — Fonds d'abonnement des trésoreries générales et de la recette centrale de la Seine. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre, 100,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 92. — Indemnités diverses et secours du personnel départemental de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, 25,000 fr. » — (Adopté.)

4^e partie. — Frais de régime, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.

« Chap. 114 bis. — Appointements, gages et salaires du personnel non commissionné des manufactures de l'Etat. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre, 180,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 125. — Achats et transports. — Service des allumettes, 1,914,000 fr. » — (Adopté.)

5^e partie. — Remboursements, restitutions et non-valeurs.

« Chap. 127. — Remboursements sur produits indirects et divers, 2,400,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère des affaires étrangères.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, 2,000 francs. » — (Adopté.)

Ce chiffre est inférieur de 100 fr. à celui que la Chambre des députés a voté.

M. Aristide Briand, président du conseil, ministre des affaires étrangères. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président du conseil.

M. le président du conseil. Messieurs, la réduction proposée par votre commission des finances a trait à une réforme que désirait faire mon administration et qui tendait à régler la situation d'un certain nombre de dames dactylographes. Je crois que votre commission a été inspirée, pour cette suppression, par la volonté de ne pas permettre de créations d'emplois nouveaux.

M. Peytral, président de la commission des finances. C'est bien cela.

M. le président du conseil. C'est une idée que j'approuve tout à fait pour ma part. Mais la proposition de crédits faite par mon administration ne tendait nullement à un pareil objet. Elle était faite pour répondre à des désirs exprimés par le Sénat et la Chambre des députés à diverses reprises, en ce qui concerne la situation des dames en question.

Ces dames dactylographes ont été admises dans l'administration des affaires étrangères, non pas depuis la guerre, mais cinq ou six ans avant la guerre. Leur situation était tout à fait irrégulière. Elles étaient payées dans des conditions qui avaient éveillé l'attention des deux Chambres ; et, à diverses reprises, on avait insisté auprès du ministre des affaires étrangères pour qu'une telle situation fût régularisée dans le plus bref délai. C'est précisément pour cela qu'a été faite la proposition.

Je crois que mon administration n'a pas donné des explications suffisantes, et je comprends très bien que la commission des finances, croyant se trouver en présence d'une proposition de création d'emplois nouveaux, ait réduit le crédit à titre d'indication.

M. le président de la commission des finances. Il semble bien qu'il s'agissait non pas d'une proposition de création d'emplois nouveaux, mais d'une proposition de consolidation pour rendre définitif un état déjà acquis. C'est tout à fait différent.

M. le président du conseil. En effet, et je déclare que, sur le principe qui a guidé la commission des finances, nous sommes tout à fait d'accord.

M. Paul Doumer, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission, en effet, avait eu en vue, dans ce cas particulier comme dans d'autres qui se sont pré-

sentés pour différents ministères, de ne pas favoriser la tendance trop naturelle des administrateurs, à consolider, après la paix, les emplois créés à titre provisoire pendant la guerre.

M. le ministre des affaires étrangères nous a fourni des renseignements et des assurances que nous n'avions pas, puisqu'elles n'étaient pas données dans l'exposé des motifs.

Dans ces conditions, nous acceptons le maintien du chiffre voté par la Chambre des députés et demandé par M. le ministre des affaires étrangères.

M. le président du conseil. Je vous remercie.

M. le président. La commission, d'accord avec le Gouvernement, propose de rétablir le chiffre de 2,400 fr. voté par la Chambre des députés.

Je mets aux voix ce chiffre.

(Le chapitre 1^{er}, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. « Chap. 6. — Archives. — Bibliothèque. — Publication de documents diplomatiques, 54,876 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 9. — Indemnités et allocations diverses au personnel des services extérieurs, 14,300 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 9 bis. — Indemnités aux agents des services extérieurs à raison de la baisse exceptionnelle du change, 31,250 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 14. — Indemnités de loyer, 15,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 27. — Subventions aux sociétés françaises de bienfaisance à l'étranger, 350,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère de l'intérieur.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 2 bis. — Personnel de l'administration centrale. — Remunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre, 4,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 6 ter. — Frais de fonctionnement de la commission prévue par l'article 15 de la loi du 26 décembre 1914. — Personnel, 20,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 12. — Administration préfectorale. — Indemnités à divers titres, 26,184 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 13 bis. — Personnel des bureaux des préfectures et sous-préfectures. — Remunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre, 405,420 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 17 bis. — Indemnités du personnel de l'administration des journaux officiels. — Remunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre, 3,150 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 19. — Matériels des journaux officiels, 344,870 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 66 bis. — Traitements des fonctionnaires et agents de la police spéciale et de la police mobile. — Renforcement de personnel pour la durée de la guerre, 35,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 70. — Indemnités de déplacement et autres des fonctionnaires et agents de la Sûreté générale, 30,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère de la marine.

1^{re} section. — Marine militaire.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

TITRE 1^{er}. — Frais généraux d'administration. — Entretien de la marine militaire.

« Chap. 1 bis. — Indemnités et allocations

diverses, travaux supplémentaires du personnel de l'administration centrale, 6,400 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 2. — Personnels divers en service à Paris, 4,793 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 8. — Officiers de marine et officiers des équipages de la flotte, 102,148 francs. »

Ce chiffre est inférieur de 100,000 fr. à celui de 202,148 fr. que la Chambre des députés a voté.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Emile Chautemps, rapporteur. Messieurs, la commission des finances avait décidé de vous proposer une réduction de 100,000 fr. sur le chiffre proposé par le Gouvernement et voté par la Chambre.

Mais, postérieurement à son vote, j'ai reçu de M. le ministre de la marine des explications complémentaires qui prouvent que les crédits demandés étaient bien justifiés. En particulier le nombre de bâtiments de patrouille s'étant considérablement augmenté au cours des six derniers mois, il a fallu appeler au service plus de cent officiers de réserve.

Ces explications nous ont déterminés, d'accord avec le Gouvernement, à vous demander l'adoption des crédits votés par la Chambre.

M. Peytral, président de la commission des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. le président de la commission des finances. Au nom de la commission des finances, je ne puis que regretter que celle-ci n'ait pas été mise à même de recevoir en temps utile les explications qui viennent d'être données par notre collègue. Elles auraient probablement déterminé un vote différent de celui qu'elle a émis.

Je demande donc à MM. les ministres de vouloir bien, à l'avenir, saisir la commission en temps opportun pour qu'elle puisse délibérer utilement.

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation ?

Je mets aux voix le chiffre de 202,148 fr., adopté par la Chambre des députés et accepté par la commission.

(Le chapitre 8 avec ce chiffre est adopté.)

M. le président. « Chap. 9. — Officiers mécaniciens, 54,894 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 11. — Traitements de table. — Frais de réception des autorités étrangères à l'occasion de fêtes et missions officielles, 100,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 12. — Justice maritime. — Police et surveillance des côtes, ports et établissements, 7,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 16. — Services des subsistances. — Matières et indemnités représentatives, 72,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 18. — Service des approvisionnements de la flotte. — Salaires, 100,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 19. — Service des approvisionnements de la flotte. — Matières et dépenses accessoires, 2,114,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 23. — Personnel du service des constructions navales, 1,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 35. — Ouvrages maritimes, voirie et immeubles administrés par le service des travaux hydrauliques. — Entretien et service général, y compris les dépenses indivises, 20,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 36. — Services administratifs. — Personnel de gestion et d'exécution, 49,500 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 36 bis. — Services administratifs. — Personnel de gestion et d'exécution. — Remunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre, 39,170 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 38. — Allocations diverses, se-

cours, subventions. — Indemnités de congédiement. — Dépenses diverses, 520,000 francs. »

M. l'amiral Lacaze, ministre de la marine. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de la marine.

M. le ministre de la marine. Je demande au Sénat de vouloir bien voter intégralement le crédit dont la diminution est proposée par la commission des finances.

En effet, ce chapitre 38 se rapporte à des dépenses de natures diverses et qui s'imposent sans que nous ayons le pouvoir de les réduire. J'y relève, notamment, les rubriques suivantes : « salaires des ouvriers mobilisés ; six jours de congé payés aux ouvriers ; capitaux constitutifs de rentes viagères en faveur des ouvriers et ouvrières non immatriculés victimes d'accidents du travail ; rémunération des agents techniques pour la surveillance des travaux hors cloche ».

Les dépenses que je viens d'énumérer représentent à elles seules cinq millions ; mais ce ne peut être là qu'une évaluation ; car il s'agit de dépenses qui, par leur nature même, sont extrêmement variables. Il en est de même des autres dépenses de ce chapitre telles que les frais de télégrammes qui, par suite de l'état de guerre, sont devenues extrêmement élevées.

C'est surtout d'après les dépenses faites dans le passé que les crédits peuvent être évalués.

En temps de paix, le chapitre était de 2,700,000 fr. En 1914, les dépenses ont monté à quatre millions et, pour 1915, elles atteignent 7,800,000 fr.

Compte fait du crédit additionnel, actuellement en discussion, l'évaluation pour l'année 1916 en entier, reste encore inférieure d'un million aux dépenses de l'année dernière.

Nous avons, en effet, tenu compte de certaines déductions résultant, notamment de ce que des ouvriers mobilisés ont été rappelés dans les arsenaux.

Nous avons donc serré nos évaluations de près, et les 250,000 fr. que nous vous demandons nous sont absolument indispensables.

M. Milliès-Lacroix. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Milliès-Lacroix.

M. Milliès-Lacroix. Je remplace au pied levé l'honorable rapporteur général auquel son état de santé n'a pas permis d'assister à la séance d'aujourd'hui.

Je dois, au nom de la commission des finances, justifier la réduction qu'elle propose de faire subir aux crédits du chapitre 38.

Tout d'abord, la commission des finances a constaté que ce chapitre 38 s'applique à des dépenses de toute nature et, je pourrais ajouter, de quelques autres encore ; car, après avoir indiqué qu'il s'applique aux allocations diverses, aux secours, subventions, aux indemnités de congédiement, l'intitulé ajoute « dépenses diverses » en sorte qu'on impute à ce chapitre toute espèce de dépenses.

C'est tout à fait contraire aux règles de la comptabilité publique.

Je fais appel à M. le ministre des finances qui évidemment a dans ses attributions l'application du décret du 31 mai 1862 et des lois de finances.

La commission des finances a considéré qu'il serait possible à M. le ministre de la marine de faire sur ce chapitre un certain nombre d'économies qui lui permettraient d'acquitter les dépenses indispensables

dont on nous a donné tout à l'heure la nomenclature.

Voilà les raisons qui ont inspiré la commission des finances dans sa réduction de crédit.

Nous ne voulons pas évidemment créer des difficultés à M. le ministre de la marine; cependant nous lui demandons de vouloir bien surveiller, contrôler d'une manière tout à fait spéciale, avec plus de sagacité et de vigilance, l'emploi des crédits imputés sur ce chapitre.

Il conviendrait, pour se conformer aux principes financiers, de diviser ce chapitre en autant de sections se rapportant à des dépenses de même nature.

Sous le bénéfice de ces observations, et si le Sénat n'y voit pas d'inconvénients, la commission ne s'oppose pas au vote du chapitre tel qu'il a été adopté par la Chambre des députés.

M. le ministre de la marine. Le contrôle est toujours possible. Le ministre qui surveille ces dépenses a plus que qui que ce soit le souci de l'économie.

Je prends bien volontiers l'engagement, vis-à-vis du Sénat, de m'opposer aux imputations abusives.

M. le rapporteur. Tout ce que nous vous demandons, c'est d'indiquer chaque dépense sur un chapitre différent.

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation sur le chapitre 38 ?

Je mets aux voix le chapitre 38 avec le chiffre de 770,000 fr. voté par la Chambre et accepté par la commission des finances.

Il n'y a pas d'opposition ?

Le chapitre 38 avec le chiffre de 770,000 fr. est adopté.

« Chap. 40. — Solde des officiers généraux et assimilés du cadre de réserve, 18,500 fr. » — (Adopté.)

TITRE II. — Travaux neufs. — Approvisionnements de guerre.

« Chap. 42. — Approvisionnements divers de la flotte. — Constitution des stocks de guerre. — Gros outillage, 292,169 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 47. — Constructions navales. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformations d'ateliers et de chantiers, 3 millions. » — (Adopté.)

« Chap. 51. — Ouvrages maritimes. — Immeubles d'intérêt militaire et général. — Travaux neufs et grandes améliorations, 230,000 fr. » — (Adopté.)

2^e section. — Marine marchande.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 4. — Personnel du service général, 21,966 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 5. — Dépenses diverses et secours, 5,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 6. — Frais de déplacement et de transport du personnel. — Frais de séjour et de mission, 1,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 11 bis. — Contribution aux dépenses du service international de surveillance des glaces et des épaves dans l'Atlantique, 150,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 28. — Subvention à la caisse des invalides de la marine, 40,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des inventions intéressant la défense nationale.

1^{re} section. — Instruction publique et inventions intéressant la défense nationale.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 6 bis. — Dépenses pour l'enseigne-

ment des jeunes Serbes en France, 110,000 francs. » — (Adopté.)

Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

1^{re} section. — Commerce et industrie.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, 3,300 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 3. — Traitements et salaires du personnel de service de l'administration centrale, 825 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 5. — Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale, 3,300 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 28. — Ecoles pratiques de commerce et d'industrie. — Personnel. — Indemnités et allocations diverses, secours, etc., etc., 19,215 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 49 bis. — Office des produits chimiques et pharmaceutiques. — Personnel, 12,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 49 ter. — Office des produits chimiques et pharmaceutiques. — Matériel, 6,000 fr. » — (Adopté.)

2^e section. — Postes et télégraphes.

4^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.

« Chap. 15. — Indemnités diverses, 292 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 15 bis. — Frais de remplacement du personnel mobilisé, 1,100,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 19. — Matériel des bureaux, 303,610 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 20. — Impressions et publications, 10,600 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 22. — Transports postaux, 261,250 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 33. — Dépenses diverses, 50,000 francs. » — (Adopté.)

Ministère du travail et de la prévoyance sociale.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

La Chambre a voté un chapitre 19 bis : « Subventions aux fédérations de sociétés ouvrières de production et de crédit : 20,000 francs. » Votre commission des finances vous propose de ne pas adopter ce chapitre et le crédit y afférent.

M. Albert Métin, ministre du travail et de la prévoyance sociale. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail.

M. le ministre du travail. Messieurs, le chapitre 19 bis comporte, non pas un crédit nouveau, mais un crédit distrait du chapitre 19, avec un titre nouveau : « Subventions aux fédérations coopératives de production. »

Votre commission des finances estime qu'il eût été préférable de présenter un projet de loi spécial. La thèse serait fondée s'il s'agissait d'une disposition véritablement nouvelle; mais il ne faut pas oublier que, jusqu'au 18 décembre dernier, la jurisprudence financière autorisait le groupement, dans un même chapitre 19, des subventions aux sociétés ouvrières de production et des subventions à leurs fédérations, qui vous sont aujourd'hui présentées dans deux chapitres, 19 et 19 bis. Par application de la loi adoptée en décembre 1915, sur le projet et le rapport de M. Chéron, nous avons cru devoir distinguer les crédits relatifs aux sociétés de crédits concernant les fé-

dérations de sociétés ouvrières de production et de crédit.

Nous avons pensé, tout d'abord, à introduire la division en deux chapitres dans le projet relatif aux douzièmes provisoires, pour le second trimestre de 1916, la loi ayant été votée alors que ceux du premier étaient déjà en discussion; mais, à l'examen, nous nous en sommes fait scrupule, car, les douzièmes étant votés en bloc, le contrôle parlementaire n'aurait pu s'exercer régulièrement; c'est pourquoi nous avons préféré introduire la modification par la voie des crédits additionnels, où votre vote s'accorde ou se refuse chapitre par chapitre. (Approbatons.)

Dans ces conditions, messieurs, j'espère que la commission des finances voudra bien se joindre à nous pour demander au Sénat d'accepter le crédit voté par la Chambre. (Très bien!)

M. Milliès-Lacroix. M. le ministre du travail demande le rétablissement d'un crédit inscrit à un chapitre nouveau, car, en fait, il s'agit d'une dépense et d'un chapitre nouveaux.

Antérieurement, le Gouvernement se croyait autorisé à prélever, sur le crédit du chapitre 19, les dépenses nouvelles qu'il veut introduire dans le nouveau chapitre 19 bis.

En réalité, la commission des finances estime qu'il aurait fallu introduire, dans la loi de finances, une disposition spéciale pour engager une dépense de cette nature. Toutefois, la commission des finances ne veut pas faire obstacle à des engagements que vous avez sans doute pris, monsieur le ministre; c'est pourquoi, messieurs, elle prie le Sénat de rétablir le chapitre 19 bis et le crédit correspondant.

M. le président. S'il n'y plus d'observation, je consulte le Sénat sur le :

« Chap. 19 bis. — Subventions aux fédérations de sociétés ouvrières de production et de crédit, 20,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 20 ter. — Fonds national de chômage. — Office central de placement des chômeurs et réfugiés. — Matériel et dépenses diverses, 2,600 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 21. — Subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire et aux bureaux publics de placement, 8,000 fr. » — (Adopté.)

M. le président. La Chambre des députés a voté un chapitre 22 : « Service d'observation des prix », avec un crédit de 3,000 fr. Votre commission vous propose de ne pas adopter ce chapitre et le crédit y afférent.

M. le ministre du travail. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale.

M. le ministre. Messieurs, la somme de 3,000 francs demandée au chapitre 22 (service d'observation des prix) se réfère aux travaux faits pour les commissions des marchés. Je prends acte du fait que ce crédit n'est point contesté au fond. Voici, en effet, ce que dit, à ce sujet, M. le rapporteur de la commission des finances :

« Votre commission des finances estime que le service de la statistique générale au ministère du travail, service qui ne pourra pas fonctionner pour le recensement quinquennal, se trouve assez pourvu pour s'occuper, si cela est nécessaire, des travaux dont il s'agit. »

Le dernier recensement quinquennal est de 1911 et le suivant devait prendre place en 1916. Suivant l'usage, la centralisation des bulletins de 1916 à Paris n'aurait été achevée qu'à la fin de 1916, année pendant laquelle se seraient terminées l'élaboration et la

publication du précédent recensement. Le recensement quinquennal n'ayant pas eu lieu cette année, les travaux relatifs à celui de 1911 se poursuivent régulierment et ne seront pas terminés avant la fin de 1916. Cette situation, je le répète, est normale.

Je ne veux pas m'arrêter là et je déclare tout net que, s'il m'était possible de faire les recherches sur les prix et me tenir dans les limites des crédits de 1915, je n'aurais pas soumis au Parlement la demande actuellement en discussion. Ce serait le cas, sans doute, si mes crédits étaient normaux; mais j'insiste sur ce point que le budget de la statistique générale de la France n'est plus ce qu'il était au vote du dernier budget de paix, le 13 juillet 1914.

En effet, nous avons opéré des réductions dont le résultat net, par rapport à 1914, s'élève à 10,400 fr. D'autre part, les traitements des fonctionnaires mobilisés, qui ne comptent que pour ordre dans le personnel, absorbent 35,370 fr.

Voilà donc 45,770 fr. par an dont les chapitres du personnel de la statistique se trouvent privés; nous vous demandons simplement de nous rendre, pour des besoins nouveaux, une partie de ce que nous avons, en d'autres moments, déclaré loyalement ne pouvoir utiliser. Puisque le crédit n'est pas contesté au fond, j'espère que la commission des finances voudra bien demander au Sénat, avec nous, le rétablissement de ce chapitre. (Approbation.)

M. Millières-Lacroix. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Millières-Lacroix.

M. Millières-Lacroix. Je sais bien qu'il ne s'agit que d'une faible somme; cependant, la commission des finances se croit obligée de persister dans sa proposition.

Nous demandons au Sénat de ne pas accorder le crédit de 3,000 fr. : nous avons la conviction que M. le ministre du travail peut se mouvoir dans son budget, pour pourvoir à cette dépense.

Au surplus, de quoi s'agit-il? De statistiques concernant les marchés passés par le ministère de la guerre. Il importe donc que ce département procède lui-même à un travail préliminaire permettant aux services du ministère du travail de faire la statistique d'observation des prix sans augmentation de dépenses.

Voilà pourquoi la commission des finances insiste pour que le Sénat n'accepte pas le rétablissement demandé.

M. Cazeneuve, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Messieurs, je dois exprimer, tout d'abord, un double regret à mes collègues.

Lundi dernier, en effet, par suite d'impossibilité matérielle, je n'ai pu m'expliquer devant la commission des finances, et, d'autre part je suis en contradiction, sur le point en discussion, avec mes collègues.

En fait, comme l'a dit M. le ministre du travail, la situation de guerre a créé des obligations toutes spéciales au service de la statistique.

Le ministère de la guerre a conclu des marchés innombrables dont le ministre du travail est chargé de faire la statistique.

La commission des finances se demande si le chapitre relatif aux crédits destinés à la statistique générale de la France ne peut pas suffire pour ce travail supplémentaire.

M. Albert Peyronnet. Le ministre peut utiliser des militaires pour ce travail.

Je demande la parole.

M. Cazeneuve. L'état de guerre a créé une situation spéciale.

D'autre part, le personnel mobilisé reçoit ses appointements. Il faut nommer de nouveaux employés pour faire ce travail supplémentaire, car le personnel ancien, déjà réduit par les départs des mobilisés, doit assurer la fin des travaux relatifs au dernier recensement quinquennal.

Les statistiques quinquennales à établir sont d'ailleurs importantes à plus d'un titre, car elles concernent, par exemple, le mouvement des étrangers, l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, ou les conditions de l'habitation, qui présentent aujourd'hui un intérêt plus considérable qu'il y a cinq ans.

J'ajoute, messieurs, que si les crédits actuellement demandés se trouvaient quelque peu supérieurs aux nécessités qui seront constatées, il serait procédé comme en 1914, alors que 16,500 fr. ont été annulés.

M. Millières-Lacroix. Nous ne pouvons pas laisser dire cela.

M. Cazeneuve. Ce n'est qu'une hypothèse pour l'avenir; mais, je le rappelle, en 1914, on a reversé une somme de 19,500 fr. sur le budget de statistique générale.

M. le président de la commission. Cela prouve que le budget était trop largement doté.

M. Cazeneuve. Une erreur d'évaluation avait peut-être été commise.

Quoi qu'il en soit, messieurs, après avoir, en toute impartialité, étudié la question au fond, je demande à mes collègues de la commission des finances de bien vouloir se rallier à la demande de M. le ministre du travail. (Très bien!)

M. le président. La parole est à M. Peyronnet.

M. Albert Peyronnet. Je demande au Sénat, avec la commission des finances, de vouloir bien repousser le crédit demandé par M. le ministre du travail.

Il est regrettable que, lorsque le service de l'observation des prix a été créé, un décret n'ait pas été pris, pour statuer sur l'organisation de ce service, prévoyant le personnel nécessaire pour assurer les travaux en question. Il eût été facile alors, à la commission des finances et au Sénat de contrôler l'emploi du crédit demandé; j'étais là tout au moins une mesure préalable qu'il convenait de prendre, tandis que nous n'avons pas les éléments utiles pour contrôler si ce personnel prévu correspondait bien aux travaux dont il était chargé.

Je demande donc au Sénat, comme je le ferai tout à l'heure au sujet des chapitres 23 et 25, de vouloir bien adopter les conclusions de la commission des finances et de repousser les crédits dont M. le ministre demande le vote.

M. le ministre du travail. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail.

M. le ministre du travail. M. Peyronnet voudra bien se rappeler que le service de l'observation des prix n'a été voté qu'en juillet 1914.

S'il n'a pas été organisé dans les conditions indiquées par l'honorable sénateur, c'est que, précisément, le ministère du travail, n'a pas voulu donner à ce service, pendant la guerre, tout le développement que lui eussent permis les crédits accordés en période de paix.

M. Albert Peyronnet. Nous ne demandons qu'à être éclairés.

M. le ministre du travail. Mais, dès qu'il sera possible de procéder à une organisation normale vous aurez satisfaction.

En d'autres termes, c'est précisément parce que, ne voulant pas dépenser, pendant une période de guerre, des crédits votés pour une période de paix, le ministère a abandonné une partie de ces crédits, qu'il est obligé de vous demander, aujourd'hui, le vote d'une somme de 3,000 fr., destinée à faire face à un travail de première nécessité réclamé par les deux commissions des marchés.

M. Millières-Lacroix. A ma connaissance, la commission des marchés que je préside n'a rien réclamé.

M. le ministre du travail. Pardon, elle s'est adressée, par lettre, au ministère de la guerre qui s'est, avec raison, tourné vers moi, pour lui donner satisfaction.

M. le président. Je mets aux voix le chapitre voté par la Chambre des députés, sous le n° 22 « service d'observation des prix », 3,000 fr.

Votre commission des finances propose de ne pas adopter ce chiffre demandé par M. le ministre du travail.

Je le mets aux voix.
(Après deux épreuves déclarées douteuses, il est procédé au scrutin.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	251
Majorité absolue.....	126
Pour.....	141
Contre.....	110

Le Sénat a adopté.

La Chambre a voté un chapitre n° 23 : « Statistique générale de la France, personnel », 13,000 fr.

Votre commission vous propose de ne pas adopter ce chapitre et le crédit y afférent.

M. le ministre du travail. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail.

M. le ministre. Ce crédit, comme le précédent, n'est pas contesté au fond.

La raison que la commission donne pour le rejeter a été le même que pour le crédit que le Sénat vient de voter. Le Sénat me permettra donc de ne pas lui répéter une démonstration déjà faite. S'il le veut bien, je me bornerai à redire que je ne me trouve pas, pour faire ces travaux, nanti d'un crédit normal. Voilà pourquoi j'ai besoin de réclamer ce qui m'est nécessaire pour faire le recensement demandé par l'armée, et, pour ma part, au fonctionnement de l'office national des mutilés.

Je demande donc au Sénat de vouloir bien voter ce crédit tel qu'il a été adopté par la Chambre des députés.

M. Albert Peyronnet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Peyronnet.

M. Albert Peyronnet. Messieurs, je demande au Sénat, tant en mon nom personnel qu'au nom de la commission des finances, de vouloir bien repousser les crédits dont M. le ministre du travail sollicite le rétablissement.

Les explications très courtes qui viennent de nous être fournies par l'honorable M. Métin ne peuvent que m'engager à persister dans ma demande de refus de crédits.

Aucune justification ne nous a été apportée; elle ne se dégage nullement des renseignements qui ont été apportés à cette tribune. Au surplus, de tels crédits n'auraient pas dû être engagés sans l'assentiment du Parlement; c'est là une mauvaise méthode financière, car elle tend à mettre les Chambres devant le fait accompli et rend impossible le contrôle des dépenses.

Permettez-moi de vous rappeler en quelques mots quelle est la véritable situation.

Ces crédits sont relatifs au personnel et au matériel de la statistique de la France; ils sont destinés à établir la statistique des pertes de l'armée; mais il semble qu'il y ait double emploi avec le service qui existe au ministère de la guerre.

Cette préoccupation n'avait, du reste, pas échappé à l'honorable rapporteur général de la Chambre des députés, lorsque, dans son rapport, il posait au ministre du travail un questionnaire sur la dualité de services entre le ministère du travail et le ministère de la guerre.

Il semble, à voir le rapport de l'honorable M. Péret, qu'aucune précision n'ait été apportée.

Cette dualité de services était contraire à la pensée du législateur, qui avait entendu assurer l'unité de direction dans l'examen de toutes ces questions.

Au surplus, il semble que, dans la circonstance, le ministère du travail n'ait été qu'une aide au service du ministère de la guerre, qui se trouvait débordé, car la mission donnée à la direction de la statistique de France ne pouvait être que momentanée et provisoire; mais je crains bien, malgré les affirmations du ministère du travail, qu'elles n'aient été la cause d'une augmentation de personnel qui ne semble pas justifiée, mais en tout cas qui doit disparaître avec la fin de cette mission.

En effet, quels sont les travaux demandés au service de la statistique, pendant ces derniers mois, au cours desquels les ministères du travail, par sa direction de la statistique, a prêté son concours au ministère de la guerre?

Ce service consistait uniquement dans le dénombrement et le dépouillement des fiches des disparus et des pertes de l'armée, envoyées par les dépôts, sans que le ministère du travail ait pu en vérifier la valeur. De telle sorte que les critiques que M. le président Doumer faisait, d'une façon fort judicieuse, au ministère de la guerre, au sujet des erreurs nombreuses qui avaient été relevées, doivent se retourner contre le ministère du travail, puisque le travail de la statistique n'était pas à même de contrôler davantage. Et j'ajoute, ne l'oubliez pas, que ce service n'a jamais fait de statistique, mais simplement le dépouillement et le dénombrement.

Cette situation, qui semble quelque peu complexe, est à la veille de prendre fin. En effet, par décision toute récente, M. le ministre de la guerre vient de décider que l'honorable M. Marraud, ancien directeur général de l'enregistrement au ministère des finances, actuellement directeur général des pensions au ministère de la guerre, allait être chargé, à partir du 1^{er} juillet prochain, c'est-à-dire dans quelques jours, d'assurer le service de la statistique des pertes de l'armée.

La présence de cet éminent directeur nous donne toutes garanties et je me félicite de le voir à la tête de ce service si délicat.

Il sera fait, au ministère de la guerre, un enregistrement méthodique des pertes de l'armée à la section des renseignements aux familles. Ce travail dispensera des travaux de récapitulation qui ont été faits antérieurement.

De telle sorte que le travail de la statistique de France pour le dépouillement ne portera donc plus que sur les éléments antérieurs au 1^{er} juillet 1916.

Il peut se faire que cette direction de la statistique ait à terminer un travail de liquidation, car les fiches continueront, après cette date, à être fournies par les dépôts pour les événements antérieurs au 1^{er} juillet. Mais il reste entendu que la statistique n'aura plus à s'occuper de quoi que ce soit à partir du 1^{er} juillet prochain, pour les pertes postérieures à cette date.

M. le ministre. Je m'expliquerai tout à l'heure.

M. Albert Peyronnet. M. le ministre du travail vous demande des crédits relativement importants pour l'aide momentanément apportée par la statistique de France; je me permettrai de faire les réserves les plus expresses à ce sujet. Les crédits qui vous sont demandés le sont en bloc sur les chapitres, soit 12,000 fr. pour le personnel et 10,000 fr. pour le matériel, et on ajoute, dans l'exposé des motifs des crédits que l'on vous demande, que les prévisions relatives au troisième trimestre seront augmentées corrélativement des mêmes chiffres.

M. le ministre du travail. Les justifications ont été fournies.

M. Albert Peyronnet. Ce qui me rend perplexe, c'est que, précisément, alors que la direction de la statistique est à la veille de voir sa mission en quelque sorte terminée à partir du 1^{er} juillet prochain, vous envisagez de nouveaux crédits pour le troisième trimestre!

Je me demande comment, dans un exposé des motifs, vous pouvez prévoir des crédits pour le troisième trimestre, alors que votre mission, je le répète, est complètement terminée. J'avoue que je ne comprends plus.

Au surplus, je fais des réserves d'autant plus expresses, que le rôle principal du service de la statistique est de procéder aux travaux de recensement. C'est en 1916 que devait se faire ce recensement et, normalement, les travaux auraient dû commencer dès le mois de mai dernier. Il s'agit là d'un gros travail, classement des fiches et statistique, qui dure trois ans, et va en décroissant.

Or, cette année, par suite de la guerre, le recensement ne se fera pas; et alors j'ai le droit de me retourner vers M. le ministre du travail et de lui demander à quels travaux il va employer ce personnel dont la tâche principale est la statistique de la France. Il était facile de lui confier ce travail provisoire du relevé des pertes de l'armée sans qu'il soit nécessaire de l'augmenter.

Mon étonnement est d'autant plus grand que le directeur de la statistique à eu à sa disposition une main-d'œuvre militaire: vous aviez trente-cinq secrétaires d'état-major.

Dans ces conditions, j'ai le droit de demander si les crédits sollicités sont justifiés. Je vous prie de ne pas les voter, car ils consacrent une augmentation de nouveaux fonctionnaires; et j'ajoute: comment se fait-il que demain, pour le troisième trimestre qui va commencer, alors que votre mission est terminée, que vous n'avez qu'un travail de liquidation, vous demandiez les mêmes crédits? cela est inacceptable. Vous dépassez votre rôle.

Considérez-vous donc ce bataillon de fonctionnaires nouveaux comme définitivement acquis dans vos services, de telle sorte qu'après demain la division qui dirige ce personnel pourrait devenir une direction, et peut-être plus tard une direction générale?

C'est là une inquiétude que j'ai et dont

je fais part au Sénat. Il y a une tendance dans certaine direction à vouloir enfler l'importance des services, à réclamer sans cesse une augmentation de personnel que rien ne justifie.

Nous ne saurions réagir assez contre une telle pratique, surtout lorsque nous la constatons dans des ministères qui ne sont pas sollicités directement par les besoins de la défense nationale.

Soyons rigoureusement fermés à toute extension de personnel. Le contrôle des dépenses devient de plus en plus difficile avec le système de douzièmes provisoires, nous manquons de renseignements pour l'emploi de crédits qui nous sont demandés. Les règles de la comptabilité générale ne sont plus observées, et nous nous trouvons en présence d'une bureaucratie omnipotente et maîtresse absolue. Nous nous trouvons impuissants à lutter contre cette confusion complète des crédits.

Aussi je vous demande de donner toute votre attention vigilante aux créations qui vous sont demandées.

Une haute autorité administrative disait récemment: « Je ne croyais pas qu'il était aussi facile de faire passer les crédits avec le système des douzièmes provisoires. » Vous vous souviendrez, messieurs, de ces paroles quelque peu imprudentes; vous vous montrerez soucieux plus que jamais des forces financières du pays, que, même avec ce système regrettable des douzièmes, vous entendez exercer pleinement votre pouvoir de contrôle et vous refuserez impitoyablement les crédits qui ne seront pas rigoureusement justifiés. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. le ministre du travail. J'espère qu'après avoir entendu mes explications, le Sénat sera convaincu que sur beaucoup de points M. Peyronnet et moi sommes d'accord. Sur beaucoup, mais pas sur tous. Par exemple, je ne peux laisser dire qu'il n'a été fourni à la commission des finances aucune justification.

M. Albert Peyronnet. Je proteste.

M. le ministre du travail. Et moi aussi. Rapportons-nous-en à la commission.

M. le président de la commission des finances. La commission n'a pas eu connaissance des détails dont vous parlez. Voilà ce que je puis dire.

M. le ministre du travail. Je n'y suis personnellement pour rien. J'ai fait à la commission toutes les communications demandées. Vous ne me refuserez pas votre témoignage si je dis que je me suis rendu devant elle chaque fois que j'ai été convoqué et que je lui ai toujours fourni toutes les justifications qu'elle m'a demandées.

M. le président de la commission des finances. Vous savez dans quelles conditions la commission des finances a dû étudier les crédits en question. Il lui aurait été matériellement impossible d'aller plus vite qu'elle ne l'a fait, elle ne pouvait pas s'arrêter à des détails; aucune explication ne lui ayant été fournie et les ministres n'ayant pas demandé à être entendus, elle a procédé à un travail aussi rapide que possible.

M. Cazeneuve. C'est pourquoi M. le ministre est entendu aujourd'hui.

M. le ministre du travail. Je n'ai pas pu demander à être entendu parce que je n'ai eu connaissance de ce refus de crédit qu'après la dernière réunion de la commission.

M. le président de la commission des finances. Tout cela, c'est la conséquence de la hâte avec laquelle nous travaillons.

M. Fabien Cesbron. C'est toujours la même chose.

M. le ministre du travail. En tout cas, on ne peut pas me reprocher de n'avoir fourni aucune explication. M. Peyronnet invoquait tout à l'heure ici l'avis exprimé par M. le rapporteur général du budget de la Chambre des députés. M. le rapporteur du budget proposait d'abord l'ajournement des crédits pour des raisons analogues à celles qui ont été exposées tout à l'heure. Je me suis rendu devant la commission, ou, plus exactement, j'ai été entendu par M. le président de la commission, par M. le rapporteur général et par M. le rapporteur spécial. Après n'avoir entendu, après avoir eu connaissance des justifications que j'ai adressées à la commission des finances du Sénat en même temps qu'à celle de la Chambre, c'est M. le rapporteur général du budget qui a proposé lui-même le rétablissement des crédits sans que j'aie eu besoin d'intervenir.

M. Albert Peyronnet. Il n'y a eu aucune discussion à la Chambre des députés.

M. le ministre du travail. C'est justement ce que je constate. Au surplus si vous n'avez parlé tout à l'heure de la Chambre des députés, je n'invoquerais pas à cette tribune la discussion qui aurait pu s'y produire et qui a été évitée d'un commun accord entre la commission et le Gouvernement.

Sur beaucoup de points je suis d'accord avec M. Peyronnet. Il faut établir, dit-il, entre les services des ministères de la guerre et du travail qui collaborent une complète unité de vues.

Cette unité de vues a été établie par décision du Gouvernement en conseil et elle est appliquée en toute matière. *(Très bien! très bien!)*

« Je ne veux pas, a ajouté M. Peyronnet, que vous fassiez rien de définitif ». Il a raison sur le point qui nous occupe et vous allez voir que ses inquiétudes ne sont pas fondées.

En ce qui concerne la statistique des morts, des blessés et des manquants de l'armée, cette statistique, dit M. Peyronnet, va être reprise par le service compétent du ministère de la guerre à la date du 1^{er} juillet. C'est exact.

M. Albert Peyronnet. Alors pourquoi demandez-vous des crédits pour le troisième trimestre?

M. le ministre du travail. Vous allez le voir. Nous avons été chargés de cette statistique depuis le 2 août 1914 jusqu'au 1^{er} mars dernier, et nous sommes en voie de la terminer. Ensuite le ministère de la guerre nous a demandé de continuer ce travail jusqu'à la date du 1^{er} juillet. C'est ce travail que nous entamerons après demain, si vous nous accordez les crédits, et auquel nous allons procéder pendant le cours du troisième trimestre. Rechercher les pertes jusqu'au 1^{er} juillet n'a jamais voulu dire finir le travail le 1^{er} juillet, mais bien le commencer le 1^{er} juillet. *(Approbation.)*

Il est entendu qu'en vertu de la dernière décision du ministère de la guerre — si elle n'est pas modifiée — vous ne verrez plus de crédits de ce genre. Vous en concluez avec moi que nous ne procédons à aucune création et que nous ne faisons ici rien de définitif.

Pour vous montrer que la part de labeur qui nous incombe ne s'accomplit point en quelques jours, je me permettrai de vous exposer qu'un très grand nombre de fiches ont été envoyées dans les dépôts; il y a eu à procéder à de longues opérations de dépouillement, contrôle des fiches, retour et réclamations aux dépôts, classement des

fiches pour rassembler celles qui s'appliquent aux mêmes militaires, premier dénombrement par grandes catégories, puis statistique détaillée.

Tout ce travail sera terminé à la date du 1^{er} mars, puis sera poursuivi dans le 3^e trimestre jusqu'à la date du 1^{er} juillet, après quoi le régime dont vous avez parlé s'instaurera, si le Gouvernement le trouve plus pratique.

Vous me demandez pourquoi je ne fais pas exécuter ce travail en me servant de mes crédits normaux et de mon personnel normal, je réponds: Mes crédits normaux me sont donnés pour la statistique quinquennale. Cette statistique se fait à partir de l'année où elle est commencée et se termine à la fin de la cinquième année. Je me trouve au moment le plus pressé du dépouillement de la période commencée en 1911.

Je demande dites-vous, du personnel. Assurément et pourquoi? Parce qu'un grand nombre de mes employés sont mobilisés, qu'une partie des crédits sert à leur verser les traitements et les compléments de traitements prévus par la loi.

Je répète au Sénat que je ne suis pas, en ce moment, dans la même situation budgétaire qu'en 1914: le ministère, en 1915, a laissé tomber une partie de mes crédits, parce qu'ils n'étaient pas employés.

Je comprends parfaitement que le Sénat lutte contre le fonctionnarisme exagéré et inutile, et le Gouvernement est d'accord avec lui sur ce point. Pour manifester cet accord si heureux, je prie le Sénat de seconder les ministres qui renoncent aux crédits non employés, qui déclarent qu'ils ne feront pas sans besoin des créations définitives et que, la situation actuelle prenant fin, les crédits qu'ils demandent pour des besoins de guerre tomberont d'eux-mêmes. *(Très bien! très bien!)*

M. Albert Peyronnet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Peyronnet.

M. Albert Peyronnet. Le Sénat constatera que, pour le troisième trimestre, on nous demande les mêmes crédits que pour le deuxième. Vous n'aurez pourtant pas le même personnel, votre mission sera terminée; vous serez avec une fin de liquidation, puisque, à dater du 1^{er} juillet 1916, vous êtes dessaisi de ce travail. Au Sénat de voir s'il doit consacrer une création de fonctionnaires.

M. le ministre du travail. Il y a confusion.

M. Cazeneuve. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Cazeneuve.

M. Cazeneuve. J'ai suivi très attentivement les observations présentées par M. Peyronnet.

En ce qui concerne le service de M. Marraud, le service spécial des pensions qui va devenir compliqué. M. Marraud va, dans son service, être solidaire d'une part, du service de statistique générale, du ministère du travail, pour lequel on demande ce crédit, et, d'autre part, du travail d'élaboration qui est fait aujourd'hui par le service de santé. En particulier, rue des Saints-Pères, à l'école des ponts et chaussées, il existe tout un service où l'on contrôle plus de 400 dossiers par jour. Ce sont des quantités de dossiers à examiner. M. Marraud collige tout cela. Mais au point de vue de la statistique, c'est le ministère du travail qui y apporte son concours. C'est un travail supplémentaire considérable. Nous discutons pendant une demi-heure pour une somme

de 13.000 fr. à porter au chapitre du service de statistique générale, alors que tout à l'heure nous voterons des centaines de millions à mains levées.

J'appelle votre attention sur cette situation. J'en ai fait l'étude la plus impartiale. Je regrette de n'avoir pu, lundi dernier, exposer à la commission des finances tous les motifs qui avaient formé mon opinion. J'ai ici les documents qui ont été remis à M. Raoul Péret, rapporteur général de la commission du budget de la Chambre des députés. Il suffit de lire l'énumération des nouveaux travaux imposés à la statistique générale, pour être d'accord avec M. le ministre du travail.

M. Paul Strauss. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Strauss.

M. Paul Strauss. Messieurs, dans la controverse qui s'est instituée entre M. Albert Peyronnet, la commission des finances, d'une part, et M. le ministre des finances de l'autre, nous sommes un certain nombre qui attachons le plus haut prix à ce que, par tous les moyens au pouvoir du Gouvernement, les renseignements statistiques sur les pertes de l'armée soient recueillis, colligés et centralisés avec la plus grande sûreté et la plus grande célérité possible. Cet objet mérite notre sollicitude la plus passionnée, et si le Gouvernement croit devoir recourir aux lumières, à la compétence et à la collaboration du service de la statistique générale du ministère du travail, nous ne pouvons lui refuser les crédits dont il a besoin. Nous ne pouvons avoir qu'un seul désir, celui d'assurer le meilleur fonctionnement d'un service de recherches qui sera d'une importance capitale pour les familles et pour le pays tout entier. *(Applaudissements à gauche.)*

M. Albert Peyronnet. Je tiens à protester contre cette affirmation, que vous venez d'apporter ici, que le fait de rattacher ce service à la direction générale des pensions pourrait enlever quelque clarté à ce travail du relevé des disparus de la guerre. La qualité de services n'a apporté que confusion jusqu'ici. Nous désirons les uns et les autres que ce travail de relevé se passe rapidement et clairement et qu'il n'y ait plus d'erreurs; cette question de relevé des disparus est trop angoissante! Le souci de la statistique n'a pas apporté une amélioration; les erreurs ont été les mêmes, car la méthode était la même.

Au surplus, précisons la question de façon à ce qu'aucune confusion n'existe dans l'esprit du Sénat. Je pose donc à M. le ministre du travail la question suivante: Est-il entendu qu'à partir du 1^{er} juillet vous n'aurez plus à vous occuper de la statistique des décès postérieurs à cette date? Est-il entendu que M. le directeur général des pensions au ministère de la guerre seul aura à s'en occuper, sans que le ministère du travail ait à participer à ces travaux, sa mission étant terminée.

Il importe de savoir s'il y aura unité de direction, comme le législateur l'a voulu.

M. Strauss laisse supposer que, postérieurement au 1^{er} juillet 1916, on fera appel aux lumières de la statistique alors qu'il est entendu que le ministre du travail n'aura plus rien à faire à partir de cette date. Il faut éviter cette confusion.

M. Paul Strauss. En l'espèce, le fond emporte la forme!

M. le ministre du travail. Voici ce qui a été décidé par le Gouvernement. Le service de la statistique au ministère du travail a été chargé de la statistique des pertes de l'armée du 2 août 1914 au 1^{er} mars 1916, puis du 1^{er} mars au 1^{er} juillet prochain. Mais cela ne veut pas dire qu'il aura exécuté ce

dernier travail le 1^{er} juillet, pas plus qu'il n'a terminé le précédent à la date du 1^{er} mars. Au contraire, c'est à cette date du 1^{er} juillet qu'il commencera le dépouillement qui va occuper le troisième trimestre de cette année.

M. Albert Peyronnet. C'est un travail de quelques jours. (*Interruptions.*)

S'il plaît au Sénat de voter le crédit proposé, je décline toute responsabilité au sujet de création de fonctionnaires nouveaux dont la justification n'a été nullement apportée. Le moment est mal choisi pour demander un renforcement de fonctionnaires.

M. le président. Je mets aux voix le chapitre voté par la Chambre des députés sous le numéro 23 « statistique générale de la France. — Personnel, 13,000 fr. » (Le chapitre 23, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. De même la Chambre des députés a voté un chapitre 25 « statistique générale de la France. — Matériel, 10,000 francs. »

Votre commission propose de ne pas adopter ce chapitre et le crédit y afférent.

M. le ministre du travail. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail.

M. le ministre du travail. Pour les raisons qui ont été invoquées et sans abuser davantage du temps du Sénat, je lui demande de bien vouloir adopter le crédit voté par la Chambre. Je présente à ce sujet une simple remarque.

De même que mon département avait fait depuis 1915 des réductions sur le personnel, il avait fait également des réductions sur le matériel. Le crédit global du chapitre 25 n'était plus en effet au budget primitif de 1916 que de 60,000 fr. au lieu de 70,674 fr. prévus en 1914. C'est donc, pour partie au moins, encore un rétablissement de crédits que je demande.

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 25 voté par la Chambre des députés sous le n° 25, que votre commission vous propose de ne pas adopter, et dont le Gouvernement demande le rétablissement.

(Le chapitre 25, avec le chiffre de 10,000 francs, est adopté.)

Ministère des colonies.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

TITRE I^{er}. — Dépenses civiles.

1^{re} section. — Dépenses d'intérêt commun.

« Chap. 18. — Service des phares à Saint-Pierre-et-Miquelon, 13,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 21. — Classement des archives du ministère des colonies, 1,245 fr. » — (Adopté.)

2^e section. — Subventions temporaires aux budgets locaux et à divers chemins de fer coloniaux.

« Chap. 25. — Subvention au budget local de Saint-Pierre et Miquelon, 11,170 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 33. — Garantie d'intérêts à la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien, 1,608,000 fr. » — (Adopté.)

Titre II. — Dépenses militaires.

« Chap. 42. — Soldes des troupes aux colonies (groupe de l'Afrique occidentale française), 1,109,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 45 bis. — Dépenses d'administration et d'occupation du Cameroun, 15,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 51. — Vivres et fourrages (groupe de l'Afrique occidentale française), 1,808,625 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 55. — Habillement, campement et couchage, 1,435,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 58. — Service de l'artillerie et des constructions militaires (groupe des Antilles et du Pacifique), 22,200 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 59. — Service de l'artillerie et des constructions militaires (groupe de l'Afrique occidentale française), 179,040 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 60. — Service de l'artillerie et des constructions militaires (groupe indo-chinois), 746,800 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 61. — Service de l'artillerie et des constructions militaires (groupe de l'Afrique orientale), 488,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 62. — Service de l'artillerie et des constructions militaires (groupe de l'Afrique équatoriale française), 130,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère de l'agriculture.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 57. — Encouragements à l'industrie chevaline, 50,000 fr. » — (Adopté.)

Ministère des travaux publics.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

Dépenses ordinaires.

§ 3. — Dépenses diverses.

La Chambre avait voté au chapitre 2 « Allocations et indemnités diverses du personnel de l'administration centrale ». — 6,000 fr.

Votre commission vous propose de ne pas adopter ce chapitre et le crédit y afférent.

La parole est à M. le ministre des travaux publics.

M. Marcel Sembat, ministre des travaux publics. Je prie le Sénat et la commission des finances de vouloir bien ne pas s'opposer au rétablissement de la somme de 6,000 fr.

J'ai eu l'honneur d'indiquer à M. le rapporteur et à la commission elle-même qu'à l'heure présente ce rétablissement m'est indispensable pour faire face à des dépenses obligatoires, notamment à une augmentation résultant de l'application complète de la péréquation des traitements du petit personnel, et à une autre relative aux secours alloués aux veuves et aux orphelins des agents mobilisés.

M. le président de la commission des finances. Je voudrais faire ressortir devant le Sénat les inconvénients qui s'attachent à la manière de travailler qui nous est imposée. Lorsque les crédits nous ont été envoyés, la commission s'est immédiatement réunie. Elle a émis son vote sur les renseignements qui lui ont été donnés. Le temps était trop court pour que les ministres puissent demander à se faire entendre, lorsque ses décisions leur ont été connues. S'il en avait été autrement, ils auraient pu venir devant la commission et expliquer les raisons qui leur faisaient demander le rétablissement des crédits supprimés.

Il n'en a pas été ainsi et le Sénat voit avec quelle peine nous pouvons en ce moment donner satisfaction aux désirs qui nous sont exprimés par les ministres. (*Très bien! très bien!*)

Le remède à cette situation, c'est que le Gouvernement veuille bien s'efforcer de saisir le Sénat des crédits plus tôt qu'il ne

l'a fait cette année. La situation de la commission des finances est véritablement difficile. Celle-ci reçoit une série d'échecs qui ne l'atteignent certainement pas parce qu'elle a conscience d'avoir rempli son devoir complètement. (*Approbat.*) Il n'en est pas moins vrai qu'il est pénible de voir les ministres obligés de venir, en séance, réclamer des rétablissements que, régulièrement, ils auraient pu obtenir de la commission des finances.

Voilà les réflexions que je voulais faire. Je supplie le Gouvernement d'en tenir compte dans la mesure du possible.

M. le président. La commission s'oppose-t-elle encore à l'adoption du crédit?

M. le président de la commission. Non, monsieur le président.

M. le vice-président de la commission. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le vice-président de la commission des finances.

M. le vice-président de la commission. La commission ne s'oppose pas au rétablissement du chapitre. Cependant, elle doit faire remarquer que ce crédit est destiné à faciliter la péréquation des traitements: M. le ministre reconnaîtra que cette péréquation n'a pas encore été rétablie d'une façon définitive et que le rétablissement n'aurait pas dû être présenté sous forme de crédits additionnels. Voilà la seule observation que je voulais présenter.

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 2 avec le crédit de 6,000 fr. voté par la Chambre, accepté par la commission des finances à la demande du Gouvernement, (Le chapitre 2, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. La Chambre des députés avait voté une modification de libellé pour le chapitre 73, ainsi conçu:

« Chapitre 73. — Matériel des mines. — Frais d'études, d'enquêtes, de missions et d'expériences concernant l'hygiène et la sécurité dans les mines, frais de sauvetage. — Etudes et travaux connexes intéressant l'industrie minière ».

Votre commission vous propose de ne pas modifier le libellé de ce chapitre.

M. le ministre des travaux publics. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des travaux publics.

M. le ministre des travaux publics. Je comprends très bien les raisons qui ont guidé la commission. Elle a craint — et, en pareille matière, il y a toujours lieu à des craintes de ce genre — qu'il n'y eût ici une extension abusive des enquêtes et frais qu'elles peuvent entraîner. Voici les raisons qui m'ont conduit à solliciter ce changement de libellé.

Il nous est arrivé et il nous arrivera encore d'être obligés de procéder, soit par mes services, soit par l'intermédiaire des commissions du Parlement, à des enquêtes dans les mines, ce qui nous permet de faire des constatations très intéressantes, mais à la condition que nous puissions convoquer tous les intéressés.

Quand, notamment il y a quelques mois, la commission des mines de la Chambre a voulu, au cours d'une de ses enquêtes, entendre les ouvriers mineurs, ceux-ci ont dû se déplacer et ont perdu, de ce fait, une ou deux journées de travail; ils ont, naturellement, demandé, une indemnité équivalente. Pour ma part, j'aurais trouvé tout à fait fâcheux qu'on ne pût pas la leur accorder.

Je voudrais, d'autre part, rassurer d'un mot, M. le rapporteur en lui disant qu'il n'y a pas à craindre d'abus parce que les

crédits de ce chapitre sont extrêmement limités et que si l'abus se produisait, il faudrait demander des crédits supplémentaires que vous pourriez refuser.

M. Millières-Lacroix. En réalité, M. le ministre des travaux publics demande l'autorisation de faire des dépenses qu'il n'était pas autorisé à faire antérieurement.

Il ne sollicite pas l'augmentation du crédit, mais il veut instituer une dépense spéciale, nouvelle, en vue de payer des mineurs, — car j'imagine qu'il ne s'agit pas de payer les dépenses afférentes aux commissions parlementaires;...

M. le ministre. Pas du tout.

M. Millières-Lacroix. Il s'agit d'autoriser le paiement d'indemnités aux mineurs convoqués pour une enquête spéciale.

Nous estimons que ce n'est pas par voie de crédits supplémentaires que ces dépenses doivent être instituées.

Au surplus, je fais à M. le ministre des travaux publics la même observation que j'ai eu l'honneur d'adresser tout à l'heure à M. le ministre de la marine, sur le chapitre 73 en discussion. Le chapitre concerne des dépenses tout à fait hétérogènes : « matériel, des mines, frais d'études, d'enquêtes, de missions et d'expériences, etc...; études et travaux connexes intéressant l'industrie minière. »

Il y a là des dépenses qu'il serait préférable d'imputer sur des chapitres différents, afin qu'il soit possible de les suivre. En fait, les crédits actuels sont-ils suffisants pour faire face aux dépenses nouvelles ? Sans aucun doute. Vous allez peut-être nous demander des crédits nouveaux; voilà bien où je vous attends : aujourd'hui, nous avons à modifier le libellé du chapitre et, demain, vous nous demanderez un crédit nouveau.

M. le ministre des travaux publics. Vous pouvez écarter cette crainte, monsieur le rapporteur.

En général, sur ce chapitre, les crédits suffisent aux besoins et j'insiste sur ce que, étant donnée la crise des charbons, que le Sénat connaît bien, j'ai dû, pour la résoudre, procéder à des enquêtes en même temps que j'essayais d'améliorer les conditions de l'importation et de la production nationales. Vous me dites, monsieur le rapporteur : « Faites attention ! Vous changez le caractère du chapitre ». Je vous demande pardon; j'estime ne rien modifier, mais quand je fais une enquête, je cherche également à m'entourer de tous les renseignements; j'entends les représentants des compagnies, mais je prétends que l'on peut avoir aussi des renseignements très utiles de ceux qui travaillent et que l'on ne peut les obliger à un déplacement ou à une perte de salaire sans les indemniser.

Un mot encore, et c'est à un ancien membre de la commission du budget de la Chambre que je m'adresse; M. Millières-Lacroix pensera comme moi, je crois, qu'il y aurait inconvénient à diviser sans raison très sérieuse des chapitres dont l'importance est faible. (*Adhésion.*)

M. Millières-Lacroix. Sous le bénéfice des observations que j'ai présentées, la commission des finances ne fait plus d'opposition au vote du chapitre.

M. le président. Je consulte le Sénat sur le libellé du chapitre 73 adopté par la Chambre des députés et accepté maintenant par la commission.

(Ce texte est adopté.)

3^e partie. — Services généraux des ministères.

Dépenses ordinaires.

§ 3. — Dépenses diverses.

« Chap. 79 bis. — Allocation à l'office national de la navigation pour l'exploitation de voies de navigation intérieure et de ports maritimes, 500,000 fr. » — (Adopté.)

Dépenses extraordinaires.

§ 2. — Travaux.

« Chap. 99. — Routes nationales. — Réparations extraordinaires et travaux neufs, 3,500,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 103. — Amélioration et extension des ports maritimes, 2,500,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 105 bis. — Etablissement par l'Etat d'usines hydrauliques, 4,500,000 fr. »

M. le ministre des travaux publics. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des travaux publics.

M. le ministre des travaux publics. Messieurs, à propos du chapitre 105 bis et pour répondre au désir exprimé par la commission des finances, le Gouvernement déclare qu'il est complètement d'accord avec cette dernière sur le caractère de la dépense qui constitue, à n'en pas douter, une participation de l'Etat aux dépenses de premier établissement d'usines hydrauliques déclarées d'utilité publique.

Nous sommes d'accord, dès maintenant, pour que, très prochainement, la question soit réglée par la loi dans les conditions demandées par la commission des finances. (*Approbation.*)

M. le président. Il n'y a pas d'autres observations sur le chapitre 105 bis ?...

Je le mets aux voix.

(Le chapitre 105 bis est adopté.)

M. le président. Messieurs, par suite des votes qui viennent d'être émis, le crédit proposé par la commission des finances à l'article 1^{er}, serait rétabli au chiffre de 72,516,727 fr., adopté par la Chambre des députés.

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}. (L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Sur les crédits provisoires ouverts aux ministres, au titre de l'exercice 1916, par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, une somme de 376,342 fr., est et demeure définitivement annulée, conformément à l'état B annexé à la présente loi. » — (Adopté.)

TITRE II

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL

Monnaies et médailles.

« Art. 3. — Il est ouvert au ministre des finances, au titre de l'exercice 1916, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget annexe des monnaies et médailles, un crédit de 5,000 fr. applicable au chapitre 2 : « Indemnités diverses ». — (Adopté.)

Caisse des invalides de la marine.

« Art. 4. — Il est ouvert au ministre de la marine, au titre de l'exercice 1916, en addition aux crédits provisoires alloués par les

lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, un crédit de 40,000 fr. applicable à un chapitre nouveau portant le numéro 10 bis et intitulé : « Allocations mensuelles aux ascendants des officiers et marins décédés pendant la guerre ». — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il y a lieu à scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	252
Majorité absolue.....	127
Pour.....	252

Le Sénat a adopté.

7. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF A DES REPORTS DE CRÉDITS

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au report de crédits de l'exercice 1915 à l'exercice 1916.

Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale ?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

Exercice 1915.

« Art. 1^{er}. — Sur les crédits ouverts aux ministres, au titre de l'exercice 1915, par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, une somme de 22,974,804 fr. est et demeure définitivement annulée, conformément à l'état A annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'état A :

Ministère des finances.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 50. — Matériel de l'administration centrale, 80,000 fr. »

4^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.

« Chap. 120. — Matériel et dépenses diverses de l'administration des manufactures de l'Etat, 492,124 fr. »

« Chap. 121. — Bâtiments des manufactures de l'Etat, 591,680 fr. »

« Chap. 122. — Constructions nouvelles des manufactures de l'Etat, 435,000 fr. »

« Chap. 124. — Achats et transports. — Service des tabacs, 10,254,000 fr. »

« Chap. 125. — Achats et transports. — Service des allumettes, 900,000 fr. »

« Chap. 125 bis. — Réinstallation des services de la garantie de Paris, du laboratoire central du ministère des finances. — Dépense d'archives de la cour des comptes, 203,000 francs. »

« Chap. 125 quater. — Transfert de l'imprimerie nationale. — Constructions, installations, déménagement, 238,353 fr. »

« Chap. 125 quinquies. — Transfert de l'imprimerie nationale. — Personnel, 10,425 francs. »

« Chap. 125 sériés. — Transfert de l'imprimerie nationale. — Indemnités, 4,500 francs. »

**Ministère de l'instruction publique
des beaux-arts et des inventions intéressant
la défense nationale.**

2^e section. — Beaux-arts.

**3^e partie. — Services généraux
des ministères.**

« Chap. 87. — Bibliothèque nationale. — Travaux d'agrandissement, 108,800 fr. »
« Chap. 91. — Agrandissement et reconstruction partielle des bâtiments de l'institut national agronomique, 30,118 fr. »

**Ministère du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes.**

1^{re} section. — Commerce et industrie.

3^e partie. — Services généraux des ministères
« Chap. 33. — Ecoles nationales professionnelles. — Travaux extraordinaires de bâtiment, 42,400 fr. »

2^e section. — Postes et télégraphes.

4^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.

« Chap. 14. — Indemnités diverses, 2,500 fr. »
« Chap. 17. — Frais de loyer. — Bâtiments et mobilier, 1,821,944 fr. »
« Chap. 21 bis. — Construction de wagons-poste, 1,105,418 fr. »
« Chap. 22. — Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs, 4,595,182 fr. »
« Chap. 24. — Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs, 1,201,850 fr. »
« Chap. 26. — Matériel des réseaux pneumatiques. — Travaux neufs, 165,598 fr. »
« Chap. 29. — Salaires du personnel ouvrier des services techniques, 2,050 fr. »
« Chap. 30. — Indemnités diverses du personnel ouvrier et frais de déplacement des sous-agents affectés aux services techniques, 850 fr. »

Ministère de l'agriculture.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 63. — Etudes et travaux d'hydraulique et d'améliorations agricoles à la charge de l'Etat, (89,012 fr. »

Personne ne demande la parole sur l'article 1^{er} ?

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}. (L'art. 1^{er} est adopté.)

M. le président.

Exercice 1916.

« Art. 2. — Il est ouvert aux ministres, au titre de l'exercice 1916, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, des crédits s'élevant à la somme de 18,389,052 fr.

« Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

Je donne lecture de l'état B.

Ministère des finances.

**3^e partie. — Services généraux
des ministères.**

« Chap. 5. — Matériel de l'administration centrale, 80,000 fr. ». — (Adopté.)

4^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.

« Chap. 124. — Achats et transports. —

Services des tabacs, 9,964,000 fr. ». — (Adopté.)

« Chap. 125. — Achats et transports. — Service des allumettes, 900,000 fr. ». — (Adopté.)

« Chap. 125 quater. — Transfert de l'imprimerie nationale. — Constructions, installations, déménagement, 238,353 fr. ». — (Adopté.)

« Chap. 125 quinq. — Transfert de l'imprimerie nationale. — Personnel, 10,425 fr. ». — (Adopté.)

« Chap. 125 sexies. — Transfert de l'imprimerie nationale. — Indemnités, 4,500 fr. ». — (Adopté.)

**Ministère de l'instruction publique,
des beaux-arts et des inventions intéressant
la défense nationale.**

2^e section. — Beaux-arts.

**3^e partie. — Services généraux
des ministères.**

« Chap. 91. — Bibliothèque nationale. — Travaux d'agrandissement, 108,800 fr. ». — (Adopté.)

« Chap. 95. — Agrandissement et reconstruction partielle des bâtiments de l'institut national agronomique, 30,118 fr. ». — (Adopté.)

**Ministère du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes.**

2^e section. — Postes et télégraphes.

4^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.

« Chap. 15. — Indemnités diverses, 2,000 francs. ». — (Adopté.)

« Chap. 18. — Frais de loyer. — Bâtiments et mobilier, 654,985 fr. ». — (Adopté.)

« Chap. 22 bis. — Construction de wagons-poste, 996,818 fr. ». — (Adopté.)

« Chap. 23. — Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs, 4,514,055 fr. ». — (Adopté.)

« Chap. 25. — Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs, 716,850 fr. ». — (Adopté.)

« Chap. 27. — Matériel des réseaux pneumatiques. — Travaux neufs, 165,598 fr. ». — (Adopté.)

« Chap. 30. — Salaires du personnel ouvrier des services techniques, 2,050 fr. ». — (Adopté.)

« Chap. 31. — Indemnités diverses du personnel ouvrier et frais de déplacement des sous-agents affectés aux services techniques, 500 fr. ». — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 2.

(L'article 2 est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	253
Majorité absolue.....	127

Pour..... 253

Le Sénat a adopté.

**8. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI PORTANT
OUVERTURE ET ANNULATION DE CRÉDITS
SUR L'EXERCICE 1915**

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par

la Chambre des députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1915. J'ai à donner connaissance au Sénat du décret suivant :

« Le Président de la République française,
« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés, pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — MM. Privat-Deschanel, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur général de la comptabilité publique, et Celier, sous-directeur à la comptabilité publique, sont désignés, en qualité de commissaires du Gouvernement, pour assister le ministre des finances au Sénat, dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1915.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 10 juin 1916.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre des finances,

« A. RIBOT. »

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er}.

TITRE 1^{er}

BUDGET GÉNÉRAL

« Art. 1^{er}. — Il est ouvert aux ministres, au titre de l'exercice 1916, en addition aux crédits alloués par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 74,850,600 fr.

« Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'état :

Ministère des finances.

1^{re} partie. — Dette publique.

Dette remboursable à terme ou par annuité.

« Chap. 15. — Intérêts de la dette flottante du Trésor, 72 millions. ». — (Adopté.)

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 53. — Frais de trésorerie, 1,100,000 francs. ». — (Adopté.)

**Ministère du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes.**

1^{re} section. — Commerce et industrie.

**3^e partie. — Services généraux
des ministères.**

« Chap. 40. — Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international institué à Berne pour la protection de la propriété industrielle, 600 fr. ». — (Adopté.)

Ministère des colonies.**3^e partie. — Services généraux des ministères.****Titre II. — Dépenses militaires.**

« Chap. 45. — Troupes d'occupation de l'Afrique équatoriale, 1,750,000 fr. » — (Adopté.)

« Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1915. »

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président.

TITRE II**RÉSEAU RACHETÉ DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST**

« Art. 2. — Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre de l'exercice 1915, en addition aux crédits alloués par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget annexe du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest, un crédit supplémentaire de 125,000 fr. applicable au chapitre 13 : Annuité de rachat due à la compagnie de l'Ouest.

« Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources propres audit budget annexe. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics, au titre de l'exercice 1915, par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget annexe du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest, une somme de 125,000 fr. est et demeure définitivement annulée au chapitre 24 : « Charges nettes du capital (y compris les intérêts des avances du Trésor et les frais de service des titres). » — (Adopté.)

« Art. 4. — Est diminué d'une somme de 125,000 fr. le montant des obligations amortissables que le ministre des finances a été autorisé, par l'article 11 de la loi du 26 décembre 1914, par l'article 8 de la loi du 29 juin 1915 et par l'article 7 de la loi du 28 septembre 1915, à émettre pour subvenir aux dépenses de la deuxième section du budget annexe du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest, dans les conditions déterminées par l'article 44 de la loi de finances du 13 juillet 1914. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre de votants..... 254
Majorité absolue..... 128

Pour..... 254

Le Sénat a adopté.

9. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI PORTANT OUVERTURE ET ANNULATION DE CRÉDITS SUR LES EXERCICES 1915 ET 1916.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant : 1^o l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'exercice 1915, au titre du budget général ; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'exercice 1916, au titre du budget général ; 3^o l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'exercice 1915 et 1916, au titre des budgets annexes.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition?...

Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, au titre de l'exercice 1916, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, un crédit de 1,556,890 fr. applicable à un chapitre nouveau du budget de son département, portant le n^o 33 *ter* et intitulé : « Versement au protectorat marocain pour la garantie de l'emprunt de 1914 (art. 4 de la loi du 16 mars 1914). »

Je mets aux voix l'article unique.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants..... 253
Majorité absolue..... 127

Pour..... 253

Le Sénat a adopté.

En conséquence du vote qui vient d'être émis, la commission des finances demande que l'intitulé de la loi soit libellé comme suit :

« Projet de loi portant ouverture de crédit sur l'exercice 1916 pour la garantie de l'emprunt marocain de 1914. »

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

10. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI PORTANT OUVERTURE DE CRÉDITS PROVISOIRES

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant : 1^o ouverture sur l'exercice 1916 des crédits provisoires applicables au 3^e trimestre de 1916 ; 2^o autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics.

J'ai à donner connaissance au Sénat des décrets suivants :

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre du travail et de la prévoyance sociale,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — MM. Arthur Fontaine, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur du travail, et Lucien March, directeur de la statistique générale de la France, sont désignés, en qualité de commissaires du Gouvernement, pour assister le ministre du travail et de la prévoyance sociale, au Sénat, dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant : 1^o ouverture sur l'exercice 1916 des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 ; 2^o autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics.

« Art. 2. — Le ministre du travail et de la

prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 29 juin 1916.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre du travail
et de la prévoyance sociale,
« ALBERT MÉTIN. »

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre de la guerre,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — MM. Alombert, contrôleur général de l'administration de l'armée, directeur du contrôle au ministère de la guerre ; Laurent, intendant militaire, inspecteur général de l'habillement ; Mirrau I, directeur général honoraire au ministère des finances, en mission au ministère de la guerre, chargé de la direction du service général des pensions ; Moizard, sous-intendant militaire de 1^{re} classe, sous-directeur au sous-secrétariat d'Etat du ravitaillement et de l'intendance, sont désignés, en qualité de commissaires du Gouvernement, pour assister le ministre de la guerre, au Sénat, dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant : 1^o ouverture sur l'exercice 1916 des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 ; 2^o autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics.

« Art. 2. — Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 27 mai 1916.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République,

« Le ministre de la guerre,
« ROQUES. »

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — MM. Privat-Deschanel, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur général de la comptabilité publique ;

« Céliier, sous-directeur de la comptabilité publique ;

« Louis Martin, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur général des contributions indirectes ;

« Baudouin-Bugnet, directeur général des contributions directes ;

« Deligne, directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre ;

« Ricaud, directeur général des manufactures de l'Etat,

sont désignés, en qualité de commissaires du Gouvernement, pour assister le ministre des finances, au Sénat, dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant : 1^o ouverture sur l'exercice 1916 des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 ; 2^o autorisation de percevoir pen-

dant la même période les impôts et revenus publics.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 22 mai 1916.

« R. POINCARÉ.

• Par le Président de la République

« Le ministre des finances,

« A. RIBOT. »

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

TITRE I^{er}.

BUDGET GÉNÉRAL ET BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL

§ 1^{er}. — Crédits accordés.

« Art. 1^{er}. — Il est ouvert aux ministres, au titre du budget général de l'exercice 1916, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 7,895,165,529 fr. et applicables au troisième trimestre de 1916. »

La parole est à M. Jeanneney.

M. Jeanneney. Messieurs, je ne m'exagère pas le mérite du contrôle que nous exerçons en ce moment sur les dépenses publiques. En l'absence d'un budget régulier, nous sommes mis dans l'obligation de les voter globalement. C'est dire que pratiquement nous ne pouvons apporter à cette tribune que des avis, des objurgations et, le cas échéant, des remontrances. En général, les ministres les écoutent avec attention mais ils ne sont pas toujours entendus par les administrations publiques. (*Sourires.*)

Ce n'est pas une raison pour que nous ne les répétions pas quand cela est nécessaire. C'est particulièrement notre devoir lorsque, comme dans le cas dont je veux entretenir le Sénat, l'administration de la guerre déjà si impuissante à empêcher les dépenses inutiles, en invente elle-même et organise réglementairement le gaspillage des deniers publics. (*Très bien! très bien!*)

Ce que j'ai à dire, messieurs, concerne la réquisition des chemins de fer d'intérêt local pour les besoins des armées.

Le régime de ces réquisitions est encore gouverné par la loi et le règlement d'administration publique de 1877. Je n'en retiens, pour l'instant, que ce qui concerne les lignes à réquisitionner et à exploiter « au delà de la base d'opérations ».

Il y est prévu que ces lignes, lorsqu'elles ont été réquisitionnées en entier, sont exploitées, non par la compagnie concessionnaire, mais par les soins de la direction des chemins de fer de campagne à l'aide d'un personnel militaire spécial et au moyen du matériel que fournit la compagnie.

Il y est encore prévu — c'est l'art. 61 du règlement du 2 août 1877 — qu'« il n'est dû aux compagnies pour les transports effectués sur leur réseau que la taxe de péage fixée conformément au cahier des charges qui régit chacune d'elles. »

Telle était, à ma connaissance au moins, le régime légalement applicable aux réquisitions. On a eu le tort de ne pas l'appliquer simplement, de ne l'appliquer que moyennant des changements auxquels la légalité ne paraît manquer et dont, en tous cas, vous allez juger les résultats.

Je ne prendrai qu'un exemple, celui d'un réseau d'intérêt local de la région de l'Est, qui compte 70 kilomètres.

Dans l'année qui a précédé la guerre, les

recettes de ce réseau étaient, d'après mes informations, d'environ 300,000 fr. — je ne donnerai que des chiffres ronds ; — les dépenses d'exploitation, y compris celles d'administration centrale, étaient de 210,000 fr. La recette nette ainsi établie d'environ 90,000 fr., correspondait à une recette kilométrique de 1,250 fr.

La ligne a été réquisitionnée au commencement de février 1915. Ce jour-là, plus de dépenses d'exploitation pour la compagnie, puisque le réseau est exploité à ses frais et risques par la section des chemins de fer de campagne. Elle ne garde la charge que des frais d'administration centrale qui sont insignifiants et qu'on peut négliger.

Quant aux recettes, elles deviennent naturellement représentées, pour la totalité, par l'indemnité à recevoir de l'administration de la guerre.

Or M. le ministre des finances veut-il savoir combien, pour les onze mois de 1915, la compagnie dont je parle va recevoir? J'ai pris le renseignement à l'administration de la guerre. A l'heure actuelle, il a déjà été versé à la compagnie 538,000 fr. (*Mouvements divers.*)

Encore n'est-ce là qu'un acompte. L'administration admet que la somme totale à payer atteindra au moins 575,000 fr. ! J'ajoute que, d'après mes propres renseignements, cette dernière somme sera encore dépassée et que le compte pourrait bien atteindre 650,000 fr.

M. Gustave Rivet. Nous sommes trop riches!

M. Jeanneney. Mais j'accepte de raisonner sur le chiffre officiel de 575,000 fr.

Or, entendez bien ceci : ce chiffre donne pour douze mois une moyenne kilométrique de recettes nettes de 8,750 fr., chiffre rond. Donc 8,750 fr. en temps de guerre au lieu de 1,250 fr. en temps de paix! Le septuple, messieurs! (*Exclamations sur plusieurs bancs.*)

Le fait a paru exorbitant à votre commission. C'est elle qui m'a prié de le porter à la tribune. (*Très bien! très bien!*) Comment une chose pareille est-elle possible?... On la conçoit mal, sachant que le régime légal de la réquisition et le taux de l'indemnité se trouvent fixés par le règlement de 1877.

Avec surprise, j'ai appris avant-hier, au ministère de la guerre, que, le 21 janvier 1916, une simple décision ministérielle, et qui me paraît bien non interpréter, mais modifier le décret de 1877, a disposé textuellement que « les transports effectués sur les lignes des compagnies secondaires pour le compte du département de la guerre seraient, sur le réseau des armées, réglés au tarif de la grande vitesse ». (*Mouvements divers.*) Le résultat, messieurs, c'est que, non seulement la compagnie profite de l'intensité du trafic de guerre qui se fait sur son réseau au taux la taxe de péage inscrite à son cahier des charges, mais que toutes les marchandises voiturées, aussi bien les charbons ou projectiles, que la pierre, la terre ou le sable, devraient voyager au tarif des excédents de bagages de voyageurs. (*Exclamations.*)

Vous concevez notre surprise lorsqu'une pareille situation nous a été révélée. Est-elle le résultat de sollicitations des compagnies intéressées? Est-elle sortie toute seule du cerveau d'un bureaucrate? Je ne sais. J'ignore de même la part exacte qu'elle a dans l'énorme majoration que nous constatons.

Ce que je crois bien, c'est que de tels profits de guerre sont de ceux que M. le ministre des finances ne devra pas oublier quand il appliquera la taxe. (*Rires.*)

M. le ministre des finances. Sans aucun doute.

M. Jeanneney. Plutôt que de les créer, on eût mieux fait d'appliquer simplement les règlements en vigueur.

M. le ministre des finances. Si les règlements n'ont pas été observés, il y aura lieu à reversement. Une lettre ministérielle ne peut pas modifier un décret.

M. Jeanneney. C'est bien ce que nous pensons. Nous nous demandons même comment une lettre ministérielle du 24 janvier 1916 a pu régler rétroactivement le régime de transports effectués en 1915. Cela encore a besoin d'être éclairci. Je ne doute pas que M. le ministre des finances veuille avec son collègue de la guerre porter son attention sur ce cas et sur d'autres analogues. Nous l'attendons de lui. La commission des finances le lui demande expressément. (*Très bien! très bien! et vifs applaudissements.*)

M. le ministre des finances. Il aurait été désirable que M. le ministre de la guerre fût prévenu, afin de pouvoir répondre, car le ministre des finances n'a pas les moyens de le faire, attendu que les paiements se font en vertu d'ordonnances qui n'émanent pas de lui. Tout ce que je puis dire, c'est que si des paiements ont été faits à cette compagnie contrairement aux dispositions du décret, le ministre des finances veillera à ce que les sommes indûment payées soient reversées. Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'une simple lettre émanant d'un ministre ou d'une autre autorité militaire ne peut pas abroger implicitement un décret. (*Très bien! très bien!*)

M. Jeanneney. Vous pouvez dire « à cette compagnie et à d'autres », monsieur le ministre, car je ne l'ai citée qu'à titre d'exemple d'un cas général.

M. le ministre des finances. M. le ministre de la guerre est retenu ailleurs.

M. Milliès-Lacroix. La commission elle-même n'a été saisie de cette question qu'il y a deux jours.

M. le président. Si personne ne demande plus la parole je mets aux voix l'article 1^{er}. (L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Il est ouvert aux ministres, au titre des budgets annexes rattachés pour ordre aux budgets de leurs départements respectifs, pour l'exercice 1916, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 623,828,771 fr. et applicables au troisième trimestre de 1916. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Les crédits ouverts par les articles 1 et 2 ci-dessus seront répartis, par ministères et par chapitres, au moyen d'un décret du Président de la République.

« Ils s'ajouteront à ceux précédemment accordés par les lois des 20 décembre 1915 et 30 mars 1916. » — (Adopté.)

§ 2. — Impôts et revenus autorisés.

« Art. 4. — Seront applicables, jusqu'à la fin de l'année de la cessation des hostilités, les dispositions ci-après :

« Le droit général de consommation sur l'alcool est porté à 400 fr. l'hectolitre ; les droits d'entrée sont supprimés.

« A l'exception des genièvres fabriqués dans les conditions spécifiées au deuxième paragraphe de l'article 15 de la loi du 30 mars 1902, toutes les quantités d'alcool propre à la consommation de bouche, provenant de matières autres que celles dénommées au paragraphe suivant, sont réservées à l'Etat, qui ne peut les rétrocéder que pour des usages industriels et médicaux.

« Toute distillation de vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits doit être opérée : 1^o soit

en atelier public établi conformément à l'article 12 de la loi du 22 avril 1905 ; 2° soit par des associations coopératives fonctionnant dans les conditions de l'article 22 de la loi du 31 mars 1903, ou par des bouilleurs de cru ou de profession distillant ou faisant distiller chez eux sous le contrôle de la régie, sous réserve que ces associations ou ces bouilleurs soumettront à la prise en charge une quantité minimum de 200 litres d'alcool pur par campagne ou payeront les droits sur la différence. Les quantités produites seront intégralement passibles de l'impôt, sous réserve des déductions accordées aux entrepositaires. Il en sera de même pour les stocks possédés par les bouilleurs de cru qui distilleront chez eux. Les récoltants qui voudraient acquitter l'impôt immédiatement après la distillation bénéficieront d'une remise de 10 p. 100. Les bouilleurs de cru et les associations coopératives ne sont pas soumis à l'impôt de la licence. Tout exploitant de terrains plantés en vignes ou en arbres fruitiers, qui prouvera qu'il a distillé ou fait distiller partie de ses récoltes du 1^{er} janvier 1910 au 1^{er} janvier 1916, aura droit, sur sa distillation annuelle, à une allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur.

« Dans le cas où un exploitant remplissant les conditions susdites serait décédé postérieurement au 2 août 1914, le même droit appartiendra au conjoint survivant. »

La parole est à M. Gaudin de Villaine, qui demande la disjonction.

M. Gaudin de Villaine. Messieurs, au mois de janvier 1905, mon excellent collègue M. Gustave Rivet avait bien voulu s'associer à moi pour organiser le groupe de défense des bouilleurs de cru au Sénat. Ce groupe fut présidé par notre regretté collègue M. Antoine Perrier, et il fit de si bonne besogne qu'à la fin de ses opérations et avant l'issue finale, M. Rouvier capitulait en rase campagne sans demander la fin de la discussion. (*Sourires.*)

J'espère, messieurs, que ceux de nos collègues que nous avons trouvés alors à côté de nous pour défendre les droits de la démocratie rurale, nous les retrouverons aujourd'hui du même côté de la barricade et cela d'autant plus qu'il se présente aujourd'hui, un nouveau facteur tout moral dont je vais vous entretenir dans un instant. (*Mouvements divers.*)

Messieurs, tout d'abord, trois réflexions : écartons définitivement ici le mot de réforme : il n'y a de réforme réelle que celle qui entraîne une réduction de dépenses et dégreve le contribuable.

Ici, on ne vous propose qu'un expédient fiscal qui, — le Sénat me pardonnera la sévérité de l'expression, — ne constitue qu'une hypocrisie sociale et une idiotie fiscale : C'est ce que je vais essayer, messieurs, de vous prouver dans un instant.

En second lieu, ne chicanons pas entre les termes, de privilège et de droit : privilège des bouilleurs, est l'expression usitée, mais ce privilège, n'exprime en réalité qu'un droit indiscutable : celui, pour le producteur agricole de faire de sa récolte, un libre usage, au mieux de ses intérêts. Lui contester ce droit, c'est porter atteinte au principe le plus sacré de la liberté individuelle.

Enfin, en émettant le vote qu'attend de vous l'honorable M. Ribot, au nom des riches fabricants d'alcool industriel, contre la démocratie rurale et paysanne, vous allez mécontenter le tiers au moins de la France laborieuse, livrer à nouveau les chaumières aux inquisitions odieuses des commis de la régie, et cela, à quel moment ? Alors que la femme est seule au logis, et

que l'homme, se bat là-bas, dans les tranchées, au front !

Est-ce bien opportun ? (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

A propos de vos projets d'impôts nouveaux en pleine guerre, et menaçant la terre, j'écrivais ces jours derniers, un article intitulé *La Guerre des Paysans* et dont je ne citerai que ces courts passages, voulant qu'ils figurent au *Journal officiel* :

« Et c'est au moment précis où nos paysans font, entre tous, si admirablement leur devoir, que le Parlement, pour leur signifier sa gratitude nationale, leur infligerait les mesures fiscales proposées par le Gouvernement et tendant à aggraver les charges de la terre ; cette terre lointaine où femmes, enfants, vieillards travaillent dans les larmes et la douleur.

« Quelle désillusion ce serait pour tous ces braves gens. »

Et plus loin :

« Est-ce que l'union sacrée, après avoir fait l'accord des âmes par la fraternité du sacrifice, serait impuissante à fermer, du moins pour un temps, ce « champ clos » de la fiscalité où se sont livrées les pires batailles dernières d'avant-guerre et qui serait si contraire, demain, à la rapidité de notre relèvement économique. »

Parlant du rendement demandé aux nouveaux impôts sur la terre, je disais : « venir inquiéter, troubler, mécontenter les modestes artisans de la sublime épopée actuelle, et cela pour fournir au fisc la pauvre somme de 275 millions, — c'est-à-dire à peine trois journées de guerre à 93 millions l'une ! — quel résultat misérable pour une telle unanimité de mécontentement dans toutes les chaumières de France. »

Pour les bouilleurs, on créera même mécontentement et sans aucune recette pour le Trésor :

« Enfin, croire que la suppression du privilège des bouilleurs de cru procurera des ressources nouvelles au Trésor, alors que l'expérience a déjà prouvé que cette mesure qui mécontentera légitimement plus de quinze cent mille de nos soldats-laboureurs, n'aura comme conséquence certaine que d'éteindre les chaudières ! C'est là encore une de ces naïvetés financières qui devraient bien avoir vécu. »

Et je conclus ainsi :

« Ebranler cette confiance, faite de sécurité et d'espérance, serait plus qu'un crime imbécile ! Ce serait une faute aux conséquences incalculables.

« Depuis vingt-deux mois, au long du sillon sanglant des tranchées, nos admirables soldats ont gravi le plus obscur et douloureux calvaire. Eh bien ! à cette guerre sainte dont la rançon pèse si lourdement sur les populations rurales, pourrions-nous répondre autrement que par un geste de gratitude et de protection envers les veuves et les orphelins de nos paysans de France ? » (*Très bien ! sur les mêmes bancs.*)

J'ai dit, messieurs, que la mesure proposée était une hypocrisie sociale :

Je commence par déclarer, que je ne viens pas protéger l'alcoolisme ; j'en suis l'adversaire déclaré, convaincu et pratiquant.

Car, à ma table familiale (sauf présence d'invités), ne figure jamais ni alcool ni vin. Je ne bois, pour mon compte, que de l'eau minérale.

Ainsi, je prêche d'exemple, vous le voyez. (*Sourires.*)

Si le Gouvernement veut supprimer l'alcoolisme, qu'il interdise nettement, absolument, la consommation de l'alcool, sous toutes ses formes, et sur toute l'étendue du territoire national. (*Très bien ! très bien !*)

Que M. Ribot fasse en France le geste que le tsar a fait en Russie.

Mais, me dira-t-on, une démocratie est

impuissante à renouveler le geste d'un « autocrate » même quand ce geste est nécessaire pour faire face à un « danger national ! », selon la formule même de M. Ribot.

Je dirai alors : « Tant pis pour la démocratie » ; ce serait donc un régime inférieur à l'autocratie.

Il est vrai que M. Ribot annonce d'autres mesures, après la guerre ! Le bon billet pour l'anti-alcoolisme ! Pourquoi pas tout de suite ??? (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

La vérité, messieurs, c'est qu'on ne veut, qu'on n'ose rien faire contre l'alcoolisme : On espère se créer une recette complémentaire, en le propageant, sous sa forme la plus vénéneuse (la forme industrielle), ces poisons chimiques qu'ignoraient nos pères, et qui sont précisément la boisson ordinaire débitée dans tous ces « assommoirs » urbains, où les eaux-de-vie de fruit ne pénètrent jamais.

L'alcool fournit au trésor national environ 500 millions. M. Ribot, l'adversaire de l'alcoolisme, rêve de lui faire rendre un milliard...

M. le ministre des finances. Jamais de la vie !

M. Gaudin de Villaine. Enfin, c'est une espérance — tout en supprimant la fabrication des eaux-de-vie naturelles et en développant la consommation de ces mixtures empoisonnées, qui font la fortune des grands industriels de profession et qui consomment l'abrutissement de la race ouvrière, dans les grandes cités du Nord en particulier...

Voilà la moralité de la... réforme ?

M. Rouby. Proposez la suppression, nous marcherons avec vous.

M. Touron. Ne critiquez pas le Nord, hélas !

M. Gaudin de Villaine. Je ne critique aucune région, mais je puis dire qu'on y boit de l'alcool comme en Normandie, et plus qu'en Normandie, sous une autre forme.

M. Touron. Beaucoup moins qu'en Normandie.

M. Gaudin de Villaine. Seulement, nous buvons de l'alcool de fruits, tandis que vous buvez du trois-six.

M. Guillaume Chastenet. Oh ! l'alcool de pommes, cela ne vaut pas l'alcool de vin !

M. Gaudin de Villaine. Oui, messieurs, « hypocrisie sociale » ! Car, faute de pouvoir faire le geste libérateur du tsar contre l'alcool, le Gouvernement peut, s'il est de bonne foi, prendre les mesures suivantes :

1° Réduire considérablement le nombre des cabarets : les ramener par exemple à un maximum d'un débit d'alcool pour 500 habitants. Interdire partout ailleurs, et sous les peines les plus sévères, la vente de l'alcool et de ses dérivés ;

2° Supprimer complètement et définitivement la consommation des alcools industriels, en décrétant la réquisition par l'Etat de toutes les distilleries d'alcool industriel et l'affectation de leurs produits à des emplois industriels, et cela de façon définitive.

Le terrain ainsi déblayé et la consommation publique étant limitée aux seuls alcools de fruits sans mélanges d'aucune sorte, l'Etat pourra prendre toutes dispositions pour en surveiller la fabrication, la mobilisation et la vente, afin de détruire la fraude.

Les eaux-de-vie de fruit jouissant d'un monopole légitime augmenteraient de valeur, et le paysan « bouilleur » n'aurait plus qu'un souci rémunérateur : en dimi-

nuer la consommation familiale et en développer la vente.

Et nos fils ne seraient pas plus alcooliques que ne l'étaient nos pères, qui étaient tous bouilleurs de cru, sans obstacles et sans abus. (*Très bien ! et applaudissements.*)

M. Cazeneuve. Vous êtes un éloquent théoricien, mon cher collègue.

M. Gaudin de Villaine. A la tribune, on est toujours théoricien. Je ne puis pas apporter de démonstration pratique à la tribune !

Il faut avoir le courage de le dire, l'alcoolisme est un mal politique (*Sourires*), la politique a sinon créé, du moins développé l'alcoolisme; l'avidité fiscale de l'Etat a fait le reste.

L'urne électorale étant devenue « le tabernacle de vérité » sur lequel repose l'irresponsable sécurité politique des gouvernants, il importait d'arrêter copieusement ses abords, et d'entourer ce moderne et suprême réduit de l'exploitation humaine, des méthodes défensives, les plus persuasives et les moins onéreuses.

Et les assommoirs d'alcool sont devenus les annexes protégées des préfectures à haute pression électorale. (*Très bien ! à droite.*)

Un médecin de campagne m'écrivait naguère :

« La véritable cause de l'alcoolisme en France, c'est l'alcool à bas prix ; en un mot, c'est l'alcool d'industrie, alcool de betteraves, de pommes de terre, de grains, etc., qui se vend aux cabaretiers de 8 à 10 sous le litre et qui se présente aux consommateurs sous le nom d'eau-de-vie, de tafia, de trois-six, de rhum, de cognac, etc... C'est l'alcool à un sou le verre qui ruine la santé de l'ouvrier et du paysan, alcool à 90°, rempli d'impuretés et que l'on voit sur tous les comptoirs populaires.

« Que l'on supprime totalement le privilège des bouilleurs de cru et l'alcoolisme augmentera encore, par suite de la consommation d'un alcool plus nocif que l'eau-de-vie. Voilà le résultat qu'on obtiendra. »

Telle est la vérité, soulignant, une fois de plus, l'hypocrisie sociale de la mesure proposée.

La mesure proposée, messieurs, est en outre une hérésie fiscale ; de ceci, je le répète, j'aurai peu de chose à dire, car la preuve est donnée par les expériences passées. Chaque fois que l'on a porté atteinte à la liberté des « chaudières paysannes » celles-ci se sont éteintes et la matière imposable, a diminué de 80 p. 100 : ce n'est donc pas de ce côté, qu'il faudra escompter des plus-values de recettes, grâce à vos nouveaux droits portés de 220 à 400 fr. (*Adhésion à droite.*)

D'ailleurs, il est impossible d'allier deux choses contradictoires : l'hygiène de la nation, et la spéculation fiscale sur le vice de l'alcoolisme. Dites que vous recherchez une recette complémentaire pour votre budget, et que son importance, selon vous, dépendra d'un double droit sur une consommation égale ou aggravée; ce sera cynique mais loyal...

Vous ne souhaitez pas guérir la nation de l'alcoolisme, alors que vous pourriez le faire, par des mesures protectrices édictées dans d'autres pays; vous ne pensez qu'à gonfler votre budget, en développant l'alcoolisme (car les droits élevés, ne corrigeront pas ce vice), et en le rendant plus nocif et plus dangereux, par la rarefaction des eaux-de-vie de fruit; en outre, votre impôt nouveau ne rendra pas.

Donc, je le redis une dernière fois, votre soit-disant réforme, qui d'abord viole un droit de propriété indiscutable, constitue une hypocrisie sociale et une hérésie fiscale.

Un dernier mot, messieurs. On a osé dire et écrire ce blasphème : que nos races de l'Ouest, normandes et bretonnes étaient abâtardies par l'alcool. Que ces fantaisistes aillent demander à nos généraux, à nos officiers, ce qu'ils pensent des admirables soldats normands et bretons, toujours au premier rang, à l'honneur et au sacrifice. (*Applaudissements.*)

Voilà messieurs, pourquoi je demande la disjonction des deux derniers paragraphes de l'article 4 et leur rattachement à un projet d'ensemble sur la réforme du régime de l'alcool en France. (*Très bien ! à droite.*)

Là, vous trouverez la solution cherchée, et là seulement...

J'espère voir se grouper autour de ma proposition, avec tous mes honorables collègues du pays d'Eve, c'est-à-dire des régions de la pomme, ceux du pays de Noë, région de la vigne j'aurai ainsi, une majorité, dont la qualité vaudra la quantité (*Rires et applaudissements.*)

Avant de descendre de la tribune, je tiens, afin qu'il n'y ait pas d'équivoque, à bien préciser la position de la question.

Le Gouvernement nous demande le vote des douzièmes provisoires; c'est là une question de défense nationale, nous sommes patriotes, nous les voterons d'enthousiasme. (*Très bien ! très bien !*)

Le Gouvernement, en outre, avait demandé au Parlement de lui donner 900 millions d'impôts nouveaux. La Chambre a refusé le doublement de tous les impôts directs et d'autres charges encore; par conséquent, les prévisions budgétaires de M. le ministre des finances se trouvent déjà à peu près réduites des deux tiers. Mais je ne saurais insister, ici, puisque le Sénat n'est pas saisi de ces réductions, que la solution de ce nouveau problème fiscal est donc ajournée à l'époque de la discussion des quatre contributions : il ne reste donc, comme prévision de recettes, que l'alcool.

On estime à 350 millions, environ, le rendement de l'alcool. Mettons que l'on puisse l'augmenter d'un tiers, ou même du double, en portant le droit de 220 à 400 fr. Nous voterons l'augmentation de ce droit parce que là, il s'agit encore d'un appel à notre bonne volonté et à notre coopération patriotique. (*Très bien ! sur de nombreux bancs.*)

Ce que nous demandons, messieurs, c'est tout simplement, une disjonction que les partisans de la suppression de l'alcool et des bouilleurs devraient voter des deux mains s'ils sont logiques avec eux-mêmes et désireux de corriger le fléau de l'alcoolisme. (*Adhésion.*)

En effet, le Gouvernement vous demande de prendre, en ce moment une décision absolument inopérante.

Dans l'Ouest, au pays des pommes, nous avons eu, ces trois dernières années, trois récoltes abondantes; par conséquent, les caves sont pleines, soit de cidre, soit d'alcool: si donc votre loi, monsieur le ministre, est votée aujourd'hui, — et que nos cultivateurs soient, comme vous les en accusez, des alcooliques, — ils auront à leur disposition de quoi se griser pendant dix ans malgré la loi.

Au point de vue de l'alcoolisme, votre loi est inopérante; dès qu'il connaîtront les mesures d'inquisition qui les menacent à nouveau, nos cultivateurs s'empresseront de déclarer à la régie l'intention de ne plus bouillir pendant la durée de la guerre; ils y seront d'autant mieux incités que, la récolte de cette année s'annonçant comme nulle, ils n'auront ni à brasser, ni à brûler leurs cidres et poirés. Donc, le fisc ne prenant en charge que les stocks nouveaux, sur la déclaration d'abstention du bouilleur, votre loi deviendra aussi inopérante, au point de vue fiscal, la matière première faisant totalement défaut, — car là, où le

roi perdait ses droits, M. Ribot, je pense, perdra aussi les siens. (*Sourires.*)

Que reste-t-il, alors, messieurs, de tout ceci? Comme je le disais en commençant, il reste une mesure d'ostracisme contre près de deux millions de paysans qui se battent dans les tranchées, sur tous les fronts de guerre et sur lesquels plus de moitié sont bouilleurs de cru. (*Mouvements divers.*)

Quand on leur apportera cette nouvelle de l'inquisition rétablie à leurs foyers, croyez-vous qu'elle sera de nature à les reconforter et à leur faire prendre en patience leurs héroïques misères actuelles?

J'aurais pu vous apporter ici, messieurs, des lettres bien significatives sous ce rapport; je ne le ferai pas, mais qu'il me soit permis de dire, en terminant qu'il ne peut être pris par vous, en ces heures redoutables, de mesures plus inopportunes, plus dangereuses, plus susceptibles d'énerver l'énergie des meilleurs, — et ceux au nom de qui je parle ici sont de ceux-là. (*Vive approbation sur divers bancs.*)

Prenez garde, monsieur le ministre des finances que le mécontentement n'ait des conséquences graves et que l'écho de nos résolutions ne résonne douloureusement sur le front héroïque de nos armées, comme celui d'une bataille perdue! (*Applaudissements à droite.*) (*L'orateur en regagnant sa place, est félicité par ses amis.*)

M. le président. La parole est à M. Debierre.

M. Debierre. Messieurs, je viens d'entendre condamner, et condamner justement, l'alcoolisme; en même temps j'ai entendu — non sans quelque surprise — faire l'apologie de moyens qui sont de nature à le favoriser.

M. Gaudin de Villaine. Vous ne m'avez pas compris.

M. Debierre. Il y a là une contradiction que je veux relever. L'alcool est un poison, nous sommes tous d'accord sur ce point. Il désintègre les organes de la machine humaine, il abrutit le cerveau: on apprend ce principe dans nos écoles, et l'on a raison. Nous sommes donc tous d'accord pour condamner l'alcool, c'est-à-dire l'abus des boissons alcooliques, ce qui ne veut peut-être pas dire qu'on doive, dans l'usage courant et journalier, supprimer toute espèce d'alcool, car, il ne faut rien exagérer; si à hautes doses, l'alcool est nuisible, à petites doses, pris avec mesure, il est sans danger.

Ceci posé, je regrette que le Gouvernement et la Chambre n'aient pas été un peu plus loin dans leur rédaction de l'article 4. (*Vives approbations.*)

Il y a quelque temps, je suis monté à cette tribune, au moment où il s'agissait de supprimer l'absinthe, ce poison violent que nous avons condamné. A ce moment, je me permettais de dire à M. le ministre des finances: « Je suis avec vous pour supprimer l'absinthe, mais j'espère bien qu'avant peu vous continuerez et supprimerez les bitters et les amers qui sont des poisons aussi dangereux que l'absinthe. » (*Très bien ! sur un grand nombre de bancs.*)

Eh bien, on a supprimé l'absinthe, mais on continue à faire des amers et des bitters. En réalité, qu'a-t-on fait?

M. Larère. Rien!

M. Debierre. Pardon! On a indirectement favorisé les fabricants de bitters et d'amers, puisqu'on leur a permis de vendre davantage de leurs produits, par compensation, à la suite de la suppression de l'absinthe. Il aurait donc fallu tout supprimer.

M. le ministre des finances nous a répondu: « Vous êtes des novateurs dangereux, vous voulez tout dévorer, laissez-moi faire, je commence par l'absinthe, je continuerai

le mouvement. » Monsieur le ministre, je vous engage à continuer le mouvement que vous avez décidé. J'aurais désiré vous voir apporter ici, au lieu du texte que vous nous présentez, une réforme totale du régime de l'alcool. (*Très bien! très bien!*) J'aurais voulu — et cela va être ma conclusion — qu'en l'espèce, on prit une solution qui départageât aussi bien le pays que la Chambre et le Sénat, parce que, tout à l'heure, lorsque nous voterons, nous allons voir ici, d'un côté les bouilleurs, de l'autre, les antibouilleurs.

Véritablement, ce n'est pas la solution d'une question qui intéresse directement la vitalité de notre race (*Très bien! très bien! sur divers bancs*) et que, par suite, il ne faut pas traiter avec légèreté. Personnellement, je pense que la vraie solution n'est pas du tout dans le texte qu'on nous apporte, mais dans le monopole de la rectification et de la vente de l'alcool. (*Vifs applaudissements.*)

Je n'ai peut-être pas raison; mais, dans tous les cas, cette manière de voir mérite, je crois, d'être discutée. Comme je le disais au début, on se propose de combattre l'alcoolisme, et cependant, l'on nous apporte un texte qui le favorise.

On a déclaré tout à l'heure que l'on buvait beaucoup dans le Nord. Je le regrette et je désirerais que l'on y bât moins, mais je constate avec plaisir que l'on y consomme moins d'alcool que dans d'autres régions, où l'on trouve justement les bouilleurs. Dans ces régions, personne ne me démentira, l'alcoolisme est encore favorisé par ce fait que le salaire n'y est pas toujours intégralement payé en monnaie, mais parfois, aussi, avec des bouteilles d'eau-de-vie. (*Mouvements divers.*)

M. Gustave Rivet. C'est une légende!

Un sénateur à gauche. Il n'y a pas de fumée sans feu!

M. Larère. En Bretagne, cela n'existe pas!

M. Debierre. Si nous allions ensemble en Normandie, dans le Calvados, dans le Finistère, nous pourrions le constater; ce n'est donc pas une légende.

Le maintien, dans l'article 4, d'une partie du privilège des bouilleurs de cru, est une porte ouverte à des abus que nous voulons tous combattre.

C'est pourquoi j'aurais bien voulu voir disparaître les dix litres que l'on a conservés aux bouilleurs comme prétendue consommation familiale. A la Chambre des députés, l'honorable M. Schmidt a calculé que l'on aboutirait ainsi à 100,000 hectolitres par an. Or, à 400 fr. l'hectolitre, c'est une perte de 40 millions que les bouilleurs feront subir au Trésor; et, comme nous avons besoin d'argent, et que le privilège, lui, retire des ressources à l'Etat, j'aurais été désireux de voir le Sénat aller plus loin que la Chambre en supprimant purement et simplement le privilège des bouilleurs de cru. (*Très bien! très bien! et applaudissements sur divers bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Chéron.

M. Henry Chéron. Messieurs, M. le ministre des finances nous demande de porter à 400 fr. le droit général de consommation sur l'alcool: j'y souscris bien volontiers. Nous sommes à une heure où il est impossible de marchander l'impôt; nos populations le comprennent, il faut que les contribuables s'attendent à supporter bien d'autres charges au lendemain de la guerre. Nous saurons les y préparer. Les intérêts particuliers doivent s'incliner devant l'intérêt général.

J'ajoute qu'en se décidant à demander aux

contributions indirectes une large part des ressources qu'elles peuvent, sans secousse, donner pour le budget général du pays, M. le ministre des finances entre dans une voie sage. (*Très bien!*)

Il est nécessaire de proclamer que, si la richesse acquise doit fournir sa part, une large part, des charges que la guerre aura imposées à la nation, dans un pays où la fortune est aussi divisée que dans le nôtre, les seuls impôts productifs sont ceux qui atteignent la masse générale des contribuables. (*Très bien! très bien!*)

Alors donc que M. le ministre des finances nous propose de frapper l'alcool, dont la consommation est, hélas! considérable, nous ne pouvons que l'approuver au point de vue fiscal. (*Nouvelle approbation.*)

M. le ministre des finances nous dit qu'élevant dans une large mesure le droit sur l'alcool, il a besoin d'une garantie contre la fraude. Là encore nous ne sommes pas en contradiction avec lui: on peut proposer des pénalités aussi sévères qu'on le voudra contre les fraudeurs, des pénalités beaucoup plus sévères que celles qui sont inscrites dans les codes, assimiler, si on le veut, la fraude au vol; ces pénalités, je les voterai, car il y a quelque chose de plus sacré que le bien privé des citoyens, c'est le bien public. (*Très bien! très bien!*)

M. le ministre des finances nous convie enfin à aider le Gouvernement dans la lutte qu'il entreprend contre l'alcoolisme. Là encore, messieurs, nous ne saurions nous trouver en désaccord. Je m'excuse de rappeler que, il y a plus de vingt ans, je fus, comme maire, l'un des premiers à appliquer dans une ville normande le régime de la limitation des débits de boissons prévue par la loi de 1880. Comme rapporteur général du budget, il y a quelques années, j'ai contribué à faire introduire dans la loi de finances une disposition donnant aux préfets des pouvoirs analogues à ceux des maires.

Ici même, lorsque, il y a quelque mois, on nous a apporté une législation sur les boissons qui constituait un recul à ce point de vue par rapport aux lois antérieures, j'ai pris la parole et vous avez bien voulu approuver mon intervention, pour faire renvoyer cette loi devant la Chambre des députés, afin qu'on n'étendit pas le mal de l'alcoolisme.

Enfin, je puis indiquer que, au début de la guerre, je m'étais permis de suggérer à M. le ministre de l'intérieur qu'on devrait, pendant toute la durée des hostilités, interdire la vente et la consommation de l'alcool sur tout le territoire de la République. Le Gouvernement n'a pas cru devoir prendre une mesure aussi absolue. Si je rappelle cette démarche, c'est pour prouver que je ne suis pas suspect en la matière qui nous occupe.

Mais il ne suffit pas de rattacher un texte à des principes généraux, pour le justifier, soit dans sa forme, soit dans ses conséquences.

Je soutiens très brièvement et je n'aurai pas de peine à établir ici que M. le ministre des finances, malgré son très grand dévouement, auquel nous rendons tous hommage, ne poursuit pas la fraude là où elle est (*Très bien! sur divers bancs*), que le texte qu'il nous présente est inopérant contre l'alcoolisme, et que des dispositions très récentes prises par le Gouvernement sont de nature à favoriser l'alcoolisme dans ce qu'il a de plus néfaste pour ce pays.

Ne vous y méprenez pas. Le texte qui nous est soumis établit l'exercice chez le cultivateur.

Mon distingué compatriote et collègue, M. Boivin-Champeaux, en développant, dans quelques instants, un amendement que nous avons déposé ensemble, vous montrera que

votre loi va se heurter, dans certaines régions comme la nôtre, à des difficultés considérables, à de véritables impossibilités d'application.

Quand on parle d'ateliers publics, de vastes coopératives industrielles, on méconnaît la réalité des faits. Chez nous, la vie du cultivateur est individuelle. La « bouillerie », comme on dit dans le langage de nos campagnes, est située à côté du pressoir, de la maison. On ne distille pas en atelier public!

Je retiens donc que vous rétablissez d'une façon indiscutable l'exercice chez le cultivateur. La régie n'aura pas seulement le droit de visite dans les locaux où sont installés les appareils, dans les locaux où sont les stocks. Au jour de l'inventaire, en vertu de la loi de 1903 — M. le directeur général des contributions indirectes ne pourra me démentir — les agents de son administration auront la possibilité de pénétrer dans la partie privée de l'habitation, de se livrer à une véritable inquisition. C'est cette inquisition, messieurs, qui est particulièrement odieuse à nos cultivateurs. (*Vive approbation sur divers bancs.*)

Or, tandis que vous nous apportez ce texte, je suis forcé de me reporter à l'article 5 de la loi du 29 décembre 1900, toujours en vigueur, auquel vous ne touchez pas, et j'y lis ceci:

« L'exercice des débits de boissons est supprimé. »

M. Gaudin de Villaine. C'est toute la réforme.

M. Henry Chéron. Et, dans le deuxième paragraphe de cet article, je constate que le droit de visite ne peut pas être pratiqué chez les débitants des villes redimées, c'est-à-dire des villes à l'entrée desquelles des mesures de surveillance permanentes sont organisées.

Par conséquent, messieurs, d'une part, droit de visite quotidien et constant chez le cultivateur, et impossibilité d'exercer ce droit de visite chez la plupart des débitants, c'est-à-dire chez les débitants des villes; exercice chez le cultivateur, mais exercice complètement supprimé chez tous les débitants de France, voilà, messieurs, la situation que vous nous proposez. (*Applaudissements sur divers bancs. — Interruptions.*)

Je m'adresse très respectueusement à M. le ministre des finances et je lui demande s'il estime que les seuls auteurs de la fraude soient des cultivateurs. Je lui demande s'il voudrait affirmer, avec sa loyauté habituelle, que des débitants n'aient jamais chargé leur conscience du péché de contravention aux lois et règlements qui régissent l'administration des contributions indirectes. (*Sourires.*) Car, s'il en était ainsi, je demanderais où va l'alcool dont vous dites qu'il échappe aux investigations et aux droits du fisc.

Je me garde de porter une accusation générale contre une corporation de commerçants; tout de même, il est complètement contraire à l'équité d'établir l'exercice chez le cultivateur et d'en maintenir la suppression chez le débitant. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

Je sais ce que vous allez me répondre. Vous allez dire que les débitants de boissons ne sont pas des distillateurs et que, pour ce motif, vous ne les exercez point.

Vous n'ignorez pas qu'il y a un grand nombre de distillations clandestines et que, à côté des établissements de café bien tenus, il y a des bouges où l'on débite le poison sous toutes ses formes. Il y a des établissements où on fabrique, le matin, de l'eau-de-vie d'une telle qualité, qu'à moins d'être jetée, il faut qu'elle soit consommée avant le soir. Et on ne touche pas à ceux-là!

M. Eugène Lintilhac. Il y en a même ou l'on utilise de l'alcool dénaturé!

M. Henry Chéron. Pourquoi n'y touche-t-on pas? Pourquoi fait-on un traitement différent à nos agriculteurs? Parce qu'ils sont isolés, parce qu'ils peuvent moins aisément se défendre, tandis que vous n'osez pas porter une main imprudente sur la corporation toute puissante des débitants de boissons. (*Vifs applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Si votre texte n'est pas opérant contre la fraude, voyons s'il l'est davantage contre l'alcoolisme.

Je me permettrai, monsieur le ministre, de vous apporter une première remarque. Vous attendez du projet qu'il restreigne la consommation de l'alcool; en même temps, vous estimez qu'il vous donnera un gros produit fiscal, que vous basez sur une consommation d'environ un million d'hectolitres.

Je voudrais vous faire respectueusement observer qu'il y a là deux points de vue un peu contradictoires. Je vous ai dit que je votais la taxe de l'alcool; mais, si cette taxe a pour effet de supprimer ou de réduire la consommation, vous n'aurez rien à en attendre. Si, au contraire, elle joue dans toute la mesure où vous l'espérez, cela signifiera que la consommation de l'alcool n'a pas diminué. Ici, le point de vue de l'hygiène est en contradiction avec le point de vue fiscal.

On veut, d'autre part — et mon honorable compatriote M. Gaudin de Villaine, tout à l'heure, a insisté sur ce point — rendre les bouilleurs responsables du développement de l'alcoolisme. Laissez-moi vous faire observer que la production des distillateurs d'eau-de-vie naturelle représente, par rapport à la consommation générale 6 ou 7 p. 100 environ pour toute la France, qu'au contraire, la production des alcools industriels représente 93 ou 94 p. 100 de cette consommation. Il serait tout de même osé de soutenir que ce sont les producteurs de ces 6 ou 7 p. 100 qui alcoolisent la France, tandis que les producteurs des 93 ou 94 p. 100 seraient exempts de ce reproche! (*Très bien! très bien! et applaudissements sur divers bancs.*)

C'est pourquoi nous avons le sentiment que nous ne sommes pas en face d'une lutte contre l'alcoolisme, mais que nous sommes en présence d'un conflit d'intérêts: la lutte de l'alcool d'industrie contre les eaux-de-vie de fruits. (*Très bien! très bien! et applaudissements.*)

M. Rouby. Nous frapperons les deux, rassurez-vous!

M. Henry Chéron. Je sais bien, messieurs, qu'il nous est assez malaisé, à nous autres représentants de la région normande, de parler de ces questions, parce qu'on se plaît à dire que c'est chez nous que les ravages de l'alcoolisme sont les plus considérables. A entendre certains de nos contradicteurs, la race normande serait en pleine dégénérescence.

M. Empereur. Elle fait des merveilles sur le front.

M. Henry Chéron. Je suis décidé, pour ma part, à entraver autant que ce sera possible les progrès de l'alcoolisme, aussi bien en Normandie qu'ailleurs; je ne fais pas de choix. Je voudrais cependant, car c'est mon devoir, vous apporter ici un triple renseignement.

Je regardais, il y a quelques jours, les résultats des opérations des conseils de révision de la classe 1917. Je constatais que, dans certains départements de la France où la consommation des eaux-de-vie est à peu près nulle, le contingent fourni avait été de 45 ou de 50 p. 100; or, dans le départe-

ment du Calvados, le contingent s'était élevé à 60, 65, 68, près de 70 p. 100.

J'ajoute, et je n'entends pas en tirer de conséquences, mais il est toujours permis d'enregistrer des faits, que c'est précisément dans les arrondissements ruraux du Calvados, ceux qui contiennent, vous m'excuserez de le dire, le plus grand nombre de bouilleurs de cru, que, comme par hasard, le nombre des conscrits pris bons pour le service armé a été le plus considérable. (*Mouvements divers.*)

L'honorable M. Debierre, avec une loyauté que je ne méconnais pas, a apporté tout à l'heure à cette tribune une allégation contre laquelle je tiens à protester très énergiquement. Il a prétendu que dans nos campagnes on payait les salaires en alcool.

M. Boivin-Champeaux. C'est faux!

M. Henry Chéron. Oui, c'est faux. Nous défions qu'on nous apporte la preuve d'un fait de cette nature. Nous serions prêts à le féliciter très énergiquement. (*Très bien! très bien!*)

M. André Lebert. Que l'on fasse le rapproche aux sardiniers, mais pas à nos cultivateurs.

M. Henry Chéron. Messieurs, je voudrais bien, en outre, et sans faire le moins du monde un choix entre les combattants des diverses régions, car la France tout entière a été admirable dans cette guerre (*Vifs applaudissements*), citer tout de même sans que cela puisse froisser personne, l'attitude de nos régiments normands. C'est le 3^e corps qui a effectué la reprise de Douaumont...

M. Touron. Et les régiments du Nord! Vous ne pouvez tout de même pas les incriminer.

M. Henry Chéron. Si vous m'aviez écouté, vous auriez vu que j'ai commencé par dire que c'était à la France tout entière qu'il fallait rendre hommage. J'ai le droit, de même que vous citez l'attitude des régiments de votre pays, de citer, moi aussi, celle des régiments normands et de défendre les enfants de nos campagnes qu'on accuse de dégénérescence.

M. Touron. Nous les admirons tous, mais cela est en dehors de la question.

M. Henry Chéron. Je dis que c'est le 3^e corps qui a effectué la reprise de Douaumont dans les conditions que vous savez...

M. Gaudin de Villaine. Et le 10^e corps!

M. Henry Chéron. Tous les régiments du 3^e corps, aussi bien que les régiments bretons ont été cités à l'ordre de l'armée. J'ai donc le droit d'invoquer ici avec fierté leur attitude comme vous le ferez pour les régiments de votre pays!

M. Millès-Lacroix. Nous n'avons pas à le faire.

M. Henry Chéron. Nous avons le droit et le devoir d'en être fiers! Le régiment de Caen, le 36^e d'infanterie, a été qualifié de « bande de héros » dans un document officiel. Quand on accuse la race normande de dégénérescence, j'ai donc le droit d'apporter la preuve du contraire par l'attitude même de nos glorieux soldats.

Est-ce à dire qu'en Normandie, comme partout ailleurs, il ne faille pas combattre les progrès de l'alcoolisme? Non, certes. Ce n'est pas là ce que j'ai déclaré. Nous allons voir maintenant, car je veux être très bref, comment M. le ministre des finances et le Gouvernement s'y prennent pour cela.

Tout à l'heure l'honorable M. Gaudin de Villaine a apporté ici un argument que j'ai le devoir de souligner à mon tour. Il vous a

montré quelle situation votre loi va faire aux bouilleurs. Il est entendu qu'en ce qui concerne les stocks qui sont à l'heure actuelle chez les bouilleurs, ils ne seront pas passibles de l'impôt si ceux-ci cessent de distiller. Or, mon compatriote vous a rappelé que les trois dernières années de récolte ont été particulièrement abondantes: on a brassé, on a distillé; les stocks sont importants. Cette année, au contraire, la récolte est nulle, il n'y aura rien à distiller. Par conséquent, non seulement on échappera ainsi au fisc et vous n'obtiendrez pas le résultat que vous attendez, mais, d'autre part, vous offrirez la possibilité d'une consommation importante d'alcool immobilisé chez le cultivateur. Ainsi, vous irez à l'encontre du but que vous vous proposez. Vous aurez donné une véritable prime à l'alcoolisme.

M. le ministre des finances. Vous voulez qu'on recense les stocks?

M. Henry Chéron. Pas le moins du monde. Je sais bien ce que va me répondre M. le ministre des finances et c'est ici que j'appelle sur un incident que je considère comme grave l'attention du Sénat.

M. le ministre des finances va me dire: De quoi se plaignent les bouilleurs de cru? Nous avons supprimé pour eux la concurrence de l'alcool d'industrie: désormais ils seront les maîtres du marché de l'alcool. C'est là ce qui a été la base de la transaction adoptée par la Chambre des députés.

Je voudrais vous mettre en garde contre une illusion qui me paraît avoir égaré la Chambre. Elle n'avait pas, évidemment, connaissance d'un document postérieur à son vote. Je voudrais vous montrer que l'administration, si sévère à l'égard des bouilleurs de cru, vient d'ouvrir toutes grandes les portes de la France à l'alcool d'industrie.

M. Henry Bérenger. Voilà la vérité!

M. Henry Chéron. Le texte qui vous est soumis est ainsi conçu:

« A l'exception des genièvres fabriqués dans les conditions spécifiées au deuxième paragraphe de l'article 15 de la loi du 30 mars 1902, toutes les quantités d'alcool propres à la consommation de bouche, provenant de matières autres que celles dénommées au paragraphe suivant, sont réservées à l'Etat qui ne peut les rétrocéder que pour des usages industriels et médicaux. »

M. Touron. Eh bien, alors?

M. Henry Chéron. C'est là, en effet, la pensée qui vient immédiatement à l'esprit: « De quoi vous plaignez-vous? nous dit-on. Tout l'alcool d'industrie étant réquisitionné, on ne pourra plus le vendre pour la consommation de bouche. Voilà condamné cet alcool d'industrie, auteur véritable de l'alcoolisme. »

Mais d'abord, messieurs, remarquez que le texte n'interdit pas qu'on livre à la consommation ces stocks considérables d'eau-de-vie de fantaisie qui sont chez les marchands en gros.

Il y a mieux: on a toléré pendant de longs mois qu'on importât en France — alors que les importations sont ruineuses pour le Trésor public, ruineuses pour la réserve d'or de la France, ruineuses pour le change et pour le fret — des quantités importantes d'alcool qui n'étaient pas destinées à la défense nationale mais à la consommation.

M. Ernest Monis. Et à l'exportation!

M. Henry Chéron. Nous allons voir, monsieur Monis.

Mais il y a bien mieux encore. Au mois d'avril dernier, on s'est préoccupé de remédier à cet inconvénient. Je me permets de

dire que nous l'avions signalé à la commission de l'armée. Dans des rapports faits par mon honorable ami, M. Henry Bérenger, et par moi-même, nous avions, il y a de longs mois, mon ré qu'on aurait besoin pour la fabrication des poudres — ce n'est pas une indiscretion — d'une quantité d'alcool beaucoup plus considérable que celle que produisait tout le territoire français, soit par les distilleries, soit par l'intermédiaire des bouilleurs de cru.

Nous disions même : Il y a une belle occasion d'en finir avec l'alcoolisme, car l'abstention des buveurs d'alcool sera un acte favorable à la défense nationale.

M. Henry Bérenger. Nous avons même proposé la réquisition des alcools.

M. Cazeneuve. On les a réquisitionnés.

M. Henry Bérenger. Pas tous !

M. Henry Chéron. Nous protestons contre les importations ruineuses dont je parlais tout à l'heure ; un projet de loi déposé par le Gouvernement est venu en discussion ici, à la séance du 20 avril dernier, et a fait l'objet d'un rapport très important. Cela ne vous étonnera pas quand je vous aurai dit qu'il était dû à notre distingué collègue M. Jean Morel.

Dans ce rapport, M. Morel indiquait pour quoi on demandait au Sénat, après l'avis sollicité de la Chambre, l'autorisation de prohiber les importations d'alcool. Il ajoutait :

« Que ce soit par l'élévation des taxes douanières ou par le procédé plus radical de l'interdiction d'entrée, l'obstacle mis à l'envahissement du marché national par certains produits de luxe de provenance étrangère provoquera, le cas échéant, d'heureuses conséquences.

« Il retiendra d'abord dans notre pays les capitaux représentatifs de la valeur des articles importés. Nos disponibilités financières s'en trouveront accrues ; l'exode de l'or sera maintenu dans des limites raisonnables. Puis, le taux du change, fatalement influencé par la marche de notre commerce extérieur, en sera amélioré dans une mesure appréciable. La réduction de l'écart, aujourd'hui singulièrement élevé, entre le chiffre de nos importations et la valeur de nos exportations générales, redressera partiellement, à notre avantage, la balance de nos échanges internationaux. Notre situation au dehors et le crédit de notre papier en seront également fortifiés.

« Enfin, le cours des frets en ressentira une répercussion favorable. »

Il était impossible de mieux dire.

La loi fut votée. J'ai le devoir d'ajouter pour être complet — car je devine ce que va me répondre M. le ministre des finances — qu'un de nos très sympathiques collègues, qui ne se place pas au même point de vue que nous dans cette question, M. Rouland, intervint pour déposer un amendement qu'il retira sur les déclarations de M. le ministre du commerce. Il demandait, par cet amendement, qu'on respectât les marchés en cours.

Nous avions tous cru — il le croyait peut-être lui-même — que ces marchés ne représentaient que de petites quantités...

M. Eugène Lintilhac. Ils représentaient des quantités considérables !

M. Henry Chéron. Ils représentaient, ainsi que le dit M. Lintilhac, des quantités énormes et telles qu'elles sont de nature à alimenter en alcool industriel le pays tout entier bien au delà de la durée des hostilités.

Quoi qu'il en soit, la loi fut votée. Elle fut promulguée le 6 mai 1916. C'est ici que j'appelle l'attention du Sénat sur l'incident qui va se produire.

Le 11 mai, en vertu de la loi qui venait d'être votée, le Gouvernement prend un décret ainsi conçu : « Est prohibée l'importation en France et en Algérie, sous un régime douanier quelconque, des alcools, eaux-de-vie et esprits de toute nature, et des liqueurs d'origine ou de provenance étrangère. La prohibition ne s'applique pas aux importations effectuées pour le compte de l'Etat. » Suivent des réserves en ce qui concerne les exportations et les marchés en cours.

Ainsi, le Gouvernement, en présence de la loi du 6 mai 1916, ayant à choisir entre l'augmentation du droit de douane et la prohibition totale, n'hésite pas — et il faut à ce moment l'en féliciter — à s'arrêter à ce dernier parti : il prohibe complètement les importations d'alcool non destinées aux besoins de l'Etat ou à l'exportation de cet alcool industriel avec lequel on fait les eaux-de-vie de fantaisie.

Ce décret était un acte excellent, très honorable, contre l'alcoolisme. Mais attendez la suite.

La Chambre discute la loi dont vous êtes saisis. C'est le samedi 24 juin — retenez cette date — qu'elle termine cette discussion. Elle croit, ce jour-là, en avoir fini avec la consommation en France de l'alcool d'industrie. Le 26 juin, deux jours après, paraît au *Journal officiel* un décret daté du 24, ainsi conçu :

« Art. 1^{er}. — A partir de la promulgation du présent décret, est levée la prohibition édictée, par le décret du 11 mai 1916 sur les alcools et liqueurs. » (*Exclamations.*)

M. Ribière. C'est un scandale administratif.

M. Henry Chéron. Vous voyez combien il était nécessaire de s'expliquer sur tout cela.

« Art. 2. — A partir de la même date le tableau A annexé à la loi de douanes du 11 janvier 1892 est modifié ainsi qu'il suit en ce qui concerne ces mêmes produits. »

Je résumerai l'esprit de ce tableau en disant qu'on reste au droit de 80 fr. pour les alcools et eaux-de-vie destinés à la vinaigrerie, à la parfumerie, ou à l'exportation à laquelle faisait allusion M. Monis. Pour les autres importations, le droit est de 450 fr. s'ajoutant aux droits intérieurs. Mais en ce qui concerne les autres importations, l'alcool, purement et simplement, sans nécessité de réexportation, est prévu.

Par conséquent, alors que la Chambre vient de dire qu'on ne consommera plus d'alcool d'industrie, c'est le Gouvernement qui, déchirant le décret pris six semaines plus tôt, ouvre les portes de la France à la consommation de l'alcool industriel. (*Nouvelles exclamations.*)

Et voilà la prohibition rapportée au lendemain du jour où la Chambre croyait en avoir fini avec l'alcool industriel. Je devine ce que va me répondre l'honorable ministre des finances : « Il y a un droit de douane de 450 fr. auquel s'ajoutera le droit intérieur de 400 fr. Cela fait 850 fr. » Remarquez qu'on importera au seul droit de 80 fr. le trois six avec lequel on fabriquera les liqueurs que l'on exporte. On fera ainsi la concurrence aux eaux-de-vie naturelles de France. Mais, en ce qui concerne les autres alcools, ceux qui seront frappés de 850 fr. de droits, ils pourront être livrés à la consommation intérieure. N'oublions pas qu'il s'agit d'alcools à 100 degrés.

A cinquante degrés, cela ne fait plus que 4 fr. 25 par litre. Voulez-vous me permettre d'ajouter qu'il est dit dans l'article 3 qu'un décret, rendu dans la même forme, pourra rétablir le régime normal ! Par conséquent, nous n'avons aucune garantie que dans huit jours, dans quinze jours, quand nous aurons voté la loi, par un simple acte de bon

plaisir du Gouvernement, sur la réclamation des gros fabricants d'alcool, on ne réduira pas le droit dont on vous fait constater en ce moment l'aggravation. (*Très bien !*)

Messieurs, je me demande comment on a pu, au lendemain du vote de la Chambre, faire paraître un pareil décret ! J'ai cherché dans la discussion si vraiment quelque chose avait pu y autoriser le Gouvernement. Le ministre des finances s'est borné à déclarer, sur la question posée par les représentants des Antilles, que, en ce qui concerne les rhums de nos vieilles colonies, on continuerait à pouvoir les importer. A cela aucune objection ne pouvait être faite, c'étaient des eaux-de-vie naturelles.

Nous demandons qu'on les protège comme nous voulons qu'on protège les nôtres. Cela n'a rien de commun avec l'importation des trois-six. Pour ce qui est de cette dernière, j'ai le droit de dire que, si la Chambre l'avait connue, elle n'aurait pas voté la fameuse transaction qu'on nous propose. Aussi, au point de vue qui nous préoccupe, je vous objecte, à vous qui prétendez bannir la consommation de l'alcool d'industrie en France, que vous avez rapporté expressément par décret la prohibition d'importation de l'alcool que vous aviez établie il y a moins de deux mois. (*Applaudissements.*)

Je vais conclure. Nous avons dit en commençant que nous votions l'élévation de la taxe sur l'alcool à 400 fr., mais que nous ne voulions pas imposer à nos cultivateurs des mesures vexatoires qu'on se garde bien d'imposer aux débitants.

Nous venons de voir ce que vaut le texte, soit au point de vue de la fraude, soit au point de vue de l'alcoolisme. Je ne voudrais pas faire appel au sentiment, cependant je reprendrai à mon compte un argument apporté ici par M. Gaudin de Villaine. Messieurs, nos cultivateurs attachent une très grande importance à ce droit des bouilleurs de cru qu'ils considèrent comme un des éléments de leur propriété, de cette propriété pour laquelle ils payent l'impôt foncier. Ils veulent être maîtres chez eux et transformer comme il leur plaît le produit de leur récolte.

Ont-ils tort ? Ont-ils raison ? Nous croyons qu'ils ont raison, certains d'entre vous pensent qu'ils ont tort.

Ils reviendront un jour sur cette manière de voir.

On a déjà supprimé, dans le passé, la liberté des bouilleurs de cru. Il a fallu la rétablir. Même si nous sommes la minorité, nous entendons défendre énergiquement les droits de nos populations agricoles, tout en combattant l'alcoolisme.

Je me borne aujourd'hui à vous dire : Est-ce bien le moment, tandis que les habitants de nos campagnes sont au front d'où ne les rappelle aucun sursis d'appel. (*Très bien !*), et où ils se conduisent de la manière que vous savez, est-ce bien le moment, alors que les femmes, les enfants, les vieillards sont restés dans les campagnes, accomplissant ce travail admirable de la mise en valeur de la terre française qui sera peut-être la chose la plus belle de cette guerre, est-ce bien le moment d'apporter le trouble dans les foyers ruraux ? Je ne le crois pas. Nos paysans ressentiront douloureusement cette mesure qu'on n'impose pas à d'autres.

Pour être précis dans ma conclusion, je dis à M. le ministre des finances :

« Quand vous nous apporterez des propositions de mesures contre la fraude nous serons avec vous.

« Quand vous nous apporterez un programme général, si sévère qu'il soit, contre l'alcoolisme, nous serons avec vous.

« Quand vous voudrez supprimer les débits de boissons mal tenus ou se propagent

l'alcoolisme et la débauche, nous serons encore avec vous ». (*Applaudissements.*)

Voulez-vous, monsieur le ministre des finances, que j'aie plus loin ?

Jusqu'ici j'ai parlé au nom de mes excellents collègues du Calvados; maintenant je ne parle plus, pour ne pas les engager, qu'en mon nom personnel.

Au lendemain de la guerre, vous viendrez nous demander les ressources qu'il vous faudra. Si vous tentez, en envisageant le problème de l'alcool à un point de vue général, de concilier l'intérêt fiscal et l'intérêt de l'hygiène, dans la seule mesure qui permette de le faire, si vous nous proposez pour tout dire, le monopole de l'alcool, je le voterai. (*Applaudissements.*)

Mais aujourd'hui, vous abordez la question par le petit côté; le problème est mal posé. Je crois faire mon devoir en votant le relèvement des droits à 400 fr. ainsi que vous le demandez; mais je ne voterai pas les deux paragraphes relatifs aux bouilleurs de cru et qui, mal étudiés, me paraissent porter un préjudice grave et immérité à nos cultivateurs. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

M. Cazeneuve. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Cazeneuve.

M. Cazeneuve. Messieurs, j'ai entendu, au cours de ce débat, des assertions qui ne me paraissent pas justifiées.

Je lisais à l'instant cette admirable préface que notre éminent collègue M. Clemenceau a écrite pour un volume paru en 1912 sur l'alcool envisagé au point de vue économique général et au point de vue de l'hygiène. Dans dix-huit pages d'une éloquence incisive, « *Les plus belles pages de M. Clemenceau* » rappellent qu'ouvrir un débat sur ce fléau de l'alcool est chose absolument superflue. La question est vidée; à cet égard tout le monde est unanime.

Il faut faire quelque chose.

Quand j'ai vu ce débat s'abaisser à cette question du parallèle entre l'alcoolisme dans les villes, sous l'influence des débitants, et l'alcoolisme dans les campagnes, sous celle du privilège des bouilleurs de cru, j'ai pensé que l'on rapetissait cette grave affaire qui demande des mesures urgentes : mesures fiscales et mesures d'hygiène.

Tout à l'heure, un de nos collègues faisait ressortir — et c'est une des raisons pour lesquelles je suis à cette tribune — que les alcools de fruits étaient bienfaisants et que les alcools d'industrie étaient néfastes.

La question, au point de vue de l'hygiène, ne se pose pas ainsi.

L'alcool d'industrie, même lorsqu'il est très bien rectifié, est un poison si on en abuse. Un point, c'est tout.

Mais n'oubliez pas, messieurs, que l'abus de l'alcool est d'autant plus grave que cet alcool est additionné d'essences diverses. Pourquoi a-t-on supprimé l'absinthe après les preuves, fournies par l'expérience, de ses graves dangers? Précisément parce que, à la teneur élevée en alcool, s'ajoutent les propriétés toxiques d'essences multiples. Les alcools naturels, qu'on est tenté de boire parce qu'ils sont excellents, agissent par l'alcool et aussi par les essences plus ou moins agréables qu'ils renferment. Et sans vouloir dire que ce soit là une plaie de la région Ouest, je dirai qu'on s'alcoolise par l'abus du calvados, comme par l'abus du vin ou de toutes les liqueurs alcooliques. Et quand je vois s'élever un débat entre les distillateurs du Nord, ceux du Midi et ceux de l'Ouest, entre les bouilleurs de cru et les débitants, je ne puis que conclure en disant que l'abus de l'alcool, sous toutes ses formes, est dangereux. (*Très bien! très bien!*)

M. Chapuis. Alors il faut en interdire la vente!

M. Cazeneuve. Tout à l'heure, M. Debierre parlait du monopole de l'alcool. Je regrette que M. le ministre des finances n'ait pu donner suite au projet d'ensemble qu'il avait déposé sur la question de l'alcool...

M. Hervey. Si tout le monde avait les mêmes regrets, cela simplifierait la question!

M. Cazeneuve. Je sais que M. le ministre des finances n'est pas sur un lit de roses, ou que, tout au moins, ces roses ne sont pas sans épines. Mais il est regrettable de voir abordée par le petit bout une question qui devrait être traitée par un projet d'ensemble qui se tienne. (*Très bien! très bien!*)

M. Fabien-Cesbron. Alors, la disjonction!

M. Cazeneuve. Je vais avoir à apporter mes critiques au projet. Je ne suis pas partisan du monopole, car un monopole fiscal entre les mains de l'Etat doit rendre à l'Etat. On ne dépenserait pas 600 millions pour le rachat de ce monopole si ce sacrifice ne devait pas rendre. Un monopole de l'alcool produirait en France ce qu'il a produit en Russie: au lieu d'entraver l'alcoolisme, il l'aggraverait. Le monopole du tabac a-t-il jamais entravé le tabagisme? Bien au contraire. Le monopole fiscal encourage la consommation. Ce n'est que lorsqu'on a interdit en Russie la consommation de l'alcool, en sacrifiant le monopole, qu'on a enrayer le fléau de l'alcoolisme.

M. Hervey. Cela est exact, nous avons l'expérience devant les yeux.

M. Cazeneuve. Je ne traite cette question qu'en passant pour répondre à certains de mes honorables collègues, et à tous les autres points de vue je suis entièrement d'accord avec M. Debierre, qui est qualifié pour parler de l'alcoolisme en se basant sur le terrain de l'hygiène.

Mais je ferai remarquer à l'honorable ministre des finances que le texte voté par la Chambre ne répond pas, en fait, aux préoccupations de M. le ministre. Il n'amènera pas la restriction de l'alcoolisme. (*Très bien!*)

Tout à l'heure, M. Chéron envisageait le régime draconien qui allait être imposé à nos bouilleurs. J'ai lu le texte avec beaucoup d'attention. Il comporte deux parties: droit d'exercice sur l'alcool, droit de consommation élevé à 400 fr. Si l'on ne veut pas que ce droit soit une prime à la fraude, il faut absolument que le contrôle de la distillation s'effectue, mais dans des conditions pratiques et effectives.

Monsieur le ministre, est-ce que ce texte permet de contrôler effectivement la distillation à la propriété?

L'honorable M. Chéron s'est effrayé des dispositions inquisitoriales qui se trouvent là. Mais comment, messieurs?

Dans ce texte, on autorise, d'après les décrets existants, la distillation en atelier public. C'est bien, je n'insiste pas. On autorise les associations coopératives à distiller: c'est un amendement que j'ai eu l'honneur de faire passer avec le regrettable Cazeaux-Cazalet lorsque j'étais député. J'ai même demandé à M. Rouvier, pour encourager les associations coopératives, comme en Italie, de donner une prime à ceux qui distillaient en coopérative.

Malheureusement, le régime de la propriété qui favorise la fraude a empêché les associations coopératives de se créer. Il en existe très peu, parce que nous faisons toujours des lois de bribes et de morceaux, où l'on cède peu à peu aux intérêts particu-

liers, locaux ou régionaux. Ce sont des lois boiteuses qui n'aboutissent jamais au résultat final, c'est-à-dire à la répression de l'alcoolisme.

Je prétends que ce droit de 400 fr. est une prime à la fraude. Monsieur le ministre, tant que l'on ne distillera pas dans un lieu surveillé, dans un lieu public...

M. le ministre. C'est ce que l'on fait.

M. Cazeneuve. ...si l'on peut distiller à la propriété, sous le contrôle de la régie, je défie que l'on puisse contrôler. Nous sommes là dans le nœud de la question; c'est le point qui doit être abordé, précisément au point de vue des préoccupations de l'honorable ministre des finances qui veut, sans compromettre les revenus budgétaires, réfréner la consommation de l'alcool. Je prétend donc que, si on distille à la propriété au lieu de distiller à la mairie ou dans un atelier public, d'une façon obligatoire, le contrôle à la propriété sera absolument inefficace. Comment voulez-vous que les employés de la régie, qui ne sont pas nombreux, exercent ce contrôle? Vous n'avez pas même le compteur à alcool qui peut, à la rigueur, indiquer la quantité distillée dans une période déterminée.

C'est pourquoi, monsieur le ministre, sans demander une modification au texte — vous seriez obligé de le rapporter à la Chambre, qui le discuterait à nouveau, ce qui aboutirait à éterniser la discussion — je crains bien que ce texte ne fasse pendant à celui que nous avons voté récemment, sur la limitation des débits de boissons, et qui, on peut le dire, ne donnera aucun résultat à ce qui touche la répression de l'alcoolisme. C'est pourquoi, je déclare, d'accord avec mes collègues de la commission des finances, que je voterai ce texte, mais le cœur un peu chagrin de voir que nous marquons le pas et que, finalement, malgré l'état de guerre, qui devrait entraîner, pour tous, une période de sacrifices, nous ne voyons pas, à l'arrière, de vieilles coutumes, de vieilles traditions, de vieux intérêts sacrifiés également pour le bien suprême de la patrie, tant au point de vue budgétaire qu'au point de vue de la santé publique. (*Applaudissements.*)

M. Gustave Rivet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Rivet.

M. Gustave Rivet. Tout à l'heure, messieurs, en entendant le beau discours de notre honorable collègue M. Chéron, je me sentais reporté à l'épique lutte que nous avons soutenue, jadis, à la Chambre en faveur des bouilleurs de cru. Je suis de ceux qui, à ce moment, ont défendu énergiquement le droit du viticulteur de tirer profit des produits de son travail et de son sol.

Aujourd'hui, à l'heure où nous sommes, je ne puis faire qu'une simple déclaration; mais je dois dire que la grave question de l'alcool devrait être ajournée en ce moment, pour faire plus tard — après étude et discussion approfondie — l'objet d'une loi générale. (*Très bien! très bien! sur un grand nombre de bancs.*) Le jour où vous pourrez faire cette loi générale, je serai d'accord avec M. Chéron et je ne dis pas que nous ne consentirons point, nous, les défenseurs des bouilleurs, à l'établissement du monopole: c'est peut-être là la vraie solution. (*Adhésion.*)

M. Georges Trouillot. C'est la seule solution pacifique de la question.

M. Gustave Rivet. En effet.

M. Cazeneuve. C'est une solution antihygiénique de la question!

M. Gustave Rivet. Ce que je veux dire au Gouvernement et au Sénat, c'est qu'en ce moment, il ne faut pas faire de mauvaise politique (*Vive adhesion*); or, c'est une mauvaise politique que celle qui va troubler nos viticulteurs dans le libre exercice de leur droit. (*Très bien ! sur divers bancs.*)

Je ne veux pas refaire les discours que j'ai prononcés autrefois à la Chambre — et dont peut-être M. le ministre des finances se souvient. Je ne referai pas, non plus, le tableau de la vie si laborieuse et si dure de nos agriculteurs. (*Très bien ! très bien !*)

On dresse contre eux une véritable légende. Or, ce ne sont pas eux qui sont les empoisonneurs de la nation ! (*Vive approbation.*) Ce n'est pas à eux-là que l'on peut reprocher cette fraude énorme dont le fisc se plaint.

La fraude est faite par les gros propriétaires, les grands distillateurs, et l'on en accuse ces petits bouilleurs qui, dans nos pays, — où la propriété est si divisée, — ne produisent souvent pas plus de 10, 20 ou 30 litres d'eau-de-vie !

Non, ceux-là ne sont pas dangereux pour la santé publique. Je ne peux pas entrer dans les détails de la vie rurale pour expliquer comment l'alcool est, pour le viticulteur, une matière première nécessaire à son industrie viticole.

Je répète seulement que nous faisons de mauvaise politique en touchant aux droits de nos agriculteurs.

Ainsi que l'ont rappelé nos collègues, nous ne voulons pas faire de distinction entre les Français, car tous font également leur devoir, — je suis le premier à le reconnaître; — mais, il faut dire, cependant, que ceux qui sont en ce moment dans les tranchées du front, qui donnent leur vie pour la patrie, sont, pour les trois quarts, des paysans !

Ne touchez pas aux paysans ! (*Vifs applaudissements.*)

M. Ribot, ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je pense, comme l'honorable M. Rivet et la plupart des orateurs qui se sont succédé à cette tribune, que la question de l'alcool doit être réglée par une loi générale. (*Très bien !*)

Cette loi, le Gouvernement l'a proposée il y a déjà onze mois. Si nous voulons attendre qu'elle soit discutée dans tous ses détails par les deux Assemblées, je répéterai ce que j'ai dit à la Chambre : c'est l'ajournement, à une date indéterminée, de toutes mesures en ce qui concerne l'alcool.

Nous avons un devoir — et l'opinion publique nous l'impose, à défaut de notre conscience — c'est de prendre, dès à présent, des mesures efficaces contre le développement de l'alcoolisme.

Et, quand nous abordons ce problème, problème vital pour notre pays...

M. Gaudin de Villaine. Abordez-le !

M. le ministre des finances. ...Nous l'abordons aujourd'hui; quand nous l'abordons, dis-je, aucun de nous ne peut se laisser guider par des considérations d'intérêt régional; et je constate que, de jour en jour, le débat s'élève dans le pays même et que ces luttes épiques d'autrefois, que rappelait l'honorable M. Rivet, qui étaient des luttes d'intérêts régionaux, changent de caractère : elles sont dominées, désormais, par le sentiment de l'intérêt général.

Messieurs, sur cette question même du privilège des bouilleurs de cru, il y a eu des délibérations de conseils généraux.

Je constate, en les lisant, que dans ces

régions où le privilège des bouilleurs de cru fonctionne depuis longtemps et a produit le plus de ravages, — car, si leurs races et les soldats admirables qu'elles envoient aux armées ont conservé toutes leurs vertus natives d'autrefois...

M. Lucien Cornet. Précisez !

M. le ministre des finances. ...leur population diminue de jour en jour — et tous les hygiénistes, tous les médecins, tous ceux qui ont sondé la plaie jusqu'au fond, déclarent que la production libre de l'alcool répandu à flots dans ces régions leur porte un préjudice énorme; je constate que les vrais défenseurs de ces populations demandent eux-mêmes qu'on restreigne ou qu'on détruise le privilège.

En Normandie même, l'honorable M. Chéron sait bien que, dans le conseil général du Calvados, des voix éloquentes se sont fait entendre, celles de conseillers généraux de cantons où il y a de nombreux bouilleurs de cru...

M. Henry Chéron. Ce sont ceux de cantons où il n'y a pas de bouilleurs.

M. le ministre des finances. Et d'autres aussi.

Dans la Seine-Inférieure il y a unanimité.

M. Boivin-Champeaux. Il n'y a pas de bouilleurs de cru.

M. le ministre des finances. Dans le département de l'Eure, où il y a un si grand nombre de bouilleurs de cru, une très forte minorité s'est prononcée contre le privilège...

M. Gaudin de Villaine. Ce sont les représentants des villes, qui défendent les cabarets.

M. le ministre des finances. Ceux qui habitent ces départements voient les ravages du mal et croient être les vrais défenseurs de leurs concitoyens en demandant qu'on les protège par des mesures législatives.

M. Lemarié. C'est vrai.

M. le ministre des finances. A la Chambre, le ministre des finances a constaté avec une satisfaction légitime que beaucoup de députés, qui ont des intérêts de bouilleurs à défendre, se sont élevés au-dessus de ces intérêts.

M. Guilloteau. C'est vrai !

M. le ministre. On a dit même, publiquement : « Je me placerai au-dessus de l'intérêt de la région que je représente ». En votant pour la suppression de ce privilège, non seulement je ne porte pas atteinte aux intérêts que j'ai mission de défendre, mais je les défends en m'élevant à une conception plus haute de ce qu'est l'intérêt de mes commettants, c'est-à-dire l'intérêt public. (*Applaudissements.*)

Il faut que nous nous unissions tous, ici, dans un même sentiment et que nous mettions de côté — car ce sont des considérations subalternes — tout ce qui se rattache à la lutte d'une industrie contre une autre, à la question de savoir s'il faut protéger l'alcool naturel contre l'alcool industriel. (*Vive approbation.*)

La question est beaucoup plus haute; c'est l'alcoolisme qu'il faut viser.

M. Gaudin de Villaine. Seulement, vous le combattez au profit de votre région !

M. le ministre. N'abaissez pas ce débat, monsieur Gaudin de Villaine. Je ne suis pas ici l'homme d'une région; je l'ai suffisamment montré et je l'ai prouvé à la Chambre. J'ai obtenu d'elle que ce débat ne donnât pas lieu aux violences de polémique qu'il pouvait aisément soulever. J'ai obtenu

que ces articles, qui pouvaient blesser certains intérêts, froisser certaines habitudes, fussent votés à peu près à l'unanimité et qu'il ne restât, de ce débat, aucune amertume, aucun ressentiment, parce que nous n'avons pas le droit de laisser subsister des divisions entre nous, quand nous faisons face à l'ennemi.

C'est ce qui explique pourquoi je me suis départi même de la rigueur apparente des dispositions que j'avais présentées, pour accepter une transaction, qui m'a paru honorable pour le Gouvernement, en même temps qu'acceptable, parce que — je vais vous le montrer d'un mot — elle consacre des résultats très appréciables et que nous ne pouvons pas laisser échapper.

La lutte contre l'alcoolisme, je ne l'enferme pas, bien entendu, dans la suppression du privilège des bouilleurs de cru, ni même dans l'élévation du droit sur l'alcool; ce sont là des moyens que nous acceptons, car il ne faut en négliger aucun. Mais j'ai dit à la Chambre des députés qu'il fallait poursuivre la lutte contre l'alcoolisme par tous les moyens, et surtout par des moyens généraux, plutôt que par des procédés de peu d'envergure, ou bien empiriques.

Quand nous pourrons donner à tous ceux qui souffrent dans ce pays des logements habitables et ne pas enfermer ceux qui travaillent dans des taudis où des hommes ne peuvent pas vivre (*Vifs applaudissements*); quand nous aurons amélioré les conditions matérielles de l'existence de nos concitoyens — ce sera pour nous un devoir que nous ne devons pas oublier de remplir après la guerre — nous aurons plus fait contre l'alcoolisme que nous ne pourrions jamais faire par les lois que nous votons. (*Nouvelle et vive approbation.*)

Mais ce n'est pas une raison pour ne pas faire, dès aujourd'hui, tout ce que nous pouvons faire; et, n'ayant pas le moyen de supprimer d'un trait de plume, comme le voudrait M. Gaudin de Villaine, la consommation de l'alcool, nous faisons une chose pratique et qui sera efficace, en proposant de relever très notablement le droit de consommation sur l'alcool.

Toutes les fois que l'on élève le droit, la consommation diminue. Là-dessus, M. Chéron me disait : « Vous poursuivez un but fiscal; mais alors vous détruisez la portée hygiénique de la loi, ou bien vous vous trompez dans vos évaluations de ministre des finances ».

Pardon, mon cher collègue, nous avons bien calculé. Avant la guerre, on consommait 1,685,000 hectolitres d'alcool. Nous avons supposé qu'une élévation de droit abaisserait probablement la consommation à 1 million d'hectolitres, et nous avons réduit en conséquence les évaluations; comme nous portons le droit de 220 fr. à 400 francs, il y a encore un bénéfice pour le Trésor. Mais, n'y eût-il pas de bénéfice, je proposerais la même mesure, et, si je pouvais porter ce droit au-dessus de 400 fr., je le ferais tout de suite. Vous savez qu'en Angleterre on a porté ce droit jusqu'à 700 francs. Mais ce serait une grande tentation de fraude dans notre pays, où les occasions de distiller abondent.

M. Cazeneuve. Le droit de 400 fr. facilite la fraude.

M. le ministre. Voulez-vous voter le droit que je vous propose ?

Voix nombreuses. Oui ! oui !

M. le ministre. Mais c'est alors que l'honorable M. Chéron nous dit : « Ne touchez pas au privilège des bouilleurs de cru; permettez à tout le monde de distiller sans aucun contrôle de la région. »

Si vous avez vu les statistiques publiées dans le *Bulletin* du ministère des finances,

vous avez pu constater, mon cher collègue, l'augmentation du nombre des bouilleurs : ils étaient 69,000, il y a quarante ans ; ils sont maintenant 1 million.

M. Gaudin de Villaine. C'est le progrès de l'industrie !

M. le ministre. Avec un droit élevé, vous arriverez bientôt à 1,500,000, peut-être à 2 millions. Si l'on accorde une telle prime à la distillation, y a-t-il un seul département où l'on s'abstiendra de distiller toute matière qui peut l'être ?

Pouvons-nous, pendant la durée de la guerre, nous priver de frapper l'alcool de droits, alors que nous augmenterons les impôts indirects sur les boissons hygiéniques, sur le tabac et sur le sucre ? L'alcool n'est-il pas la première matière à imposer ?

Si vous ne voulez pas toucher aux dispositions qui permettent de distiller sans aucun contrôle de la régie, vous vous interdirez par là même la possibilité d'élever le droit à 400 fr.

Nous avons donc proposé d'élever tout de suite le droit à 400 fr., et, en même temps, de demander aux bouilleurs de se soumettre au droit commun, c'est-à-dire de déclarer qu'ils veulent bouillir, et d'accepter le contrôle de la régie sans aucune inquisition.

Nous avons dit aux bouilleurs : « Ce sacrifice pour vous sera d'autant moins pénible, qu'en ce moment vous pouvez vendre votre alcool à un prix très élevé et que vous n'avez pas en face de vous cette concurrence, que vous redoutez tant, de l'alcool d'industrie, puisque l'Etat prend à son compte, pour les besoins de la défense nationale, tous les alcools industriels. »

Ici, j'ouvre une parenthèse. L'honorable M. Chéron a censuré très amèrement le décret que nous avons pris le lendemain de la discussion à la Chambre des députés ; je vais lui démontrer très simplement que sa critique n'est pas fondée.

C'est nous qui avons demandé une loi pour nous permettre de prohiber par décret l'importation de toute marchandise que nous serions devenus à la frontière ; et le premier produit que nous avons frappé de prohibition, c'est l'alcool. Nous avons fait un décret en ce sens.

Vous savez ce qui s'était passé ici même. Une question avait été posée à l'honorable ministre du commerce. On lui avait demandé s'il ne serait pas fait exception à la prohibition pour les alcools importés en exécution de marchés ayant date certaine avant la promulgation de la loi. L'honorable M. Clémentel a cru qu'il pouvait accepter cette restriction, et la commission des douanes l'y avait d'ailleurs déjà invité. Mais on s'est aperçu qu'il y avait des marchés à livrer pour un grand nombre de mois et que l'importance de ces marchés dépassait 700,000 hectolitres.

De sorte que ce décret de prohibition, avec une pareille fissure, devenait véritablement une ironie ; il aurait assuré, en effet, à ceux qui avaient passé ces marchés, un privilège scandaleux (*Très bien!*), au détriment de ceux qui n'étaient pas nantis de titres semblables. C'est un monopole qu'on aurait institué au profit de ces importateurs privilégiés.

M. Eugène Lintilhac. Cent francs de bénéfices par hectolitre !

M. Henry Bérenger. Il fallait les réquisitionner.

M. le ministre. Réquisitionner 700,000 hectolitres au prix où ils voulaient les vendre ? Non : nous avons trouvé plus expédient de remplacer le décret qui prohibait l'entrée par un décret qui élevait les droits à un taux tel qu'on pût les considérer à peu près comme une prohibition ; l'alcool ne

pourra entrer aujourd'hui qu'en payant 450 ou 300 fr. de droits de douane ; si vous ajoutez les 400 fr. de droit intérieur et le prix d'achat à l'étranger, c'est à plus de 1,000 fr. que reviendra l'hectolitre d'alcool importé. Je crois que, dans ces conditions, les bouilleurs de cru et les producteurs d'alcools naturels sont suffisamment protégés, car ils n'ont pas à redouter la concurrence. Au surplus, si le droit n'est pas assez élevé, nous l'élèverons encore. La question vous sera soumise, puisque le décret doit être ratifié par une loi. Je pense que l'explication que je viens de donner suffira pour rassurer l'honorable M. Chéron.

(*M. Henry Chéron fait un signe de dénégation.*)

M. le ministre. Vous n'êtes pas rassuré ?

M. Gaudin de Villaine. Personne n'est rassuré.

M. le ministre. Maintenant, qu'a fait la Chambre ?

Je regrette de n'être pas d'accord avec M. Cazeneuve. Il a dit des choses excellentes ; mais je regrette qu'il ait déclaré ne voter le texte qui vous est soumis que par résignation et pour éviter le retour du projet de loi devant l'autre Assemblée.

Ce qu'a fait le projet est très important. A partir de demain, si le texte est voté, personne n'aura plus le droit de distiller un litre d'alcool sans être surveillé par la régie.

C'est ce que vous demandez.

M. Chapuis. Ceux qui distillent clandestinement à Paris seront-ils surveillés ?

M. le ministre. Ils sont surveillés. La loi les punit même d'emprisonnement.

M. Chapuis. Ils ne sont pas exercés.

M. Paul Strauss. C'est une discussion à laquelle je ne m'attendais pas. Paris n'est pas en cause.

M. le ministre. Je reviens à la question.

La fraude est combattue partout. Il ne dépend pas de l'administration qu'il n'y en ait pas, mais elle la recherche partout et, partout où elle la saisit, elle la réprime rigoureusement. Je puis juger de la rigueur qu'elle apporte dans cette répression par le nombre de lettres que je reçois, par lesquelles on m'invite à atténuer les rigueurs de l'administration. (*Rires et applaudissements.*)

Je me garderai de dire de qui viennent ces lettres ; elles sont nombreuses.

M. Hervey. Vous feriez bien de les publier !

M. le ministre. Je n'encourage pas leur multiplication, car jamais je ne modifie les propositions de la régie, quand il s'agit de fraudes. Je ne les trouve jamais trop sévères et je n'use pas du pouvoir que la loi me donne d'atténuer les sanctions qui me sont proposées par le comité des remises et transactions.

N'est-ce rien que de soumettre, du jour au lendemain, à un contrôle efficace, bien que nullement inquisitorial, tous les fabricants d'alcool naturel ? Demain on ne pourra plus distiller que dans des ateliers publics ou dans des ateliers de sociétés coopératives soumises à la surveillance de la régie, à moins que, pour opérer à domicile, dans un local distinct de l'habitation, on ne s'engage à distiller un minimum de deux hectolitres ou à payer les droits sur cette quantité.

M. Georges Trouillot. Ce sont les petits bouilleurs qui seront victimes de la loi.

M. Gustave Rivet. Il n'y a que les riches propriétaires qui pourront bouillir.

M. Gaudin de Villaine. Vous avez raison.

M. le ministre. C'est le contraire, mon cher collègue, qui se produira. Celui qui veut distiller à domicile se soumet, par là même, à l'exercice.

M. Gaudin de Villaine. Voilà l'inquisition !

M. le ministre. Mais il n'a pas à se plaindre. S'il a opté pour la distillation à domicile, on pourra entrer chez lui pour vérifier les stocks et les recenser. Il le sait.

Mais tous les autres, tous ceux qui consentent à distiller hors de leur domicile...

M. Gaudin de Villaine. C'est impossible, vous ne pouvez transporter les matières premières, les pommes et les poires.

M. le ministre. C'est tellement possible, que, sous l'empire de la loi de 1903, il s'est créé de nombreuses sociétés coopératives, et qu'il y a plus de 150,000 bouilleurs qui distillent aujourd'hui dans des ateliers publics.

M. Cazeneuve. Cela devrait être obligatoire.

M. le ministre. Ce qui a causé l'échec de la loi de 1903, c'est qu'elle avait permis à tout le monde de distiller à domicile et qu'il est impossible, sans créer une véritable émotion et peut-être des troubles, que l'administration entre dans le domicile d'un million de personnes.

La loi était inapplicable ; elle n'a pas survécu à l'expérience très courte qui en a été faite.

Aujourd'hui, l'innovation consiste en ceci : si on veut distiller, afin que le domicile reste inviolable, on distillera dans une société coopérative ou dans un atelier public.

Je dis que la loi est efficace. L'administration la considère comme telle, et vous verrez, par les résultats, que l'administration ne se trompe pas.

M. Gaudin de Villaine. Il y aura longtemps que vous ne serez plus ministre, que les bouilleurs vivront encore !

M. le ministre. Il reste, messieurs, la question des dix litres.

Dans le projet que j'avais déposé, je supprimais ce qu'on appelle, bien à tort, et d'un mot qui devrait disparaître de nos discussions, la consommation familiale. (*Très bien!*) Le texte voté par la Chambre admet la franchise pour dix litres. On peut le regretter. Mais il faut distinguer l'essentiel du détail qui ne touche pas au fond des choses. L'essentiel, c'est de supprimer la liberté de distiller sans aucun contrôle ; cela, nous l'obtenons.

En 1872, quand l'Assemblée nationale a supprimé le privilège des bouilleurs de cru — ce dont on lui a fait honneur, mais elle est revenue sur son vote à la veille des élections de 1876 — elle avait accordé 40 litres. Cela fut réduit, en 1874, à 20 litres. En 1903, on a accordé également 20 litres. Aujourd'hui, on n'accorde plus que 10 litres, et encore à qui les accorde-t-on ? Pas à tous ceux qui voudraient bouillir demain, mais seulement à ceux qui justifieront qu'ils ont bouilli avant le 1^{er} janvier 1916.

M. Cazeneuve. Transaction honorable !

M. le ministre. Oui, honorable pour tout le monde.

M. Lucien Cornet. Et ceux qui auront contracté des baux depuis le 1^{er} janvier 1916 ?

M. le ministre. Il y a une seconde condition : c'est qu'ils ne pourront ni céder ni transmettre ce droit. C'est un bénéfice qu'on

leur concède à titre temporaire. La loi peut le faire, et je comprends qu'à la Chambre on se soit uni pour enlever ainsi à cette loi le caractère un peu acerbe et dur qu'elle aurait eu et qui aurait pu la faire dégénérer en une loi votée par une partie de la Chambre contre une autre partie.

Nous avons fait des efforts honorables — et heureux — pour amener cette transaction. Elle nous a été proposée par un député de la Haute-Saône, c'est-à-dire par un défenseur des droits et des intérêts des bouilleurs.

Est-ce que cela n'est rien? Est-ce que, au point de vue moral même, ce n'est pas quelque chose d'important que, pour la première fois, des bouilleurs aient été amenés à proposer eux-mêmes les termes de cette transaction que nous déclarons acceptable au point de vue du fisc? Est-ce que cela n'élimine pas du débat cet élément de violences, de représailles, de rétorsion qu'on pouvait redouter?

Messieurs, je crois que nous avons fait un pas considérable vers la solution définitive et je pense qu'après que tout le monde se sera réuni dans le vote, nous aurons beaucoup moins à craindre, à la veille des élections, par exemple, ou dans d'autres circonstances, des retours offensifs contre la loi.

Nous espérons qu'en ce moment, nous faisons quelque chose de définitif...

M. Georges Trouillot. C'est le contraire de ce qu'a dit M. Morel à la Chambre des députés! Il a constaté que tous les droits étaient réservés.

M. le ministre des finances. Oui, tous les droits sont réservés. Mais les droits de la raison sont aussi réservés, monsieur Trouillot, et ceux du patriotisme. Ceux-là même qui marchent avec vous dans cette question, et qui ont raison, après tout, de défendre les intérêts de leur région et de ménager des transitions, ont accompli leur devoir de députés d'une façon très honorable. Ils doivent faire pénétrer dans l'esprit de leurs commentants que ce n'est pas un acte d'arbitraire, une violence qu'on exerce contre une région au profit d'une autre région; que c'est un acte nécessaire dans l'intérêt supérieur du pays. M. Morel et ceux qui ont signé l'amendement le leur feront comprendre.

On nous dit qu'en pleine guerre on ne peut pas, parce qu'il y a des paysans dans les tranchées, toucher à cette question. Nous sommes plus hardis; nous y touchons et nous ne sommes pas seuls, nous avons avec nous la quasi-unanimité de la Chambre et; je l'espère, la grande majorité du Sénat.

Ainsi, nous aurons fait une œuvre bonne au point de vue de la répression de l'alcoolisme et au point de vue du maintien de l'unité morale du pays.

Quoique ministre des finances, je n'ai pas à m'occuper seulement des intérêts fiscaux. Assurément, je dois les défendre, mais il y a quelque chose de plus haut que l'intérêt du fisc, c'est l'intérêt national, dans le sens le plus large du mot. (*Très bien! très bien!*)

J'ai demandé qu'on fit tout pour que ce débat ne dégénérât pas, comme il a dégénéré autrefois, et ne laissât dans le cœur et dans l'esprit de personne aucun sentiment d'amertume, aucun esprit de représailles. Je crois que nous avons obtenu ce résultat, et j'ai trop confiance dans la sagesse du Sénat pour ne pas être convaincu d'avance qu'il acceptera ce qu'a fait la Chambre des députés.

On peut regretter que nous ne soyons pas allés plus loin. On peut regretter d'autre part qu'on ait fait cette loi, et qu'on ne laisse pas les choses aller, comme on laisse aller trop de choses, même pendant la guerre. (*Très bien! très bien!*) Il faut avoir du courage à certaines heures, il ne faut

pas se borner à faire des discours, on en fait beaucoup trop pendant la guerre, il faut des actes. (*Vifs applaudissements.*)

La vraie éloquence, c'est d'agir, c'est de faire des choses claires, simples, nettes. La loi que nous faisons, sans en exagérer la portée, est un de ces actes. Elle restera, elle sera utile à notre pays, et, d'un seul mot, sans allonger cette discussion, je la recommande à l'esprit si élevé et si judicieux du Sénat, à son patriotisme dont il a déjà donné des preuves éclatantes. (*Vifs applaudissements.*)

M. Empereur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Empereur.

M. Empereur. Je désire demander à M. le ministre quelques précisions au sujet des petits bouilleurs, les seuls qui m'intéressent, les seuls, précisément, qui n'ont jamais fraudé.

Ces gens qui ne distillent que 5, 6 ou 10 litres d'alcool pur, c'est-à-dire au plus 20 litres d'eau-de-vie à 50°, pourront-ils continuer à distiller chez eux? Est-ce qu'ils seront obligés d'aller dans les distilleries publiques?

M. le ministre des finances. Ils y seront obligés.

M. Empereur. Eh bien! nous avons dans les villages de montagne quantité de petits bouilleurs qui distillent des prunes, des prunelles, des cerises ou des pommes. Ils ne peuvent pas aller dans les distilleries publiques parce que les chemins ne se prêtent pas au transport des fruits. Ces honnêtes gens, ces travailleurs si intéressants seront donc privés du droit de distiller. Il serait douloureux pour eux et pour nous de les priver de la possibilité d'utiliser leurs produits.

Je demande donc à M. le ministre des finances s'il n'est pas possible de les astreindre simplement à une déclaration.

Je suppose qu'ils déclarent la quantité qu'ils distillent habituellement: les employés de la régie pourront alors, s'ils le jugent utile, aller sur place procéder aux vérifications nécessaires.

M. le ministre des finances. Il est impossible, mon cher collègue, que l'administration pénètre dans un million de domiciles. Il vaudrait mieux ne rien faire que de retomber dans l'erreur commise en 1903.

Vous exagérez, d'ailleurs, beaucoup les difficultés. Tous ces petits distillateurs très intéressants qui veulent distiller une partie de leurs fruits pour faire 4 ou 5 litres d'alcool peuvent s'associer. Ce n'est pas difficile. Pourquoi ne répandez-vous pas l'usage dans notre pays de la société coopérative?

M. Lucien Cornet. On ne peut pas former des sociétés coopératives pendant la guerre: les cultivateurs sont au front.

M. le ministre des finances. On forme une société coopérative de la façon la plus simple. Il n'y a aucune formalité, aucun nombre de membres exigé, rien! La société fait installer des ateliers où elle veut, même chez un de ses associés.

L'esprit d'association a fait des merveilles, et, dans cette matière comme dans les autres, il saura s'ingénier avec votre appui et vos conseils éclairés. (*Très bien!*)

M. Empereur. La catégorie de distillateurs dont je parle comprend peut-être au maximum deux ou trois centaines de mille d'individus dans toute la France. Ce sont de petits distillateurs; ceux-là, je le répète, n'ont jamais fraudé. Ce sont, de tous, les plus dignes d'intérêt.

Il leur est facile de s'associer, soit; mais

les employés de la régie seront obligés alors d'aller contrôler dans les villages; de sorte que le travail de l'administration ne sera pas plus facile dans un cas que dans l'autre.

Je prie donc M. le ministre de vouloir bien tenir compte de cette situation, et dans le règlement d'administration publique — je ne demande pas de modifier la loi — de prendre en considération cette situation réellement intéressante et de nous promettre de donner toutes facilités possibles à ces braves gens pour leur permettre de continuer à distiller leurs fruits désormais, comme par le passé, sauf à leur demander une déclaration préalable.

M. le président de la commission des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. le président de la commission des finances. Messieurs, ce n'est pas au nom de la commission des finances que je prends la parole, c'est en mon nom personnel. Je demande à M. le ministre des finances et à M. le directeur des contributions indirectes, commissaire du Gouvernement, de vouloir bien expliquer au Sénat ce qu'ils entendent par cette phrase:

« Tout exploitant de terrains plantés en vignes ou en arbres fruitiers, qui prouvera qu'il a distillé ou fait distiller partie de ses récoltes du 1^{er} janvier 1910 au 1^{er} janvier 1916, aura droit, sur sa distillation annuelle, à une allocation en franchise de dix litres d'alcool pur. »

Quelle preuve exigerez-vous? Comment le récoltant pourra-t-il prouver qu'il a distillé entre le 1^{er} janvier 1910 et le 1^{er} janvier 1916?

M. Louis Martin, directeur des contributions indirectes, commissaire du Gouvernement. La preuve sera donnée par le registre des bouilleurs ambulants, par les expéditions données par la régie lorsqu'on aura distillé soit à l'atelier public, soit chez un voisin, et enfin — pour 130,000 bouilleurs — par la possession d'alambics.

M. Gaudin de Villaine. Tout le monde en possède.

M. le président de la commission des finances. Je demande à l'administration de vouloir bien faciliter, autant qu'il sera en son pouvoir, la production de ces preuves.

S'il n'y a que 130,000 bouilleurs qui viennent à l'atelier public...

M. le commissaire du Gouvernement. Mais il y a 600,000 ou 700,000 qui distillent dans l'alambic du bouilleur ambulant.

M. le président. Il va être procédé au vote par division de l'article 4. (*Adhésion générale.*)

S'il n'y a pas d'observations sur les deux premiers alinéas, je les mets aux voix. (Ce texte est adopté.)

M. le président. La parole est à M. Tournon sur le troisième alinéa.

M. Tournon. Messieurs, je désirais n'intervenir sur le troisième alinéa que pour une petite question de pure forme, mais les populations du Nord ayant été mises sur la sellette...

M. Larère. Personne n'a été mis sur la sellette.

M. Tournon. Comme vous, mon cher collègue, je crois qu'on a tort d'opposer région à région, dans cette question en particulier. (*Très bien! très bien!*)

C'est parce qu'on nous a toujours parlé des distillateurs du Nord, des droits des petits cultivateurs bouilleurs de cru, que vous

me permettez d'examiner très rapidement devant vous un tout petit côté de la question qui ne peut pas rester dans l'ombre.

Messieurs, on discute et on discutera encore longtemps sur les mots « privilège » et « droits » des bouilleurs de cru. Je ne veux pas rouvrir le débat sur ce point, mais laissez-moi vous dire que si les populations des pays à bouilleurs ont des droits, les pays non bouilleurs ont également des droits. (Très bien! très bien!)

Il n'y a pas que dans vos pays, messieurs les bouilleurs, qu'il y a des paysans, il y en a aussi dans nos régions du Nord.

M. Gustave Rivet. On ne les persécute pas!

M. Touron. On ne les persécute pas, mais ils ne réclament pas ce que vous appelez des droits et parfois un privilège.

Est-ce que nous avons un droit, nous? Est-ce que nous demandons le droit de distiller nos betteraves sans payer de droits et même de fabriquer notre sucre avec le produit de nos propres récoltes? Non, nous n'avons pas le droit de fabriquer un produit qui s'appelle le sucre et qui est, je crois, moins nocif que l'alcool.

N'opposez donc pas nos paysans aux vôtres, et laissez-moi vous montrer que la loi que vous allez voter, et que je voterai avec vous, est singulièrement plus cruelle pour les populations du Nord que pour les populations de pays à bouilleurs.

En effet, que fait le projet de loi pour les bouilleurs? Il les réduit à dix litres d'alcool. C'est évidemment un sacrifice qu'on leur demande. Que fait le projet pour les populations du Nord? Il supprime la consommation de l'alcool de bouche d'une façon absolue, radicale. Eh bien, savez-vous qui va être atteint par cette suppression?

Il semble que ce soient les grands distillateurs du Nord qui ne m'intéressent pas plus que les petits bouilleurs. Il ne faut pas rabaisser la question : il faut la regarder dans son ensemble. Ce n'est pas le grand distillateur seul que vous atteindrez en supprimant la consommation de l'alcool rectifié, qui, comme le disait M. Cazeneuve, n'est pas plus nocif que l'autre et qui conserve son goût par suite des essences qu'il renferme; derrière lui, il y a le producteur de betteraves qui est le paysan du Nord. Celui-là, vous le reconnaîtrez, messieurs, est singulièrement malheureux en ce moment. Qu'allez-vous lui préparer pour le jour où nos armées l'auront libéré? Vous allez lui supprimer tout simplement la culture la plus rémunératrice, celle qui, seule peut-être, pourrait permettre le relèvement de nos populations du Nord.

N'allez pas croire que je ne parle ici que de la betterave à alcool; non, je parle aussi de la betterave sucrière; car vous n'ignorez pas que c'est avec des déchets des fabriques de sucre, c'est-à-dire de la mélasse, qu'on tire l'alcool après en avoir extrait le sucre.

Vous allez adopter ce projet; je le voterai parce qu'il n'est que temporaire, parce qu'il réserve tous les droits pour le jour où nous aurons à examiner la question plus complexe de l'alcool; mais je tiens à vous faire remarquer que vous allez atteindre les cultivateurs du Nord, c'est-à-dire des départements envahis, d'une façon bien autrement cruelle que les bouilleurs de cru, parce que vous diminuerez le prix retiré de la culture de la betterave. Il y aura une répercussion qu'il faut bien aussi apercevoir. Dans le Nord, on ne sème du blé qu'après avoir recueilli la betterave, pour laquelle des engrais spéciaux et coûteux ont été enfouis dans le sol.

C'est ainsi que nous obtenons des rendements de 35 à 40 hectolitres de froment à l'hectare contre 15 ou 16 ailleurs. En dimi-

nuant la culture de la betterave, vous réduirez celle du blé; il faut qu'on le sache.

Notez que je ne combats pas le projet, car il est nécessaire que nous fassions, les uns et les autres, des sacrifices; je veux simplement dire que les bouilleurs de cru doivent s'estimer heureux que nous ne leur demandions pas un sacrifice plus grand. Etant donné qu'on nous supprime radicalement, nous serions en droit de demander, à notre tour, la suppression radicale du privilège des bouilleurs. Nous n'irons pas jusque là; mais, de grâce, que l'on cesse enfin d'opposer les distillateurs aux bouilleurs de cru. Ceux-ci jouissent d'un véritable privilège, car nos cultivateurs du Nord n'ont pas la faculté de transformer en sucre les betteraves qu'ils récoltent sans payer de droits. Que l'on cesse donc de faire entendre des récriminations.

Je terminerai en disant que ce projet est extrêmement large pour les bouilleurs, et, j'espère que le Sénat le votera, car il constitue une transaction qui ne leur est pas très onéreuse.

M. Milliès-Lacroix. Au nom de la commission des finances, je demanderai à M. le ministre la permission de lui poser une question sur le sens précis qu'il faut attribuer au troisième alinéa. Il y est dit que, à l'exception des genièvres, toutes les quantités d'alcool propre à la consommation de bouche provenant de matières autres que celles dénommées au paragraphe suivant, raisins, vins, etc., sont réservées à l'Etat, qui ne peut les rétrocéder que pour des usages industriels et médicaux. L'Etat s'engage-t-il à acquérir toutes les quantités d'alcool?

L'observation nous a été présentée, après le vote de cette disposition, et nous avons estimé qu'une précision était nécessaire. Voici pourquoi :

La commission des finances s'est émue en présence des procédés étranges qui sont malheureusement en usage pour les réquisitions opérées en matière de vins et de céréales, notamment par l'administration de la guerre lorsqu'elle dit aux maires et aux propriétaires : « Nous réclamons telles quantités que vous n'aurez pas le droit de vendre, et que nous réquisitionnerons au moment voulu. » Et que, plus tard, elle ne donne pas suite à ses projets de réquisitions.

Monsieur le ministre des finances, sommes-nous bien d'accord et l'Etat s'oblige-t-il à acquérir tous les alcools de bouche dont il est fait mention au 3^e alinéa de l'article 4?

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre. Je réponds très volontiers que l'Etat prend l'engagement d'acquérir tous ces alcools; il le prend d'autant plus facilement qu'il n'en trouve pas assez pour ses besoins et qu'en ce moment-ci on lui rendrait un grand service si l'on en développait la production.

Et je réponds d'un mot à ce que disait mon honorable ami Touron : les intérêts de tous sont sauvegardés et il ne faut pas que l'agriculture du Nord se croie sacrifiée; le prix de la betterave a été considérablement élevé et, malgré le prix assuré au travail, devenu beaucoup plus difficile d'ailleurs, de nos populations, nous ne trouvons plus assez de betteraves pour fournir l'alcool nécessaire à la production des poudres.

M. le président. S'il n'y a pas d'autre observation sur le troisième alinéa, je le mets aux voix.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Je vais consulter maintenant le Sénat sur la disjonction des deux derniers alinéas.

M. Milliès-Lacroix. La commission, d'accord avec le Gouvernement, repousse la disjonction.

M. le président. Je mets aux voix la disjonction.

Il a été déposé sur le bureau une demande de scrutin. Elle est signée de MM. Rivet, Gaudin de Villaine, Couyba, Boivin-Champeaux, Milan, Larère, Debierre, Deltestable, Riotteau, Roubay, Loubet, Gabrielli et Chéron.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	248
Majorité absolue.....	125
Pour.....	61
Contre.....	181

Le Sénat n'a pas adopté.

M. le président. Je donne lecture de la première partie du 4^e alinéa, qui ne soulève pas d'observations :

« Toute distillation de vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits doit être opérée : 1^o soit en atelier public établi conformément à l'article 12 de la loi du 22 avril 1905 ; 2^o soit par des associations coopératives fonctionnant dans les conditions de l'article 22 de la loi du 31 mars 1903, ou par des bouilleurs de cru ou de profession distillant ou faisant distiller chez eux sous le contrôle de la régie. »

(Ce texte, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Ici se place, messieurs, un amendement de MM. Boivin-Champeaux, Henry Chéron, de Saint-Quentin, Fleury, Jeanneney, Gaudin de Villaine, André Le-Bert, Trouillot, Couyba, Genoux, dont je donne lecture :

« Au quatrième alinéa supprimer les mots :

« Sous réserve que ces associations..... sur la différence »,

Et dire :

« En ce qui concerne les bouilleurs de cru, le droit de visite devra s'exercer de jour et seulement dans les locaux où sont déposés les appareils, dans ceux destinés à la fabrication, et dans les chais, caves et celliers.

« Les quantités produites..... (le reste comme au texte de la commission). »

La parole est à M. Boivin-Champeaux.

M. Boivin-Champeaux. — Messieurs, le Sénat vient de se prononcer contre la disjonction. Je suis obligé de m'incliner. Il nous reste, maintenant, à fixer le régime sous lequel sont appelés à vivre les bouilleurs de cru.

Quel que soit le désir de M. le ministre des finances d'en finir avec eux, il ne peut pas les supprimer.

M. le ministre. Oh non !

M. Boivin-Champeaux. Tant que nous n'aurons pas, comme en Russie, interdit d'une façon absolue la production de tout alcool, il y aura toujours, en France, un million de cultivateurs qui auront le plus grand intérêt à distiller le produit de leur récolte.

Il s'agit donc du régime, et c'est à cet ordre d'idées que se rattache l'amendement que mes collègues m'ont chargé de soutenir.

Nos populations normandes sont patriotes; elles savent qu'en présence des charges qui vont peser sur la France elles

ont des sacrifices à faire. Mais il y a des limites. Je voudrais vous démontrer très rapidement qu'elles sont vraiment dépassées ; pour cela, il me suffira d'analyser le texte de l'article 4 et de vous montrer ses conséquences, en priant le Sénat de ne jamais perdre de vue que la législation que l'on nous demande de voter est une législation de guerre, faite pour la durée des hostilités.

Messieurs, le régime institué par l'article 4 consiste essentiellement à diviser les propriétaires récoltants en deux catégories :

Première catégorie : ceux dont la production annuelle est inférieure à deux cents litres d'alcool pur ; deuxième catégorie : ceux qui peuvent soumettre à la prise en charge une quantité minimum de deux cents litres par campagne, ou qui consentent à payer les droits sur la différence.

La première catégorie, ce sont les petits récoltants, les petits cultivateurs, c'est l'immense majorité. Pour eux, le régime est très clair : il ne s'agit pas du tout du privilège. Ce qu'on peut appeler le privilège, c'est le droit de distiller librement et de consommer sans payer. Ce qu'on nous demande, ce n'est pas de supprimer ce droit-là, c'est de dire que le propriétaire récoltant ne pourra en aucun cas distiller chez lui, même en acceptant le contrôle de la régie ; même en payant le droit de consommation, même en renonçant à tout ce qui constitue le privilège, il lui est absolument interdit de distiller chez lui. A la place de cet exercice normal de son droit, que lui offre-t-on ? Deux choses : ou bien la société coopérative, ou bien l'atelier public.

La société coopérative, présente un très grave inconvénient, signalé avec raison devant la Chambre des députés : presque nécessairement, le mécanisme de la coopérative entraîne le mélange des produits. Par conséquent, il fait perdre au propriétaire la valeur spéciale qu'il attache à son cru.

Mais je laisse de côté cette considération. Il y en a une beaucoup plus grave : c'est le principe posé dans l'article 22 de la loi de 1905, la solidarité pour toutes les infractions qui peuvent avoir été commises, dans le local commun, entre les membres de l'association : solidarité pour les poursuites, solidarité pour les condamnations pécuniaires. Entre quinze et vingt personnes, qui peut jamais garantir qu'une infraction quelconque ne sera pas commise aux règlements multiples qui commentent et même parfois aggravent la loi ? Vous savez qu'en matière fiscale la moindre infraction, fut-elle involontaire, et *a fortiori* les véritables fautes, peuvent entraîner contre le contrevenant des amendes énormes. Il n'y a pas de petit cultivateur qui puisse s'exposer à un pareil péril, au péril, en définitive, d'être ruiné par la faute d'un autre.

Reste l'atelier public, l'alambic banal qui existe depuis 1905. En temps de paix, c'est déjà très difficile. Que s'est-il passé dans les autres régions ? Je l'ignore. Mais je puis vous affirmer qu'en Normandie, jamais un seul atelier n'a fonctionné.

Toutefois, nous ne sommes pas en temps de paix, nous sommes en temps de guerre. Comment pourraient être surmontées, alors que le plus souvent la femme est seule à la maison ; comment pourraient être surmontées les difficultés de toutes sortes qu'entraîne le fonctionnement de l'atelier public ? Difficultés d'installation ; difficultés de s'entendre avec les agents de la régie sur le jour ou l'heure auxquels pourra s'opérer la distillation ; difficultés de transporter l'alambic, le bois de chauffage, les matières. En admettant que cela soit possible, les frais seront de beaucoup supérieurs à la valeur du produit. Vous accordez aux cultivateurs une franchise de 10 litres : bien peu d'entre eux pourront en profiter.

Quel sera le régime de la deuxième catégorie, comprenant ceux qui peuvent soumettre à la prise en charge plus de 200 litres d'alcool.

M. Gustave Rivet. Ce sont des riches !

M. Boivin-Champeaux. Ce sont, presque de grands propriétaires.

Il y a ceci de particulier que le texte de l'article 4 ne se réfère à aucune loi ; il indique purement et simplement que la distillation sera opérée sous le contrôle de la régie, et nous éprouverions un grand embarras pour déterminer les conditions dans lesquelles va s'exercer ce contrôle, si le texte ne contenait pas une formule qui détermine très clairement la pensée de l'auteur du projet.

Le texte nous dit, en effet, que toute distillation de vins, cidres, poirés, s'opérera, sous le contrôle de la régie, par des bouilleurs, ou de cru, ou de profession ; c'est-à-dire que l'article 4, si je ne me trompe, consacre le principe de l'assimilation complète des bouilleurs de cru avec les bouilleurs de profession.

Vous nous direz sous quel texte, alors, le contrôle va s'exercer. Dans le texte tel qu'il est libellé, le régime applicable n'est pas du tout celui de la loi de 1903 ; ce n'est pas l'inventaire, la prise en charge, le récolement, le droit de visite une fois par an ; c'est le véritable exercice, celui dont, en définitive, nous avons libéré le débitant...

M. Henry Chéron. Très bien !

M. Boivin-Champeaux. ... parce que nous l'avons considéré comme absolument inconciliable avec le principe de la liberté du domicile ; c'est l'exercice de la loi de 1899, l'exercice de jour et de nuit, à tout instant, non seulement dans les caves et celliers, mais dans la maison même.

Je ne parle pas du règlement du 15 avril 1881, qui détermine une série de prescriptions, prescriptions qui peuvent être accomplies par un distillateur de métier, aménagé pour cela, mais qui sont absolument inextricables, surtout en temps de guerre, pour le cultivateur qui distille deux ou trois fois par an en rentrant de labourer ou de semer son blé.

En définitive, les propriétaires de la seconde catégorie sont, en droit, autorisés à distiller ; mais, en fait, ils sont dans l'impossibilité absolue de le faire.

Il y a là, messieurs, un préjudice énorme causé à l'agriculture, car la question du non paiement de l'impôt est ici le côté tout à fait accessoire de la question.

L'avantage inappréciable de la distillation, c'est d'être, en cas de surproduction, ce qu'on a appelé la « soupe de sûreté ». Dans les pays de cidre, notamment, il y a des années extrêmement abondantes, il y a des quantités de fruits parfois deux ou trois fois supérieures aux besoins de la consommation et qui ne peuvent pas être transportées par le chemin de fer. Si le cultivateur ne peut pas distiller librement, il n'a qu'à jeter ses fruits ou bien à subir les prix dérisoires qui lui sont offerts par le commerce.

Messieurs, je me résume en deux mots.

Jusqu'alors, le petit propriétaire, dans les lois sur la matière, était plus favorablement traité. Vous allez créer contre lui un régime de défaveur ; il lui sera interdit de distiller chez lui.

Nous demandons que tous les cultivateurs soient soumis au même régime ; que celui qui ne peut pas aller à l'atelier public soit autorisé à distiller chez lui. Nous demandons, en outre, que le droit de visite, que l'exercice, qui a été supprimé chez les débitants, ne soit pas rétabli chez le cultivateur ; que, du moins pendant la guerre,

sa maison soit protégée et mise à l'abri, pendant la nuit, des investigations du fisc.

Messieurs, il s'agit d'un million de paysans dont vous allez bouleverser profondément les habitudes séculaires, que nous allons priver d'un droit ou tout au moins d'avantages qui s'étaient, en quelque sorte, incorporés dans la valeur du sol.

Je vous demande de ne point augmenter leur amertume par des rigueurs exagérées et de voter un texte approprié au temps pour lequel nous légiférons. (*Très bien sur divers bancs.*)

M. Martin, directeur des contributions indirectes, commissaire du Gouvernement. Messieurs, l'amendement déposé par M. Boivin-Champeaux me paraît avoir deux buts : l'un, c'est de permettre à tout bouilleur, quelle que soit sa production, de distiller chez lui ; l'autre, c'est de fixer le régime auquel il sera soumis.

Sur le premier point, ainsi que M. le ministre l'a indiqué, il me paraît impossible de lui donner satisfaction.

Une des idées du projet de loi, ainsi que cela a été dit à la Chambre, c'est d'affranchir de l'exercice le domicile du bouilleur, par conséquent de ne permettre la distillation à domicile qu'aux groupes, là où l'exercice cesse vraiment d'être vexatoire.

Sur le second point, M. Boivin-Champeaux a satisfaction par le texte même. C'est la liberté de distiller sous le contrôle de la régie. Le privilège est déjà fixé par la loi de 1903, il est vrai abolie en janvier 1906, mais rétablie en avril, et qui fonctionne encore dans une grande partie de la France, notamment en Charente.

C'est donc un mode nouveau qui sera appliqué. Il est beaucoup plus doux que l'exercice, en ce sens, qu'il s'exerce seulement aux heures où la distillation est pratiquée, dans les lieux où sont les matières premières et les alambics ; j'ajoute que l'exercice est limité à un seul jour, celui de l'inventaire.

Tel est le régime de 1903, aboli, puis rétabli en 1906, et qui sera appliqué aux bouilleurs contrôlés.

M. Boivin-Champeaux. Je prends acte des déclarations de M. le commissaire du Gouvernement, desquelles il résulte que le régime applicable est celui de 1903.

En somme, on va mettre sur la même ligne les distillateurs de profession et les bouilleurs de cru.

M. Georges Trouillot. Il est manifestement impossible de nier le caractère démocratique de l'amendement présenté par M. Boivin-Champeaux.

Le projet de loi en discussion, qui tend, nous dit-on, à supprimer un privilège, en créé un de la façon la plus certaine au profit des riches. (*Très bien ! à gauche.*)

Dans les régions viticoles, spécialement dans l'Est, où la propriété est très divisée, le propriétaire qui distille 200 litres d'abord est riche ; on n'en trouve pas, dans notre région, un par commune, et c'est celui-là que vous placez dans la situation la meilleure, puisqu'il lui sera possible de distiller chez lui, tout autre ne pouvant distiller qu'à l'atelier public. C'est donc sur les plus petits, c'est-à-dire sur les plus intéressants des contribuables, que vous faites porter le poids de la loi nouvelle. C'est une des raisons pour lesquelles elle nous froisse profondément, car elle en rend l'injustice encore plus douloureuse. L'amendement de M. Boivin-Champeaux, faible palliatif au régime que vous nous préparez, présente, à cet égard, un incontestable intérêt.

Il est d'autant plus important de songer à cet aspect de la question, que, tout à l'heure, M. le ministre des finances a prononcé une parole très grave. Il avait été en-

tendu à la Chambre, et c'est alors la base de la transaction dont vous faites état devant le Sénat, que le système résultant du texte actuel ne constituait qu'un régime provisoire, que tous les droits et tous les intérêts demeuraient réservés. Aussi bien que M. Paul Morel, le président de la commission l'avait expressément déclaré. Or, tout à l'heure, M. le ministre des finances nous a dit qu'il entendait y voir un régime définitif.

M. le ministre. Je n'ai pas dit cela !

M. Georges Trouillot. C'est bien cependant ce que tous ont pu comprendre — et qu'ainsi les bouilleurs pouvaient perdre à tout jamais l'espoir d'une réforme de l'alcool autrement comprise. Cette indication aggrave singulièrement les conditions du régime nouveau.

Cette différence si dure entre les petits et les gros bouilleurs, comment la justifier ? Par des raisons tirées des difficultés pratiques de la surveillance ? Mais, cette surveillance, vous l'exercez par vos agents, puisque vous empêchez le petit bouilleur de bouillir chez lui, et l'adoption de l'amendement tendrait plutôt à alléger leur tâche qu'à la compliquer.

Mais est-ce vraiment par ce côté que peut être pris et résolu le grave problème de l'alcool ? Il vient de vous être dit, des points les plus différents de l'Assemblée, aussi bien au point de vue fiscal qu'au point de vue de l'hygiène, que la solution était ailleurs.

Le sacrifice que vous voulez imposer à nos populations, elles pourront comprendre qu'il leur soit demandé, le jour où, voyant le problème de plus haut, en réclamant de toutes les catégories de citoyens l'effort nécessaire pour faire face aux difficultés financières que l'on peut prévoir, vous envisagerez nettement la création du monopole de l'alcool.

C'est ce que j'appelais tout à l'heure, au moment où parlait mon ami Gustave Rivet, la seule solution pacifique de la question des bouilleurs de cru. (*Très bien ! très bien !*)

Nous ne pensons pas que l'organisation en puisse résulter d'une discussion hâtive, en fin de séance, sur l'examen des douzièmes provisoires. Mais l'occasion peut être bonne de manifester à ce sujet un sentiment qui donnerait une orientation précise aux études du Gouvernement, tout en affirmant très haut le caractère essentiellement provisoire des mesures actuelles.

C'est dans ce but qu'avec plusieurs de mes collègues nous avons déposé un amendement demandant que le monopole de la rectification et de la vente de l'alcool soit établi un an après la cessation des hostilités. (*Très bien ! très bien ! mouvements divers.*)

M. le ministre. Accorder la faculté de distiller à domicile, quelle que soit la quantité, c'est revenir purement et simplement au régime de la loi de 1913, qui a été inopérant et qui n'a pas pu fonctionner, parce qu'il introduisait un élément d'irritation quotidienne. Si l'administration devait pénétrer dans tous les domiciles, elle susciterait des résistances ; une telle pratique ne serait pas viable.

On dit que nous donnons un privilège aux riches. C'est une parole qu'il ne faut pas prononcer ici ; il n'y a de privilège pour personne.

Quant à l'amendement de M. Trouillot, bien que l'heure ait été avancée (*Sourires*), nous ne pourrions pas en ce moment utilement en commencer l'examen, car la question est très grave. La Chambre va prochainement l'aborder ; vous en serez saisis ensuite ici en temps utile. On ne peut pas la trancher à la hâte.

M. Millès-Lacroix. La commission repousse également l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement de M. Boivin-Champeaux, repoussé par le Gouvernement et la commission. (Cet amendement n'est pas adopté.)

Voix diverses. A demain ! — Continuons !

M. le ministre des finances. La promulgation de cette loi devant avoir lieu demain par dépêche, afin que nous puissions percevoir les impôts, il est indispensable que la Chambre puisse en être saisie demain. J'insiste donc auprès du Sénat, afin qu'il en poursuive encore la discussion ce soir.

M. le président. Si l'on n'insiste pas pour le renvoi (*Non ! Non !*), je mets aux voix la deuxième partie du 4^e alinéa jusques et y compris les mots : « Sous réserve des déductions accordées aux entrepositaires. » (Ce texte est adopté.)

M. le président. Ici vient un amendement de MM. Jeanneney, Genoux, Couyba, Boivin-Champeaux, Henry Chéron, Bérard, Ribière, Chapuis, de Langenhagen, qui demandent de supprimer les mots :

« Il en sera de même pour les stocks possédés par les bouilleurs de cru qui distillent chez eux. »

Et de dire :

« Les stocks possédés par les bouilleurs de cru ne seront pas passibles du droit. Leur prise en charge ne pourra être faite que pour mémoire sur les portatifs de la régie. En cas d'ouverture d'un compte, le manquant brut qui ressortira au règlement annuel ne sera imposé que déduction faite des quantités régulièrement enlevées et après emploi tant des déductions que du stock reconnu lors de la première prise en charge. L'excédent des quantités indemnes résultant de la balance sera rapporté pour mémoire jusqu'à épuisement.

« Les récoltants qui voudraient... »

(La suite comme au texte de la commission.)

La parole est à M. Jeanneney.

M. Jeanneney. Messieurs, l'amendement qui vient d'être lu au Sénat est d'apparence un peu rébarbative, mais la chose qu'il contient est si simple et si juste, que, malgré la médiocrité des encouragements que les scrutins viennent de donner aux bouilleurs de cru, je ne désespère pas de voir le Sénat la consacrer par son vote.

Pour parler court et clair, je prends tout de suite des exemples concrets.

Je suppose voté intégralement le texte admis par la Chambre des députés et je passe successivement en revue avec vous les trois cas essentiels susceptibles de se présenter demain.

Le cas le plus simple est celui du bouilleur de cru qualifié qui, se trouvant à proximité d'un atelier public, y ayant pu porter ses produits, y aura distillé moins de dix litres d'alcool pur. Pour lui, sauf le désagrément, qui est certain, de n'avoir pu distiller à son domicile, la situation se trouvera peu modifiée.

Effectivement, sa fabrication ne sera passible d'aucun droit et la régie n'aura non plus rien à voir dans son domicile.

A ce propos, je veux seulement demander à l'administration de bien considérer que, si l'atelier public doit un jour entrer dans la pratique des régions où, comme dans mon département, on l'ignore totalement, ce sera à la condition seulement que l'administration le rende abordable et supportable.

Il faudra vaincre d'anciennes et légitimes habitudes, des répugnances très fondées. On ne le pourra qu'en ouvrant ces ateliers en aussi grand nombre que possible, et en fai-

sant à ceux qui en useront toutes les facilités susceptibles de faire oublier au bouilleur les avantages précieux que leur fait la distillation à domicile. (*Très bien !*)

Ceci dit, j'envisage le cas déjà moins simple du bouilleur qui, ayant, comme le précédent, distillé à l'atelier public, y fabrique plus de 10 litres d'alcool : disons, par exemple, vingt-cinq litres.

Si celui-là, qui garde la franchise de 10 litres, est en mesure de satisfaire immédiatement au paiement du droit sur les 15 litres imposables, il ramènera son alcool chez lui, et alors sa situation se trouvera la même que celle du bouilleur précédent. Si, au contraire, ses moyens pécuniaires l'obligent à demander un crédit de l'impôt, il y aura lieu, à son égard, à l'ouverture d'un compte.

Or, sur cette situation, je demande à M. le commissaire du Gouvernement de vouloir bien me donner un éclaircissement précis. Je voudrais savoir comment il conçoit pratiquement l'ouverture et le fonctionnement de ce compte.

Mon bouilleur a fabriqué quinze litres imposables d'alcool qu'il va ramener chez lui, où ils seront pris en charge. Si je ne me trompe, il n'en devra les droits qu'au fur et à mesure des manquants constatés.

Mais, par rapport à quoi ces manquants seront-ils constatés ? Est-ce par rapport à la somme totale d'alcool que le bouilleur a à son domicile ? Cela impliquerait l'inventaire général de tout l'alcool de sa maison, ce qui me paraît exorbitant.

Ne vous bornerez-vous pas plutôt, comme je le crois, à ouvrir un compte au bouilleur des quinze litres imposables, sans avoir même à entrer chez lui ? Par la suite, celui-ci devrait l'impôt, si, lors d'une visite annuelle, il ne représentait pas la quantité prise en charge.

Voilà l'éclaircissement que j'attends. Il est capital.

J'arrive maintenant au dernier cas à envisager, celui du bouilleur qui, satisfaisant aux conditions lourdes que votre projet impose, a pu distiller chez lui.

D'après le texte de la Chambre, celui-là doit l'impôt sur « les stocks possédés par lui ». Qu'est-ce à dire, sinon que tout alcool trouvé au domicile du bouilleur sera assujéti à l'impôt, y compris notamment l'alcool de cru de ses distillations antérieures ?

N'apercevez-vous pas, messieurs, que la conséquence première et certaine d'une telle disposition, c'est la méconnaissance formelle d'une règle du droit public de rendre rétroactive la loi que nous faisons ? Cela est d'évidence. (*Marques d'approbation.*)

Quand, ces dernières années, le bouilleur de cru a distillé son alcool, l'a fait à l'abri des lois qui lui permettaient de produire, de conserver et de consommer en franchise l'alcool de sa récolte, il savait cet alcool indemne de l'impôt. C'est en considération de cette immunité qu'il a peut-être distillé. Et, pour tout dire, cet alcool avait pleinement satisfait à la loi quand il est entré chez lui. Il s'y trouve aussi légitimement que celui qui y est entré en payant l'impôt. (*Très bien ! très bien !*)

Laissez moi dire qu'en retirant la franchise ainsi faite, en soumettant rétroactivement à l'impôt une matière qu'on pouvait jusque-là produire et consommer, sans avoir à payer de taxe, vous ne faites rien moins que manquer aux promesses faites, et, j'ose le dire, à une signature donnée. (*Très bien ! très bien !*)

Il y a là un acte grave auquel je prie notre assemblée, vigilante gardienne du droit public, de vouloir bien réfléchir. (*Très bien ! Très bien !*)

Comment ne pas voir aussi qu'au moment où vous prétendez mettre fin à un privilège,

vous allez précisément créer d'autres et choquantes inégalités?

Du privilège prétendu, permettez-moi de ne rien dire que ceci : à en juger par nos campagnes dépeuplées, ce privilège ne doit pas être scandaleux. Car s'il se trouve beaucoup de gens pour juger le sort de nos paysans si enviable, il s'en trouve moins pour venir prendre leur place au dur travail de la terre (*Très bien ! Très bien !*)

Quant aux inégalités, les voici flagrantes.

Entre deux bouilleurs d'abord, puisque de deux bouilleurs ayant, ces dernières années, produit les mêmes quantités et dont l'un aura tout consommé, tandis que l'autre aura gardé tout ou partie, le dernier, s'il distille à nouveau, se verra demain taxé à 400 fr.

Inégalité encore par rapport au détenteur d'alcool, au rentier qui a sa forte provision de fine-champagne, qui n'a payé sur elle que l'ancien droit de 220 fr. et la boira sans surtaxe, tandis que le bouilleur soumis à l'exercice ne pourra plus consommer son propre produit sans acquitter le droit de 400 fr. (*Très bien ! très bien !*)

Comment ne signalerai-je pas enfin tous ce que les mots « stocks possédés par les bouilleurs de cru » ont d'imprécis et d'inquiétant.

Stocks ! Qu'est-ce à dire ? Sont-ce toutes les quantités d'alcool, quel qu'il soit, trouvées au domicile du bouilleur ? Recenserez-vous les rhums ?

M. le ministre des finances. Mais non !

M. Jeanneney. Je veux bien vous croire et admettre qu'en effet, le mot « stock d'alcool » ne comprend ici que les alcools de l'espèce produite par les bouilleurs de cru. Votre déclaration en est précieuse et nous nous en contenterons. Mais convenez qu'une rédaction meilleure eût mieux valu.

Mais, même parmi ces alcools « de cru », il s'en pourra trouver qui ne viennent pas de la distillation du bouilleur, à côté d'autres qui en viennent. Il est possible que, les droits ayant été régulièrement acquittés sur les premiers, la preuve, en raison du long temps écoulé, n'en puisse être faite. Les prendrez-vous en charge ? Et leur ferez-vous payer ainsi deux fois l'impôt ?

M. le ministre des finances. Le texte le dit : ne seront soumis au recensement pour le paiement des droits que les stocks, c'est-à-dire les alcools de cru ! C'est le sens même !

Voilà, je vous assure, bien des sujets d'inquiétude que votre texte vous donne, trop d'imprécisions, et un long cortège de vexations éventuelles.

Le moyen simple de se prononcer contre ces difficultés, c'est d'admettre, comme le demande mon amendement, que les stocks du bouilleur de cru ne soient jamais recensés que pour mémoire et qu'à la balance des recensements annuels, ils soient reportés jusqu'à épuisement.

Je demande qu'au moins, et pendant le régime provisoire que la guerre impose, ce moyen de tranquillité ne soit pas refusé aux vaillants récoltants de France ! (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. Louis Martin, directeur des contributions indirectes, commissaire du Gouvernement. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le commissaire du Gouvernement.

M. le commissaire du Gouvernement. Messieurs, l'honorable M. Jeanneney a visé trois cas : le cas du petit bouilleur qui ramène de l'atelier public chez lui moins de 10 litres ou qui paye sur la totalité de ce qu'il ramène chez lui ; le cas du petit bouilleur qui ramène chez lui de l'atelier public de l'alcool en crédit de droits ; et enfin le

cas de celui qui distille chez lui. J'examine ces trois cas successivement.

Dans le premier cas, l'honorable M. Jeanneney ne critique pas le régime établi ; il demande simplement que les ateliers publics soient aussi nombreux que possible, que l'administration se montre tolérante et large dans leur établissement.

M. Jeanneney. Je ne critique pas ce régime, je le subis.

M. le commissaire du Gouvernement. Je fais cette promesse que demande l'honorable sénateur.

Le second cas est celui du bouilleur de cru qui ramène chez lui par exemple 30 litres d'alcool et n'a droit à la franchise que pour 10 litres. Par conséquent il a crédit de droits pour 20 litres.

La régie n'ayant pas accès à son domicile ne recense pas ses stocks ; elle lui demande seulement compte de ces 20 litres. Par conséquent, au bout de la campagne, ou quatorze mois après sa distillation, s'il n'a pas distillé de nouveau, elle lui demande, ou de présenter les 20 litres ou de payer les droits sur la différence. De cette façon le stock est entièrement exempt, il n'y a aucun exercice.

La seule obligation du récoltant est de représenter les quantités sur lesquelles il désire conserver le crédit des droits ; cette représentation peut être faite en tel lieu qu'il lui convient. Le fisc ne pénètre pas chez le bouilleur. Il n'y pénètre que si le bouilleur lui demande d'entrer pour procéder à la reconnaissance des spiritueux.

Par conséquent, la loi est aussi large que possible.

Reste le cas du gros bouilleur, de celui qui fait plus de deux hectolitres d'alcool pur. Celui-là est soumis au régime que nous connaissons déjà, celui de tous les bouilleurs de cru qui distillent actuellement dans les Charentes. Dès qu'il distille, son stock est pris en charge et il faut bien qu'il en soit ainsi pour qu'il soit possible de contrôler la fabrication. Si, en effet, une partie n'est pas prise en charge, on peut faire passer toute la fabrication comme stock et par conséquent échapper à l'impôt et cela indéfiniment.

Prendre les stocks en charge, pour mémoire, comme l'indique M. Jeanneney, ce serait la même chose : on nous ferait prendre en stock pour mémoire toute la fabrication au moment de l'inventaire. Ce serait, par conséquent, faire échapper à l'impôt la fabrication même de l'année. C'est là un obstacle pratique absolu.

A celui-là se joint en outre un obstacle juridique. L'honorable M. Jeanneney nous dit que nous donnons à la loi un effet rétroactif. Il se trompe, ce serait un effet rétroactif si l'impôt sur l'alcool était assis à la production comme il l'est dans d'autres pays et non pas assis à la consommation comme il l'est en France. C'est au moment où l'alcool est consommé que l'impôt est dû. Par conséquent ce n'est pas donner à la loi un effet rétroactif que d'imposer l'alcool produit antérieurement à la loi. C'est du reste le régime courant.

Quand à l'alcool qui a déjà été imposé, il sera exempt comme il l'est toujours chez les bouilleurs qui, actuellement, distillent de nouveau. Il suffit de représenter l'expédition de régie, c'est-à-dire la preuve que le droit a été acquitté. Nous allons même plus loin. Nous nous contentons de présomptions quand il s'agit d'alcools qui ne sont pas produits couramment dans le pays ; par conséquent les rhums, cognacs, kirchs en Normandie seront exempts.

Telles sont les explications que je voulais donner au Sénat. Je crois qu'elles satisfieront en grande partie M. Jeanneney qui est plus sévère que la régie sur certains points puis-

qu'il prend les stocks en charge même chez les petits bouilleurs alors que nous ne les prenons que chez les gros. (*Très bien ! très bien !*)

M. Jeanneney. Il me plaît de constater que, parmi les réponses que vient de faire M. le commissaire du Gouvernement, il en est plusieurs qui sont précieuses. Je les enregistre avec satisfaction.

Ce qu'il a dit des facilités que son administration fera en vue de l'établissement d'ateliers publics est déjà à retenir. Ce sont des intentions de sagesse, auxquelles je fais bien volontiers crédit et que nous rappellerons au besoin.

Je me satisfais plus encore de la manière dont il comprend au regard du bouilleur de cru la prise en charge de l'alcool, impossible rapport de l'atelier public. Sa déclaration sur ce point est fort intéressante et nous nous félicitons de l'avoir provoquée.

Mais ce que j'ai dit de l'effet rétroactif inadmissible qu'aura la loi, ce que j'ai dit de même des conflits à craindre dans la discrimination des alcools trouvés au domicile du bouilleur recensé, et de la menace qui pèse ainsi sur nos récoltants — tout cela garde, à mes yeux, son entière valeur.

Des lois de ce genre ne doivent laisser aucune place, si petite soit-elle, à l'arbitraire. Je vous offre le moyen de rendre au moins clair le régime que nous allons subir. Le Trésor n'y perdrait rien. La tranquillité d'esprit des cultivateurs y gagnerait infiniment. J'insiste encore pour le vote de mon amendement. (*Très bien ! très bien !*)

M. le ministre des finances. Je ne voudrais pas laisser dire que la loi a un effet rétroactif. Le droit ne frappe pas la production mais la consommation ; par conséquent, il porte sur un acte futur.

Aujourd'hui, quand un bouilleur demande à se placer sous le régime du contrôle, on prend en charge tous les alcools qui existent chez lui et on les soumet au paiement des droits. Personne n'a prétendu qu'il y eût là une mesure ayant un effet rétroactif...

M. Jeanneney. Pas chez les particuliers.

M. le ministre des finances. Le bouilleur qui, aujourd'hui demande à distiller à domicile, sous contrôle, est obligé de laisser prendre en charge effective et non pas pour mémoire tous les alcools qui sont chez lui.

M. Jeanneney. Un particulier qui a des alcools chez lui ne sera pas soumis à la taxe nouvelle bien qu'il consomme...

M. le ministre des finances. Evidemment, mais la loi a toujours dit qu'on recensait chez ceux qui vendent et non chez ceux qui consomment. On n'a jamais eu l'idée de prendre en charge l'alcool entré dans un domicile privé chez une personne qui ne produit pas. On procédera comme on le fait avec la loi actuelle, qui ne donne lieu, dans la pratique, à aucune difficulté, parce que c'est une question de bonne foi. Si on ne peut pas rapporter d'acquiescement, l'administration appréciera, mais avec une très grande bienveillance, si ces alcools ne proviennent pas de la distillation de l'année.

M. Jeanneney. Je doute de la bienveillance de l'administration.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement de M. Jeanneney.

Il a été déposé sur le bureau une demande de scrutin signée de MM. Lebert, Ribière, Couyba, Cornet, Aguilon, Petitjean, Bepmale, Milan, Richard, Dellestable, Bienvenu-Martin, Fagot, Vacherie, Masclé Savary, plus une signature illisible.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les sénateurs en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	236
Majorité absolue.....	119
Pour.....	86
Contre.....	150

Le Sénat n'a pas adopté.

Je consulte le Sénat sur la suite du 4^e alinéa jusques et y compris les mots : « les bouilleurs de cru et les associations coopératives ne sont pas soumis à l'impôt de la licence ».

(Ce texte est adopté.)

M. le président. M. Debierre demande la suppression de la dernière partie du 4^e alinéa ainsi conçu :

« Tout exploitant de terrains plantés en vignes ou en arbres fruitiers, qui prouvera qu'il a distillé ou fait distiller partie de ses récoltes du 1^{er} janvier 1910 au 1^{er} janvier 1913, aura droit, sur sa distillation annuelle, à une allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur ».

La parole est à M. Debierre.

M. Debierre. Messieurs, après le vote que le Sénat vient d'émettre sur le privilège des bouilleurs de cru...

Un sénateur à gauche. Le droit.

M. Debierre. Certains bouilleurs ne le réclament pas, il ne s'agit donc bien que d'un privilège.

...pour ne pas obliger nos collègues à voter encore au scrutin public, je retire mon amendement, tout en regrettant le maintien de ce privilège. Mais je m'en rapporte à la promesse faite par M. le ministre des finances qu'avant la fin des hostilités, le Gouvernement appellera le Parlement à se prononcer sur la réforme complète du régime de l'alcool. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

M. le président. Je mets aux voix la fin de l'article 4 qui est ainsi conçue :

« Tout exploitant de terrains plantés en vignes ou en arbres fruitiers, qui prouvera qu'il a distillé ou fait distiller partie de ses récoltes du 1^{er} janvier 1910 au 1^{er} janvier 1916, aura droit, sur sa distillation annuelle, à une allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur.

« Dans le cas où un exploitant remplissant les conditions susdites serait décédé postérieurement au 2 août 1914, le même droit appartiendra au conjoint survivant. » (Ce texte est adopté.)

M. le président. La Chambre avait voté ici un alinéa ainsi conçu : « Les dispositions du présent article sont applicables à la Corse. »

M. Richard propose le maintien de cet alinéa, que votre commission vous demande de ne pas adopter.

M. Milliès-Lacroix. La commission demande la disjonction.

M. le ministre des finances. Le Gouvernement a déclaré à la Chambre qu'il étudierait cette question. Le régime de la Corse est absolument différent du régime de la France continentale. On ne peut pas improviser en cette matière. Nous renouvelons ici les déclarations faites à la Chambre des députés.

M. Richard. La commission et le Gouvernement promettant d'examiner ulté-

rieurement l'amendement que j'ai eu l'honneur de déposer, j'accepte la disjonction.

M. le président. Je mets aux voix la disjonction du texte voté par la Chambre.

(La disjonction est prononcée.)

M. le président. — Ici se place une disposition additionnelle de MM. Henry Chéron, Boivin-Champeaux, de Saint-Quentin, Fleury, André Lebert, Gaudin de Villaine, Alexandre Bérard et Henry Bérenger, ainsi conçue :

« Est interdite, pour la consommation de bouche, la vente de tous mélanges d'alcool d'industrie avec les eaux-de-vie naturelles, le kirsch, le rhum et le tafia.

« Toutes infractions à ces dispositions seront punies des peines prévues à l'article premier de la loi du 1^{er} août 1905. »

M. le président. La parole est à M. Henry Chéron.

M. Henry Chéron. Messieurs, je désire seulement obtenir de M. le ministre des finances une déclaration aussi précise et aussi formelle que possible.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905 sur les falsifications de denrées, il est interdit de tromper ou de tenter de tromper les contractants sur la nature, les qualités substantielles, la composition, l'espèce ou l'origine des marchandises. Or, on tolère tous les jours, et les règlements d'administration publique se sont montrés en réalité beaucoup trop larges à cet égard, la vente, sous le titre d'eau-de-vie de fantaisie, des eaux-de-vie naturelles mélangées avec du trois-six. Cette indulgence est absolument intolérable.

C'est pourquoi nous avons déposé un amendement ainsi conçu :

« Art. 4. — Compléter cet article par la disposition suivante :

« Est interdite, pour la consommation de bouche, la vente de tous mélanges d'alcool d'industrie avec les eaux-de-vie naturelles, le kirsch, le rhum et le tafia.

« Toutes infractions à ces dispositions seront punies des peines prévues à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905. »

M. le ministre des finances me demande de réserver cet amendement pour le moment où viendra en discussion la loi générale sur l'alcool. Je le veux bien. Je compte le reprendre alors. J'espère que d'ici là, il l'étudiera de manière à nous aider à faire triompher à la fois les intérêts de la production agricole et l'honnêteté du commerce.

M. Tournon. L'autre alcool est un produit agricole aussi.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je remercie l'honorable M. Chéron de réserver cette discussion pour le moment où nous aborderons la loi d'ensemble sur le régime de l'alcool.

Autant que lui je désire voir réprimer tout ce qui ressemble à la fraude. S'il y a lieu de rédiger un nouveau règlement d'administration publique, nous le ferons, mais la question vaut la peine d'être examinée mûrement.

M. le président. Il y avait une disposition additionnelle déposée par MM. Trouillot, Bérard et Rivet et dont je donne lecture :

« Le monopole de la rectification et de la vente de l'alcool sera établi en France, un an après la cessation des hostilités. »

La parole est à M. Trouillot.

M. Georges Trouillot. Pour des raisons

identiques à celles qui viennent d'être données, et vu l'heure tardive qui ne me permet pas d'ouvrir une discussion sur une question aussi grave, nous retirons notre amendement nous réservant de le présenter lors de la discussion d'une loi d'ensemble.

M. le président. Dans ces conditions, je mets aux voix l'ensemble de l'article 4.

(L'article 4 est adopté.)

M. le président. « Art. 5. — Le tarif des mandats-contributions au moyen desquels les contributions directes et les taxes assimilées peuvent être acquittées dans les bureaux de poste, en vertu du décret du 25 juin 1911, est fixé ainsi qu'il suit :

« 15 centimes pour les mandats-contributions dont le montant ne dépasse pas 100 fr. ;

« 25 centimes pour les mandats-contributions de 100 fr. 01 à 300 fr. ;

« 40 centimes pour les mandats-contributions dont le montant excède 300 fr.

« Ce tarif remplace la taxe fixe de 10 centimes et le droit de commission qui étaient applicables aux mandats de l'espèce. » — (Adopté.)

« Art. 6. — Les mandats-poste émis par les bureaux du service de la Trésorerie et des postes aux armées pour la transmission à la caisse nationale d'épargne des fonds versés par les militaires mobilisés sont exempts, quel qu'en soit le montant, du droit de commission et de la taxe de factage. » — (Adopté.)

« Art. 7. — La perception des impôts indirects et des produits et revenus publics continuera d'être opérée pendant le troisième trimestre de 1916, conformément aux lois en vigueur.

« Continuera d'être faite pendant la même période la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

« Continuera également d'être faite pendant la même période la perception, conformément aux lois existantes, des divers produits et revenus affectés aux budgets annexes rattachés pour ordre au budget général. » — (Adopté.)

« Art. 8. — Le ministre des finances est autorisé, pour subvenir, pendant le troisième trimestre de 1916, aux dépenses de la deuxième section des budgets annexes des chemins de fer de l'Etat, à émettre, dans les conditions déterminées par l'article 44 de la loi de finances du 13 juillet 1911, des obligations amortissables dont le montant ne pourra excéder la somme de 16,627,225 fr. pour le réseau ancien des chemins de fer de l'Etat et celle de 14,345,275 fr. pour le réseau racheté de la compagnie de l'Ouest. » — (Adopté.)

TITRE II

DISPOSITIONS SPÉCIALES

« Art. 9. — Sont prorogés jusqu'à des dates respectivement fixées aux 31 décembre 1916, 1^{er} mai 1917 et 1^{er} novembre 1917 les délais impartis par l'article 2 de la loi du 29 mars 1915 pour la présentation du projet de loi de règlement définitif de l'exercice 1914, la remise par la Cour des comptes au ministre des finances de la déclaration générale de conformité relative à cet exercice et la distribution de cette déclaration avec le rapport y annexé. » — (Adopté.)

La Chambre des députés avait, sous le n^o 10, voté la disposition suivante, dont votre commission demande la disjonction : « Le tableau inséré à l'article 60 de la loi de finances du 30 juillet 1913 est modifié ainsi qu'il suit :

GRADES	DIRECTION du contrôle (service central et services des missions).	CONTRÔLE permanent des ports et établissements.	EFFECTIFS par grades.
Contrôleurs généraux de 1 ^{re} classe.....	2	»	2
Contrôleurs généraux de 2 ^e classe.....	2	5	7
Contrôleurs de 1 ^{re} classe.....	5	11	16
Contrôleurs de 2 ^e classe.....	6	4	10
Contrôleurs adjoints.....	»	6	6
Totaux.....	15	26	41

Les fixations du présent tableau seront réalisées dans la limite des disponibilités budgétaires.

La parole est à M. Cabart-Danneville.

M. Cabart-Danneville. Au nom de la commission de la marine, j'ai l'honneur, messieurs, de demander au Sénat de vouloir bien ne pas voter la disjonction de l'article.

Nous sommes en désaccord avec la commission sur une question de procédure plutôt que sur une question de fond, et voici comment : la commission des finances n'admet pas qu'un article intéressant la marine soit placé dans la loi de finances...

M. le président de la commission des finances. Nous n'avons jamais dit cela !

M. Millières-Lacroix. Voulez-vous me permettre de vous lire ce que nous disions dans notre rapport :

« Cette disposition soulève des objections d'ordre technique et financier, sur lesquelles votre commission des finances n'a pas pu entendre les ministres compétents. D'autre part, votre commission de la marine en demande le renvoi pour examen ».

La commission des finances ne pouvant statuer au fond, nous vous demandons la disjonction de l'article.

M. le président de la commission des finances. M. le ministre de la marine a bien voulu promettre à la commission des finances de venir s'expliquer devant elle.

M. Cabart-Danneville. La commission des finances a posé le principe qu'on ne pouvait pas introduire dans la loi de finances un article ne l'intéressant pas directement. Ayant fait partie de la commission des finances pendant un certain nombre d'années, je sais que telle est sa jurisprudence et qu'elle n'a pas varié. Mais je répondrai tout à l'heure sur ce point.

La seconde objection consiste à dire qu'en nommant deux contrôleurs généraux de première classe, on augmente beaucoup la proportion des officiers généraux par rapport à celle des officiers subalternes, étant donné que l'on supprime trois contrôleurs adjoints.

A cela je réponds que la création de ces deux nouveaux contrôleurs généraux est nécessaire, en raison de ce que deux des contrôleurs généraux ont été chargés, l'un de surveiller les dépenses du budget, et l'autre, de diriger les services de la marine marchande.

Mais il n'existe plus d'officiers généraux dans les ports de Cherbourg et de Rochefort, où les services dirigés par des ingénieurs ou des commissaires ayant rang de général, comme le préfet maritime, sont actuellement contrôlés par de simples contrôleurs de 1^{re} classe.

Il est donc nécessaire, dans l'intérêt même du service du contrôle, que les contrôleurs de ces ports soient du même grade que ceux avec lesquels ils sont appelés à discuter.

Telles sont, messieurs, les raisons pour lesquelles la commission de la marine vous

demande le maintien de l'article en discussion. (*Très bien !*)

M. Emile Chautemps. Messieurs, votre commission des finances ne s'est pas déclarée hostile à l'article en discussion ; elle en demande seulement la disjonction parce que, n'en ayant été saisie qu'avant hier, elle n'a pas eu le temps nécessaire pour entendre le ministre et se faire une opinion éclairée.

La question mérite, un examen attentif. De quoi s'agit-il, en effet ? L'on nous demande de relever de deux unités, c'est-à-dire de porter de 7 à 9 le nombre des officiers généraux d'un corps qui ne compte que 41 officiers, et, pour entraîner notre adhésion, l'on nous dit que cette augmentation de dépense sera compensée, à la base du corps, par la suppression de trois contrôleurs adjoints, et celle de cinq employés des bureaux des services du contrôle.

On fortifie le corps du contrôle en haut, on l'affaiblit en bas ; il nous semble impossible de dire *a priori*, sans un examen approfondi de la question, si le résultat final sera une amélioration ou une diminution du contrôle.

La question mérite donc d'être examinée. Votre commission des finances ne juge pas ainsi les choses au pied levé. Certes, je ne critique pas la rapidité avec laquelle la commission de la marine a procédé ; peut-être, mieux disposée par sa compétence particulière, elle peut aller plus vite en besogne. Votre commission des finances, saisie dans cette même séance d'avant-hier, du projet des douzièmes et de la grosse question des bouilleurs de cru, avait moins le loisir de se consacrer à cette étude spéciale, et vous l'approuverez, j'en suis sûr, de n'avoir pas voulu trancher une question aussi délicate avec la même rapidité. (*Adhésion.*)

Je termine en répétant que c'est uniquement pour être éclairés que, sans nous opposer au fond, quant à présent, nous demandons la disjonction. (*Très bien !*)

M. Reynald. Je demande la parole.

M. le président. La parole est M. Reynald.

M. Reynald. Messieurs, la disjonction demandée par la commission des finances porte sur un texte qui entraîne la création de deux postes de contrôleur général et qui, au point de vue financier, rétablit l'équilibre en opérant une réduction sur trois contrôleurs de 1^{re} classe et cinq ou six employés du contrôle.

M. le président de la commission des finances. Suppression momentanée, très probablement !

M. Reynald. La commission ne fait d'ailleurs pas l'objection que vous auriez peut-être désiré entendre formuler par M. le rapporteur, et qui aurait porté sur la présence, dans une loi de finances, d'un texte portant modification d'un certain ordre de fonctionnaires. Comme il s'agit d'agents du contrôle, par conséquent de

fonctionnaires chargés du contrôle des dépenses publiques, l'objection ne subsiste pas.

Voici l'argument qui a été donné ; il manque, dans les ports de Cherbourg et de Rochefort, deux contrôleurs généraux. Si on les nomme, on aura d'abord cet avantage de revenir au texte exact de la loi organique du contrôle maritime, la loi du 2 mars 1902, qui prévoit dans chaque arrondissement un contrôleur général.

En outre, on fait valoir que ce n'est pas simplement d'une question de respect des textes qu'il s'agit, mais qu'une autre raison motive cette modification. Ce serait la suivante : dans chaque arrondissement, tous les chefs de service sont pourvus d'un grade d'officier supérieur ; il serait important que l'officier chargé du contrôle pût traiter d'égal à égal et que, par conséquent, il ne fût pas inférieur en grade.

On répond qu'il n'y a pas, entre le corps du contrôle et les autres corps, assimilation de grade et que, par conséquent, chaque fonctionnaire du contrôle porte en lui-même l'autorité complète qui s'attache à sa fonction, qu'il dépend directement du ministre et que, dans ces conditions, la question du grade est secondaire.

Je répondrai que la chose est peut-être vraie théoriquement, mais que vous n'empêchez pas en fait que, dans une administration hiérarchisée comme l'est une administration militaire, alors que les fonctionnaires portent l'uniforme, la question de l'uniforme qui porte les signes visibles de leur grade, il n'y ait pas de différence d'autorité suivant les différences de grade ; et vous ne ferez pas, à cet égard, je le crois du moins, surtout avec le contrôle permanent... (*Aux voix ! à demain !*)

M. Guilloteaux. C'est très important.

M. Emile Chautemps. C'est pour cela qu'il ne faut pas improviser.

M. Reynald. ...vous ne ferez pas, dis-je, que si, théoriquement, le fonctionnaire du contrôle est détenteur d'une autorité complète, quel que soit son grade, un officier qui n'a pas le grade d'officier général ne jouisse pas d'une autorité moindre qu'un officier ayant un grade plus élevé.

M. Millières-Lacroix. Et au ministère de la guerre, n'en est-il pas ainsi ?

M. Debierre. Mettez un civil comme contrôleur ! (*Bruit.*)

M. Reynald. Nous sommes en présence de deux avis différents, l'un donné par la commission des finances, l'autre donné par la commission de la marine.

M. le président de la commission des finances. Nous ne demandons qu'à étudier la question.

M. Reynald. Or, la commission des finances, pour en demander la disjonction, ne peut pas invoquer le motif budgétaire.

M. Millières-Lacroix. Je vais vous répondre.

M. Reynald. Elle se retranche derrière un avis technique et regrette que la commission de la marine ne puisse pas donner son avis. (*Aux voix !*)

En second lieu, à l'heure actuelle, tout le monde réclame un contrôle plus étendu. La marine qui dépense, en temps de paix, 460 millions, dépense aujourd'hui plus de 700 millions, dont 120 millions rien que pour la guerre.

Si la commission de la marine vient dire que ce contrôle lui paraît nécessaire, et si le ministre de la marine, qui est là, et à qui je m'en remets sur ce point, déclare qu'il y a utilité à cette mesure, je demande au Sénat de l'accepter. (*Très bien !*)

M. Milliers-Lacroix. Messieurs, la commission des finances persiste à demander la disjonction.

M. Ernest Monis. Je demande la parole.

M. Milliers-Lacroix. Je vais en donner les raisons ; elles vont être très courtes, et j'espère que tous les anciens ministres seront avec nous pour défendre la même théorie.

M. Ernest Monis. Je me propose de faire le contraire !

M. Milliers-Lacroix. Le Parlement, il y a quelques années, a très sagement introduit dans la législation, en matière financière, qu'aucun emploi ne pourrait être créé qu'en vertu d'une loi de finances ; et il est de jurisprudence, à la commission des finances et au Sénat, qu'aucun emploi ne peut être créé qu'à la demande du Gouvernement, c'est-à-dire du ministre compétent.

Or, que s'est-il passé ? Le rapporteur de la commission de la marine de la Chambre, dans un de ses voyages dans nos ports, a cru remarquer que le contrôle était insuffisamment organisé ; alors, dans le cours de la discussion des douzièmes provisoires à la Chambre, on demanda et on vota sans aucun débat la disposition dont nous sommes aujourd'hui saisis, c'est-à-dire la création de deux emplois de contrôleurs.

À la commission des finances du Sénat, nous avons estimé qu'il était utile d'avoir quelques explications.

Que dit, à ce sujet, le rapport de M. Aimond, que je m'excuse de remplacer ici ? « Cette disposition soulève des questions d'ordre technique nombreuses sur lesquelles la commission des finances n'a pu entendre le ministre compétent. Dans ces conditions, messieurs, nous vous proposons la disjonction. »

Croyez-vous, en effet, que nous soyons en mesure d'instituer aujourd'hui un débat d'ordre technique comme celui que vient de soulever notre collègue sans que le Sénat puisse être éclairé sur la question ?

C'est au ministre seul qu'il appartient de dire si vraiment il a besoin de ces deux contrôleurs, et c'est seulement sur sa demande formelle, introduite devant les Chambres, que la discussion peut s'ouvrir. (Très bien ! très bien !)

M. Guilloteaux. Je demande la parole.

Voix nombreuses. Aux voix ! aux voix !

M. le président. La parole est à M. Guilloteaux.

M. Guilloteaux. Messieurs, je vous supplie d'être patients, car je n'ai que quelques mots à dire !

La loi organique qui a été établie dans chacun de nos grands ports un contrôleur général date de 1902. En 1913, on a eu besoin de deux contrôleurs généraux à Paris, l'un au ministère de la marine pour le contrôle du budget, l'autre au sous-secrétariat d'Etat de la marine marchande, qui venait d'être créé. Il en résulte que seuls les ports de Rochefort et de Cherbourg n'en ont plus depuis cette époque. Or, est-ce au moment précis où le Parlement tout entier reconnaît plus que jamais la nécessité du contrôle, que nous allons refuser au ministre de la marine lui-même les deux contrôleurs généraux qu'il nous demande de rétablir, afin de le renforcer ?

M. le président de la commission des finances. Le ministre ne l'a pas demandé.

M. Guilloteaux. La commission de la marine, et la commission des finances de la Chambre ont émis à cet égard un avis favorable ; n'allez pas refuser à la marine, messieurs, le contrôle qui vous est demandé !

De deux choses l'une, en effet : ou bien les

contrôleurs généraux ne sont pas utiles, et alors supprimez-les dans tous les ports (*Exclamations*), ou bien ils sont nécessaires, et alors rendez-nous ceux qu'on a supprimés temporairement, dans les deux ports de Rochefort et de Cherbourg. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. l'amiral Lacaze, ministre de la marine. Comme on l'a dit, cet article ne provient pas de mon initiative ; mais je l'ai accepté, dans une lettre au président de la commission du budget de la Chambre, qui m'avait écrit à son sujet.

Nous nous trouvions, en effet, dans une situation anormale : Dans deux de nos ports, nous ne pouvions, avec le cadre actuel, placer un contrôleur général parce que, depuis plusieurs années, deux postes nouveaux de contrôleurs généraux avaient été créés à Paris.

Il convient de légaliser la situation. De ces deux fonctionnaires, l'un est à la marine marchande, l'autre est chargé du service des missions.

Avant de répondre à la commission de la Chambre, j'ai consulté M. le directeur général du contrôle, qui a insisté pour le complément du cadre des ports, et je partage cet avis. Il m'a affirmé que la suppression des petits employés n'avait aucun inconvénient.

M. Emile Chautemps. Alors, il y aura neuf officiers généraux pour six commandants.

M. Guilloteaux. La proportion est plus grande dans la marine.

M. Emile Chautemps. Je ne m'oppose pas à la mesure proposée ; je demande seulement qu'elle soit étudiée.

M. le président. La parole est à M. Monis.

M. Ernest Monis. Je sais combien il est difficile de s'imposer à cette heure à l'attention du Sénat, et j'ai le respect de cette Assemblée ; mais, si je m'expose au danger d'une intervention, c'est que j'ai une conviction profonde.

Le contrôle, dans la marine, est essentiellement préventif ; il agit auprès des administrations voisines par voie de collaboration, de conversations et de conseils.

Nous avons eu, depuis une quinzaine d'années, la tentation de transformer l'institution en vue d'empêcher des inconvénients éventuels. Pour arriver à ce résultat, nous avons, dans la loi organique, décidé que, dans chacun des grands ports, il y aurait un contrôleur qui pourrait parler d'égal à égal avec les généraux, et qui aurait deux étoiles comme eux. Les événements ont fait que, dans les ports de Rochefort et de Cherbourg, on a enlevé ces gradés. Il faut les remplacer. Pourquoi ? Parce que, plus que jamais, ce contrôle efficace est nécessaire. Et voilà où je ne comprends plus l'attitude de la commission des finances.

M. le président de la commission des finances. Je demande la parole.

M. Ernest Monis. C'est que, à l'heure où je vous parle, les travaux ont pris une importance considérable. Ainsi, en temps de paix, la loi organique exigeait qu'il y eût un contrôleur de première classe à l'arsenal de Rochefort. Vous faites fi de cette précaution. Eh bien ! sachez donc que les travaux qui étaient contrôlés étaient de 400 millions annuellement, et qu'ils sont arrivés à un chiffre supérieur à 800 millions. Pendant que les opérations sont doublées, vous acceptez de diminuer les conditions dans lesquelles vous assurez les travaux.

Je n'insiste pas, et, en mon âme et conscience, je voterais certainement comme a voté la Chambre des députés et conformé-

ment à l'autorité de la parole ministérielle. Le ministre vous a donné son sentiment, il y a là une question urgente, une question qui touche à nos finances. Je n'hésite pas à la voter. (*Applaudissements.*)

M. Guilloteaux. La commission de la marine a donné aussi son avis.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. le président de la commission. Messieurs, il est de mon devoir de mettre le Sénat en garde contre le procédé qu'on lui soumet.

Si M. le ministre de la marine était convaincu de la nécessité de la création de ces deux emplois, cette conviction devait être antérieure à la proposition qui en a été faite à la Chambre. (*Très bien !*)

Voilà le premier point. M. le ministre de la marine étant ainsi convaincu, il avait — qu'il me permette de le lui dire — le devoir de s'entendre avec M. le ministre des finances et de déposer un projet de loi.

Je n'entends pas rendre le ministère actuel responsable des irrégularités commises. Il en a été commis une au moment où on a envoyé à Paris, pour les attacher au ministère et au sous-secrétariat d'Etat, deux contrôleurs généraux qui devraient être dans les ports. Un long temps s'est écoulé depuis cette époque.

Comment se fait-il que tous les ministres qui se sont succédé n'aient pas recherché à rétablir un état de choses qu'ils considéraient comme légal ?

Il faut que tout cela soit dit. Que M. le ministre de la marine veuille bien venir devant la commission et nous donner des explications, qu'il nous fasse connaître son sentiment, ce qu'il n'a pas fait jusqu'ici.

M. le ministre des finances. Je vous demande pardon : je l'ai fait connaître verbalement à la commission des finances.

M. le président de la commission des finances. Vous-même, monsieur le ministre, n'êtes pas certain que de cette mesure puisse résulter une économie.

M. le ministre des finances. Ce n'est pas une économie.

M. le président de la commission des finances. Vous voyez donc qu'il y a d'autres points de vue à envisager. Nous ne demandons pas au Sénat de repousser la mesure qui lui est proposée ; la commission retient cet article pour l'examiner ; elle demande seulement au Sénat de le disjoindre.

M. Ribière. Qu'est-ce que ces contrôleurs généraux peuvent bien faire à Paris ?

Voix nombreuses. Aux voix ! aux voix !

M. le président. Je mets aux voix la disjonction de l'article 10 voté par la Chambre, demandée par la commission.

(Après une première épreuve déclarée douteuse, le Sénat, par assis et levé, prononce la disjonction de cet article.)

M. le président. « Art. 10. — Est supprimé un emploi de directeur à l'administration centrale du ministère du travail et de la prévoyance sociale.

« Est autorisée la création d'un emploi de chef de division à la même administration. »

M. Albert Peyronnet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Peyronnet.

M. Albert Peyronnet. Il est bien entendu que l'économie qui résulte de la transformation de l'emploi de directeur de l'assurance en un emploi de chef de division,

et qui se chiffre par une économie de 7,500 fr., est immédiate, qu'elle est d'ores et déjà effective et qu'elle ne saurait, sous aucun prétexte, être affectée à la création d'emplois nouveaux.

M. le ministre du travail. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail.

M. le ministre du travail. La transformation qui vous est proposée et qui a été expliquée dans le projet de décret communiqué aux commissions des deux Chambres dérive des faits suivants.

La direction du travail, au ministère du travail, avait besoin d'un bureau nouveau pour assurer l'application de la loi du 10 juillet 1914 sur le salaire des ouvrières à domicile et des dispositions visant le travail féminin. Elle m'a demandé ce bureau.

Par un sentiment que le Sénat comprend, je n'ai pas voulu proposer la création d'un nouveau bureau en temps de guerre; mais je me suis ingénié à trouver le moyen d'appliquer les lois dont j'ai la charge avec le personnel actuel ou avec certaines modifications de nature à ne point augmenter mes crédits.

Or, j'ai constaté que le bureau jusque-là chargé des retraites des ouvriers mineurs pouvait être remplacé par deux fonctionnaires — d'élite, il est vrai — ayant une grave responsabilité, l'un se chargeant de la correspondance entre le ministre et la caisse autonome, l'autre prenant souci des nombreuses caisses de retraites des ouvriers mineurs.

J'ai trouvé ces deux fonctionnaires en supprimant un poste de directeur que je remplace par un poste de chef de division avec le traitement minimum de tous les ministères, je puis l'affirmer, pour ce grade.

Quant au bureau qui s'occupait jusqu'alors des retraites des ouvriers mineurs, il deviendra le bureau supplémentaire de la direction du travail. Et ainsi, sans crédits nouveaux, nous aurons définitivement obtenu la solution cherchée.

M. Albert Peyronnet. Il résulte des explications de M. le ministre du travail qu'un organisme nouveau va être créé, à savoir, à la direction du travail : quatre bureaux dont deux chefs de bureau d'inspection du travail. De telle sorte que le ministère du travail sera le seul où vous verrez deux chefs de bureau ayant des attributions absolument identiques. Il en résultera des conflits, des frottements, une dualité d'attributions qui ne pourront que nuire à la bonne marche des affaires.

Si deux sections étaient jugées indispensables par suite de l'application de nouvelles lois sociales récemment votées, elles devraient, à mon sens, être dirigées par un seul chef responsable, ayant sous son autorité deux sous-chefs chargés d'une section.

J'estime qu'il ne serait pas convenable, j'ajouterais même qu'il ne serait opportun de procéder à une réorganisation pendant qu'une partie du personnel se trouve au front.

En outre, s'il vous fallait du personnel pour appliquer la loi sur la protection du travail féminin, — et je me félicite du vote de cette loi, — vous n'avez qu'à demander un petit surcroît de travail à vos rédacteurs.

M. le ministre du travail. Je le leur demande en ce moment.

M. Albert Peyronnet. Ils seront très heureux d'apporter ce concours et de faire preuve de patriotisme dans la circonstance, mais il ne faudrait pas profiter de cette application d'une nouvelle loi pour créer

des emplois nouveaux, alors qu'avec le personnel actuel vous avez tout ce qu'il faut pour faire face à ces travaux. Au surplus, alors que tous les rédacteurs des autres ministères donnent une présence de sept heures, au seul ministère du travail, la présence de ces fonctionnaires n'est que de six heures! (*Mouvements divers.*)

Et puis, il y a des raisons qui s'opposent en ce moment à des réorganisations. Une partie du personnel est à la guerre, je le répète; si vous faites des réorganisations elles ne peuvent, elles ne doivent se faire que pour réaliser des économies, et jamais pour justifier des dépenses nouvelles.

M. le ministre du travail. Je réponds point pour point aux observations que vient de présenter M. Peyronnet.

Premier point : pourquoi deux chefs de bureau pour l'application des lois de protection ouvrière ?

Mais, messieurs, n'existe-t-il pas beaucoup de sous-services comportant plusieurs chefs de bureau ? D'après ce que j'ai dit tout à l'heure, — le Sénat me permettra de ne pas me répéter à cette heure tardive, — l'attribution de chacun des deux chefs de bureau sera parfaitement définie.

Second point : les droits des employés au front sont-ils réservés ?

Personne n'en a été plus soucieux que moi et, si vous aviez bien voulu, monsieur Peyronnet, vous qui avez été directeur du personnel au ministère du travail, consulter les tableaux d'avancement, vous auriez vu que tous les employés qui sont au front figurent à leur place et même à une place de faveur sur les tableaux d'avancement (*Très bien ! très bien !*)

Le travail des rédacteurs ?

M. Peyronnet sait bien que je leur en réclame davantage car je remplace tout un bureau par deux rédacteurs seulement.

La question des sept heures de travail ?

L'an dernier, un décret du mois de mars ou d'avril a fixé pour tous les ministères les conditions d'emploi, non pas des rédacteurs mais du personnel auxiliaire, dames dactylographes et auxiliaires proprement dits. Ce décret spécifiait que ces deux catégories d'agents devaient accomplir sept heures de travail. Or, jusqu'en 1915, leur journée avait été de six heures seulement. Mon premier soin, en arrivant au ministère du travail, a été de faire appliquer la journée de sept heures. (*Interruptions sur divers bancs.*)

Il s'agit de sept heures effectives de travail, sans déduction. Au surplus, je ne puis qu'appliquer les lois et décrets. Je les applique très exactement et chacun fournit au ministère du travail le temps fixé par son contrat.

Ce que je vous demande et ce que la commission vous demande aussi de voter n'est évidemment pas fait dans l'intérêt des fonctionnaires, mais dans l'intérêt des services auxquels j'ai l'honneur de présider. (*Très bien ! très bien !*)

M. Albert Peyronnet. J'affirme que les rédacteurs au ministère du travail ne travaillent que six heures, alors que les chefs de service et autres collaborateurs travaillent sept heures et davantage.

M. le ministre du travail. Je proteste.

M. Albert Peyronnet. Je regrette de ne pouvoir accepter cette protestation, monsieur le ministre ! je n'affirme rien que je ne puisse prouver. J'ajoute que, par suite de l'application de ces lois protégeant le travail, M. le ministre demande la création de nouveaux emplois par la formation d'un bureau. Mais ce bureau, qui était anciennement le bureau des retraites des ouvriers mineurs, se compose d'un chef de bureau, d'un sous-chef de section, d'un commis, d'un expéditionnaire et de trois dames dactylographes.

Vous avez donc avec ces fonctionnaires tout le personnel nécessaire, et vous n'avez pas besoin de recourir à des créations d'emploi.

Rien n'est plus simple, du reste, comme je le disais tout à l'heure, que de confier l'inspection du travail à un seul chef de bureau qui aurait sous sa responsabilité deux sous-chefs de section.

Il y va d'une bonne administration. Je suis certain que le Sénat partagera cette manière de voir et verrait avec regret une extension de service dans les circonstances présentes.

M. le président. Il n'y a pas d'autres observations ?...

Je mets aux voix l'article 10.

(L'article 10 est adopté.)

M. le président. « Art. 11. — En vue des besoins temporaires de la période de guerre, les fonds des approvisionnements généraux du service des poudres, fixé en exécution de l'article 10 de la loi du 29 juin 1915, à 50 millions de francs, pourra, au moyen d'avances du Trésor, être porté à 80 millions. » — (Adopté.)

La Chambre des députés a voté, sous le n° 13, la disposition suivante, dont la commission demande la disjonction.

« Des avances peuvent être consenties aux sociétés de production d'énergie électrique, en vue de la création ou du développement de leurs installations industrielles dans les conditions et avec les garanties déterminées par l'article 9 de la loi du 28 septembre 1915. Toutefois, la redevance prévue à cet article pourra être immédiatement fixée dans le contrat.

« Un décret, rendu en conseil d'Etat, réglera les conditions d'application du présent article. »

M. Millières-Lacroix. La commission des finances, d'accord avec le Gouvernement, demande la disjonction de cet article.

M. le président. Je mets aux voix la disjonction.

(La disjonction est prononcée.)

M. le président.

TITRE III

MOTENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS ANNUELLES

« Art. 12. — Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit provisoire de 40,000,000 de francs pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département et des pensions militaires des troupes coloniales à liquider dans le courant du troisième trimestre de 1916.

« Ce crédit s'ajoutera à ceux précédemment accordés par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916. » — (Adopté.)

« Art. 13. — Il est ouvert au ministre de la marine un crédit provisoire de 881,250 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du troisième trimestre de 1916.

« Ce crédit s'ajoutera à ceux précédemment accordés par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916. » — (Adopté.)

« Art. 14. — Il est ouvert au ministre des colonies un crédit provisoire de 88,000 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du troisième trimestre de 1916.

« Ce crédit s'ajoutera à ceux précédemment accordés par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916. » — (Adopté.)

« Art. 15. — Est fixé à 100,000,000 fr., pour le troisième trimestre de 1916, le maximum du compte courant à ouvrir au Trésor pour

tes sommes non employées appartenant aux caisses d'assurances régies par la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, et dont la gestion financière est confiée à la Caisse des dépôts et consignations en vertu de l'article 15 de ladite loi.

« Le taux de l'intérêt servi par le Trésor sera le même que celui du compte courant de la caisse des dépôts et consignations. » — (Adopté.)

« Art. 16. — La valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution de la marine pour emploi, pendant le troisième trimestre de 1916 (crédits-matières), est fixé par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi. » — (Adopté.)

« Art. 17. — Les travaux à exécuter, pendant le troisième trimestre de 1916, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'Etat, pour la continuation des lignes nouvelles en construction des grands réseaux concédés, ne pourront excéder le maximum de 6,350,000 fr.

« Cette somme s'ajoutera à celles précédemment autorisées par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916. » — (Adopté.)

« Art. 18. — Le montant des travaux complémentaires de premier établissement (c'est-à-dire de ceux qui deviennent nécessaires postérieurement à la mise en exploitation des lignes) à exécuter en 1916, et dont le ministre des travaux publics pourra autoriser l'imputation au compte de ces travaux, est fixé, pour le troisième trimestre de 1916, non compris le matériel roulant, à la somme de 18,000,000 fr., qui s'ajoutera à celles précédemment autorisées par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916. » — (Adopté.)

« Art. 19. — Le montant des travaux complémentaires à effectuer sur le chemin de fer de Dakar à Saint-Louis, à l'aide d'avances à faire par l'Etat dans les conditions de l'article 4 de la convention de concession du 30 octobre 1880, et dont le ministre des colonies pourra approuver les projets pendant le troisième trimestre de 1916, sous la réserve de l'inscription au budget du ministère des colonies des crédits nécessaires à l'exécution, ne pourra excéder le maximum de 50,000 fr.

« Cette somme s'ajoutera à celles précédemment autorisées par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916. » — (Adopté.)

« Art. 20. — Toutes contributions directes et indirectes autres que celles qui sont autorisées par les lois en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception. » — (Adopté.)

La parole est à M. de Saint-Quentin, sur l'ensemble de la loi.

M. de Saint-Quentin. J'avais demandé la parole pour expliquer mon vote, mais après les discours de mes amis MM. Chéron, Boivin-Champeaux, et devant l'impatience bien légitime du Sénat, qui désire en terminer, je renonce à monter à la tribune.

M. Aristide Briand, président du conseil, ministre des affaires étrangères. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président du conseil.

M. Aristide Briand, président du conseil, ministre des affaires étrangères. Messieurs, mon intervention à une heure si tardive trouvera son excuse auprès de vous dans

la brièveté de la déclaration que je vous apporte.

Il est arrivé souvent, à propos des douzièmes provisoires, que des discussions assez étendues sur la situation politique du pays se sont instituées entre les Chambres et le Gouvernement.

Je suppose — je suis sûr même — que les circonstances présentes, dont je peux bien dire qu'elles sont les plus graves qu'ait traversées notre existence nationale (*Très bien! très bien!*), font naître en vous le désir bien légitime d'être éclairés sur la situation. (*Très bien! très bien!*)

Ce qui a certainement retenu un grand nombre d'entre vous d'intervenir dans ce débat pour demander des explications au Gouvernement, c'est l'objet même de la discussion, les difficultés au milieu desquelles elle se serait instituée et l'impossibilité, il faut bien le dire, de traiter publiquement certaines questions. (*Très bien! très bien!*)

Je viens vous dire, comme je l'avais fait devant l'autre Chambre où s'est établi un débat qui lui a fait honneur, au cours duquel nous avons pu échanger les explications les plus étendues sur toutes les questions qui préoccupent le Parlement, je viens vous dire à vous, messieurs, que le Gouvernement est à votre entière disposition pour ouvrir devant le Sénat, dans les conditions mêmes de procédure qui ont été adoptées par la Chambre, un débat à l'occasion duquel je m'engage à vous fournir les indications les plus complètes, les plus détaillées, sur la situation générale (*Très bien! très bien!*), soit qu'il s'agisse de la conduite, de la direction des opérations militaires, soit qu'il s'agisse — et je suis certain que vous en êtes préoccupés particulièrement à l'heure actuelle — de la politique extérieure de la France. (*Très bien! très bien! et applaudissements.*)

M. Bepmale. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Bepmale.

M. Bepmale. L'accueil que vient de faire le Sénat aux paroles de M. le président du conseil montre qu'il est tout aussi désireux que l'autre Assemblée d'entendre les explications du Gouvernement, et cela le plus tôt possible. Pour lui en fournir l'occasion, je vais déposer une demande d'interpellation adressée à M. le président du conseil en priant le Sénat de vouloir bien en fixer la date dans le délai le plus bref.

Voix nombreuses. Jeudi! mardi!

M. le président. Il va être procédé au scrutin sur l'ensemble du projet de loi.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	253
Majorité absolue.....	127
Pour.....	253
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

11. — DEMANDE D'INTERPELLATION

M. le président. J'ai reçu de M. Bepmale une demande d'interpellation à M. le président du conseil, sur la direction imprimée à la défense nationale et sur la politique générale.

M. le président. Quel jour le Gouvernement propose-t-il pour la discussion de cette interpellation?

M. le président du conseil. Le Gouvernement accepte la date qu'il conviendra au Sénat de fixer et se tient à son entière disposition. (*Très bien!*)

M. le président. Deux dates sont proposées: jeudi et mardi.

Je mets aux voix le jour le plus éloigné: c'est-à-dire le jeudi 6 juillet.

Après une première épreuve déclarée douteuse, le Sénat décide, par assis et levé, que la discussion de l'interpellation de M. Bepmale est fixée au mardi 4 juillet.

12. — DÉPÔT DE PROPOSITIONS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. Louis Martin une proposition de loi tendant à la création de chambres d'agriculture.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, la proposition de loi est renvoyée à la commission nommée le 27 juin 1912 et saisie de propositions connexes.

Elle sera imprimée et distribuée.

J'ai reçu également de M. Louis Martin une proposition de loi tendant à la création dans chaque localité d'un tableau contenant les noms de tous les enfants de la localité tombés au champ d'honneur et à l'établissement d'un livre d'or des municipalités françaises.

M. le président. La proposition de loi est renvoyée à la commission d'initiative.

Elle sera imprimée et distribuée.

M. le président. Enfin, j'ai reçu de M. Emile Chautemps une proposition de loi instituant le warrant industriel.

M. le président. La proposition de loi est renvoyée à la commission d'initiative.

Elle sera imprimée et distribuée.

13. — FIXATION DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Le Sénat voudra, je pense, tenir séance demain, à quatre heures. (*Adhésion.*)

Voici quel pourrait être l'ordre du jour: 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de Varcolomp, département des Basses-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne;

Suite de la discussion de la proposition de loi de M. Astier et d'un grand nombre de ses collègues, relative à l'organisation de l'enseignement technique, industriel et commercial;

Suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à supprimer les taxes d'octroi de la ville de Paris pour certaines catégories de poissons de mer;

1^{re} délibération sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter l'article 20 de la loi du 24 juillet 1889 sur les enfants maltraités ou moralement abandonnés;

1^{re} délibération sur: 1^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant les allocations aux familles des mobilisés; 2^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant les cas de recours devant la commission supérieure des allocations.

M. Touron. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Touron.

M. Touron. Messieurs, je demande qu'en tout cas, s'il y a séance demain, la question de l'enseignement technique ne soit pas mise à l'ordre du jour. Nous sommes, à l'heure qu'il est, très peu de sénateurs en

séance, personne ne sera prévenu et nous risquerions d'assister à une séance semblable à celle qui a eu lieu lorsqu'on a discuté cette importante question. Je rappelle au Sénat que les trente et un premiers articles ont été votés par treize sénateurs. Je désirerais que nous puissions discuter le reste de cette proposition de loi en face de deux ou trois sénateurs de plus. (*Sourires.*)

M. Eugène Lintilhac. Il y en avait dix-neuf.

M. Touron. Je demande au Sénat de ne pas fixer sa prochaine séance à demain.

M. le ministre des finances. Il est nécessaire que la prochaine séance du Sénat soit fixée à demain, le projet de douzièmes devant retourner à la Chambre.

M. Touron. Quoi qu'il en soit, je demande simplement que l'enseignement technique ne soit pas inscrit à l'ordre du jour de demain.

M. Astier. C'est à la demande de la commission que le Sénat s'est arrêté au titre V. Il n'y avait ni orateurs inscrits, ni amendements déposés...

M. Touron. Ni sénateurs présents. (*Sourires.*)

M. Astier. Logiquement, on aurait dû continuer le vote des articles; nous avons demandé, par une courtoisie que M. Touron a appréciée, le renvoi à une séance ultérieure de la continuation de la discussion. Nous ne nous trouvons pas en présence d'un amendement, mais de la demande de M. Touron, qui n'a manifesté jusqu'à ce jour que le désir de présenter des observations. Il s'agit d'une question mise depuis très longtemps à l'étude et M. Touron est le seul opposant, depuis dix ans que la question est discutée dans tous les milieux spéciaux; tous les congrès, patronaux ou ouvriers, comme le Gouvernement, se sont prononcés en faveur de la proposition de loi, M. Touron conviendra qu'étant au courant de la question, il peut très bien la discuter demain. Dans ces conditions, je demande le maintien à l'ordre du jour de la discussion de la proposition de loi sur l'enseignement technique.

M. Touron. Je regrette de répondre à M. Astier qu'il fait erreur.

L'autre jour, la discussion de cinq titres s'est produite dans les conditions que je viens d'indiquer. Je suis rentré en séance à la fin de la lecture du quatrième titre, et vous avez dit : « Je suppose que M. Touron a des observations à présenter sur le cinquième titre; je vais demander qu'on s'arrête à ce titre ».

J'ai accepté, mais sans rien demander de plus.

La discussion s'est déroulée pendant que la commission des finances entendait M. le ministre des finances et que la commission des loyers délibérait. Je fais partie des deux commissions. Je suis resté ici pour m'opposer à l'urgence. La commission des finances, qui était intéressée à la question, n'assistait pas à la séance. Il était fâcheux qu'on discutât en l'absence des membres de cette commission. Le Sénat a passé outre. Je n'avais qu'à m'incliner.

Aujourd'hui vous nous demandez de continuer à délibérer devant des banquettes. Permettez-moi de ne pas vous suivre.

M. Astier. Nous n'avons pas discuté, lundi dernier, devant des banquettes. Il y avait autant de sénateurs au moment du vote qu'il y en a d'habitude. Tout le monde était libre d'assister à la discussion.

Si, je le répète, il y avait eu un amendement ou un orateur inscrit, cela n'aurait pas été uniquement par courtoisie, mais

pour obéir au règlement, que nous aurions renvoyé la discussion à une séance ultérieure.

Lorsque nous sommes arrivés au titre V, qui pouvait soulever des objections de la part de M. Touron, la commission elle-même — et le *Journal officiel* en fait foi — a demandé le renvoi.

M. le président. M. Touron demande, messieurs, que la suite de la discussion de la proposition de loi sur l'enseignement technique ne soit pas maintenue à l'ordre du jour de la séance de demain.

Je consulte le Sénat sur le maintien de l'ordre du jour.

(Après une épreuve déclarée douteuse, le Sénat décide, par assis et levé, le maintien de la suite de la discussion de la proposition de loi sur l'enseignement technique à l'ordre du jour de la prochaine séance.)

M. le président. En conséquence, messieurs, le Sénat se réunira demain vendredi, à quatre heures, en séance publique, avec l'ordre du jour précédemment réglé. (*Assentiment.*)

Personne ne demande plus la parole?...

La séance est levée. †

(La séance est levée à neuf heures.)

Le Chef par intérim du service de la sténographie du Sénat,

ARMAND POIREL.

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu :

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... »

1035. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 27 juin 1916, par **M. Devins**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** si les commissions de réception peuvent réquisitionner des vaches indispensables à la petite agriculture.

1036. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 28 juin 1916, par **M. Martinet**, sénateur, demandant à **M. le ministre des finances** sur quelles bases légales repose l'évaluation du revenu de la propriété non bâtie.

1037. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 28 juin 1916, par **M. Henri Michel**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la marine** quelles garanties ont été exigées des candidats, nommés commissaires auxiliaires de la marine, en vertu du décret du 19 janvier 1916, aucune publicité n'ayant été donnée.

1038. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 28 juin 1916, par **M. Achille Maureau**, sénateur, demandant à **M. le ministre de l'intérieur** que sa cir-

culaire du 10 novembre 1915 qui concerne l'affichage dans les communes du texte des citations à l'ordre de l'armée soit obéi.

1039. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 28 juin 1916, par **M. Devins**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** si les présidents des comités de réception du ravitaillement peuvent demander aux maires d'avertir les intéressés des jour et lieu de réception des animaux.

1040. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 28 juin 1916, par **M. Devins**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** si les décisions des conseils de réception en matière de réquisitions doivent être soumises aux comités municipaux de répartition quand les étales ont été visitées en l'absence du maire déclarant ne pouvoir satisfaire à la réquisition.

1041. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 29 juin 1916, par **M. Hayez**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** que l'attribution de la « médaille de la reconnaissance française », récompense les infirmières professionnelles qui veillent auprès des blessés.

1042. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 29 juin 1916, par **M. Hayez**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** que les tours de permission soient réalisés sans retard pour les compagnies restées aux sous-dépôts.

1043. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 29 juin 1916, par **M. Hayez**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre**, que les ouvriers des parcs de réparation d'automobiles originaires des départements envahis, soient dès la démobilisation, renvoyés d'urgence dans leurs foyers.

1044. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 29 juin 1916, par **M. Villiers**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** que certains gendarmes maritimes servant aux armées reçoivent une indemnité journalière de frais de logement comme ceux de la frontière ou dans la zone de l'intérieur, et que leur soit renouvelée, cette année, l'indemnité familiale de 50 centimes par enfant avec une indemnité d'usure d'effets.

1045. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 29 juin 1916, par **M. le marquis de Kérouartz**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** si l'intendance militaire peut appliquer aux locaux affectés à une infirmerie régimentaire le taux fixé pour les cantonnements, alors que les prescriptions ministérielles fixent uniformément l'indemnité à un centime par jour et par mètre superficiel occupé.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Réponse de **M. le ministre de la justice** à la question écrite n° 928, posée, le 12 mai 1916, par **M. Boivin-Champeaux**, sénateur.

M. Boivin-Champeaux, sénateur, de

mande à M. le ministre de la justice que les militaires blessés envoyés en congé illimité et proposés pour la réforme n° 1 bénéficient, jusqu'à la liquidation définitive de leur pension, des dispositions de l'article 4 de la loi du 5 août 1914 interdisant toute poursuite et tout acte d'exécution contre les citoyens présents sous les drapeaux.

2^e réponse.

Aux termes d'une lettre que m'a fait parvenir, le 17 juin courant, M. le ministre de la guerre, les militaires proposés pour la réforme n° 1 et la pension ou gratification ne sont rayés définitivement des contrôles qu'à compter du jour où la pension ou gratification leur a été concédée.

En conséquence, jusqu'à cette date, les intéressés conservent la qualité de mobilisé, au regard de la loi du 5 août 1914.

Réponse de M. le ministre de l'intérieur, à la question écrite n° 984, posée, le 6 juin 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de l'intérieur que les familles des gendarmes auxiliaires bénéficient de l'allocation militaire.

Réponse.

Cette question fait l'objet, depuis quelque temps déjà, d'un examen tout particulier de la part des ministères intéressés à l'application de la loi du 5 août 1914.

Sur l'intervention du ministre de l'intérieur, des propositions ont été formulées par M. le ministre de la guerre tendant à accorder aux gendarmes auxiliaires l'indemnité spéciale de mobilisation qui est de 1 fr. 30 pour les sous-officiers et de 1 franc pour les brigadiers et gendarmes.

Ces propositions ont été soumises à M. le ministre des finances : dès que celui-ci y aura donné son acquiescement, M. Gaudin de Villaine en sera avisé.

Le ministre de l'intérieur croit devoir ajouter que M. Gaudin de Villaine a été personnellement tenu au courant par lettre du 19 juin courant de l'échange de vues qui avait lieu sur la question dont il s'agit entre le ministère de l'intérieur et les ministères des finances et de la guerre.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1002, posée, le 15 juin 1916, par M. Maurice Faure, sénateur.

M. Maurice Faure, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un sous-officier libérable en août 1914, après quinze ans de services, admis à l'examen pour l'emploi civil de percepteur, mais non classé parce que les listes trimestrielles n'ont pas paru depuis le début de la guerre, y sera classé après la guerre sans nouvel examen, ni blessure reçue.

Réponse.

Si l'intéressé a obtenu le certificat d'aptitude professionnelle pour l'emploi de percepteur, il pourra, dès que les dispositions de la loi du 21 mars 1906 auront été remises en vigueur, être présenté à la commission de classement instituée par l'article 70 de la loi précitée, à défaut de militaires et marins réformés n° 1 ou retraités par suite d'infirmités résultant de blessures ou de maladies contractées devant l'ennemi, pendant la guerre actuelle.

S'il a subi les épreuves exigées, mais si la commission centrale prévue par le décret du 26 août 1905 n'a pas statué sur la déli-

vrance du certificat d'aptitude, sa situation sera réglée par une mesure générale concernant les candidats qui se trouvent dans le même cas, mesure qui sera prise lorsque les circonstances permettront de reconstituer les commissions d'examen.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1014, posée, le 21 juin 1916, par M. Gomot, sénateur.

M. Gomot, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que les cultivateurs de profession, sous-officiers du service armé, classes 1889 et 1890, formant les cadres auxiliaires des sections de C. O. A. bénéficient de sursis de fenaïson.

Réponse.

Il ne peut être donné satisfaction à la demande formulée par l'honorable sénateur; les sursis sont exclusivement réservés aux agriculteurs R. A. T. du service auxiliaire.

Ordre du jour du vendredi 30 juin.

A quatre heures, séance publique :

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de Var-Colomp, département des Basses-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne. (N°s 193, année 1914, et 242, année 1916. — M. Empereur, rapporteur.)

Suite de la discussion de la proposition de loi de M. Astier et d'un grand nombre de ses collègues, relative à l'organisation de l'enseignement technique, industriel et commercial. (N°s 47, année 1913; 335, année 1914, et 277, année 1915. — Astier, rapporteur. — Urgence déclarée.)

Suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à supprimer les taxes d'octroi de la ville de Paris pour certaines catégories de poissons de mer. (N°s 282, année 1914, et 483, année 1915. — M. Riotteau, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter l'article 20 de la loi du 24 juillet 1889 sur les enfants maltraités ou moralement abandonnés. (N°s 136 et 230, année 1916. — M. Cazeneuve, rapporteur.)

1^{re} délibération sur : 1° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant les allocations aux familles des mobilisés; 2° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant les cas de recours devant la commission supérieure des allocations. (N°s 352, 363, année 1915, et 23, année 1916. — M. André Lebert, rapporteur.)

Erratum

au compte rendu in extenso de la séance du vendredi 17 mars 1916 (Journal officiel du 18 mars).

Page 179, 2^e colonne, 26 et 27^e lignes ;

Au lieu de :

« ... comme il est dit à l'article précédent »,

Lire :

« ... comme il est dit à l'article suivant. »

Erratum

au compte rendu in extenso de la séance du jeudi 15 juin 1916 (Journal officiel du 16 juin).

Page 542, 1^{re} colonne, 72^e ligne,

Au lieu de :

« ... et des groupements sociaux »,

Lire :

« ... et des groupements sociaux, savoir »

Errata

au compte rendu in extenso de la séance du lundi 26 juin 1916 (Journal officiel du 27 juin 1916).

Page 599, 1^{re} colonne, 43^e ligne,

Au lieu de :

« M. Cahendy »,

Lire :

« M. Cohendy ».

Page 599, 1^{re} colonne, 53^e ligne,

Au lieu de :

« ... un des importants travaux... ».

Lire :

« ... ni les importants travaux... ».

Page 599, 1^{re} colonne, 86^e ligne,

Au lieu de :

« ... une modification... »,

Lire :

« ... une codification... ».

Annexes au procès-verbal de la séance du 29 juin.

SCRUTIN

Sur le projet de loi portant ouverture et annulation, sur les exercices 1915 et 1916, de crédits concernant les services de la guerre.

Nombre des votants..... 253
Majorité absolue..... 127

Pour l'adoption..... 253
Contre..... 0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Aïmond. Albert Peyronnet. Amic. Astier. Aubry. Audifred. Audren de Keruel (général). Aunay (d').

Barbier (Léon). Basire. Baudet (Louis). Baudin (Pierre). Beauvisage. Béjarry (de). Belhomme. Bepmale. Berard (Alexandre). Bersez. Bidault. Bienvenu Martin. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Bouy-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourganel. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville Moysan. Brindeau. Bussiére. Butterlin.

Cabart-Danneville. Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazeneuve. Chapuis. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chastenet (Guillaume). Chaumie. Chauteemps (Emile). Chauveau. Chéron (Henry). Clemenceau. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courcel (baron de). Courrégelongue. Couyba. Crémieux (Fernand). Crepin. Cuvinet.

Daniel. Darbot. Daudé. Debierre. Decker-David. Defumade. Delahaye (Dominique). Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Denoix. Destieux-Junca. Develle (Jules). Devins. Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dupont. Dupuy (Jean).

Elva (comte d'). Empereur. Estournelles de Constant (d'). Fabien Cesbron. Fagot. Faisans. Farfy.

PAIN MARTEL Penoux. Flaisnières. Flaudin (Etienne). Fleury (Paul). Forsans. Fortin. Freycinet (de).

Gabriel Galup Gaudin de Villaine. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genel. Genoux. Gentilliez. Gérard (Albert). Gervais. Girard (Théodore). Gouzy. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillemaut. Guillier. Guilloteaux. Guingand.

Halgan. Hayez. Henri Michel. Henry Bérenger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien). Huguet. Humbert (Charles).

Jaille (vice amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Jonnart. Jouffray.

Kérandec'h (de). Kérouartz (de).

La Batut (de). Lamarzelle (de). Langenhagen (de). Larère. Las Cases (Emmanuel de). Latappy. Lebert. Leblond. Leglos. Le Hérissé. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanché. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Magny. Maillard. Martin (Louis). Mascle. Mascuraud. Maureau. Maurice-Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier (général). Mercier (Jules). Merlet. Milan. Milliard. Millières-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuillat. Monis (Ernest). Monnier. Monssevin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Murat. Nègre. Noël.

Ordinaire (Maurice). Ournac.

Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Perchot. Pérès. Perreau. Peschaud. Petitjean. Peyrot (J.-J.). Peytral. Pichon (Louis). Pichon (Stéphen). Pic-Paris. Poirrier. Poirson. Pontbriand (du Breil, comte de). Pontaille. Poulle.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reymonenq. Reynald. Ribière. Riboisière (comte de la). Ribot. Richard. Rioteau. Riou (Charles). Rivet (Gustave). Rouby. Rouland. Rousé.

Sabaterie. Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancet. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Servant Simonet. Steeg (T.). Surreaux.

Thiery (Laurent). Thounens. Touron. Trouillot (Georges). Trystram.

Vacherie. Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Ville. Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénil. Dehove. Dron. Dubost (Antonin). Ermant. Gomot. Martell. Millières-Lacroix. Potié. Séblin.

N'A PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusé de ne pouvoir assister à la séance :

M. Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Goirand, Marcère (de). Martinet. Philippot. Trévèneuc (comte de).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	252
Majorité absolue.....	127
Pour l'adoption.....	252
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN

Sur le chapitre 22 du ministère du travail, voté par la Chambre des députés « service d'observations des prix : 3,000 fr. ».

Nombre des votants.....	247
Majorité absolue.....	124
Pour l'adoption.....	146
Contre.....	101

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Amic. Astier. Aunay (d'). Barbier (Léon). Beauvisage. Belhomme. Bepmale. Bersez. Bidault. Bienvenu Martin. Bonnefoy-Sibour. Bourgeois (Léon). Bussière. Butterlin.

Cannac. Castillard. Cauvin. Cazeneuve. Chapuis. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chaumié. Chautemps (Emile). Chéron (Henry). Clemenceau. Codet (Jean). Combes. Couyba. Crémieux (Fernand).

Darbot. Debierre. Decker-David. Defumade. Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Denoix. Destieux-Junca. Develle (Jules). Doumergue (Gaston). Dupont. Dupuy (Jean).

Elva (comte d'). Empereur. Estournelles de Constant (d').

Fagot. Farny. Félix Martin. Fenoux. Flaisnières. Freycinet (de).

Galup. Gauthier. Gauvin. Genoux. Gérard (Albert). Gervais. Girard (Théodore). Gouzy. Goy. Gravin. Grosjean. Guillemaut. Guillier. Guingand.

Hayez. Henry Bérenger. Herriot. Huber (Lucien). Huguet.

Jouffray.

La Batut (de). Langenhagen (de). Latappy. Lebert. Leglos. Le Hérissé. Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Magny. Martin (Louis). Mascuraud. Maureau. Maurice-Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier (Jules). Mir (Eugène). Mollard. Monfeuillat. Monis (Ernest). Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Murat.

Nègre. Noël.

Ournac.

Paul Strauss. Pédebidou. Perchot. Perreau. Petitjean. Peyrot (J.-J.). Pichon (Stéphen). Pic-Paris. Poirrier. Pontaille. Poulle.

Ranson. Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Reymonenq. Ribière. Ribot. Richard. Rivet (Gustave). Rouby. Rousé.

Sabaterie. Saint-Romme. Sancet. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Servant Simonet. Surreaux.

Thounens. Trouillot (Georges). Trystram.

Vacherie. Vallé. Vieu. Viger. Ville. Vinet. Viseur. Vissaguet.

ONT VOTÉ CONTRE :

MM. Aimond. Albert Peyronnet. Aubry. Audiffred. Audren de Kerdrel (général).

Baudet (Louis). Baudin (Pierre). Béjarry (de). Bérard (Alexandre). Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourganel. Brager de La Ville-Moysan. Brindeau.

Cabart-Danneville. Capéran. Catalogne. Chastenet (Guillaume). Chauveau. Colin (Maurice). Courcel (baron de). Courrégelongue. Crépin. Cuviniot.

Daniol. Daudé. Delahaye (Dominique). Devins. Doumer (Paul).

Fabien Cesbron. Faisans. Fleury (Paul). Forsans. Fortin.

Gabrielli. Gaudin de Villaine. Gavini. Genet. Gentilliez. Grosdidier. Guérin (Eugène). Guilloteaux.

Halgan. Henri Michel. Hervey. Humbert (Charles).

Jaille (vice-amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Jonnart.

Kérandec'h (de). Kérouartz (de).

Lamarzelle (de). Larère. Las Cases (Emmanuel de). Leblond. Lemarié. Le Roux (Paul). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanché.

Maillard. Martell. Mascle. Mercier (général). Merlet. Milan. Milliard. Millières-Lacroix. Monnier. Monsservin.

Ordinaire (Maurice).

Penanros (de). Pérès. Papchaud. Peytral. Pichon (Louis). Poirson. Pontbriand (du Breil, comte de)

Renaudat. Réveillaud (Eugène). Reynald. Riboisière (comte de la). Rioteau. Riou (Charles). Rouland.

Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Selves (de). Steeg (T.).

Thiery (Laurent). Touron.

Vermorel. Vilar (Edouard). Villiers.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénil.

Basire.

Cordelet.

Dehove. Dron. Dubost (Antonin).

Ermant.

Flandin (Etienne).

Gomot.

Pams (Jules). Potié.

Ratier (Antony). Rey (Emile).

Séblin.

Vidal de Saint-Urbain.

N'A PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusé de ne pouvoir assister à la séance :

M. Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Goirand.

Marcère (de). Martinet.

Philippot.

Trévèneuc (comte de).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	251
Majorité absolue.....	126
Pour l'adoption.....	111
Contre.....	140

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN

Sur le projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'exercice 1916, au titre du budget général; 2° l'ouverture de crédits sur l'exercice 1916 au titre des budgets annexes.

Nombre des votants.....	254
Majorité absolue.....	128
Pour l'adoption.....	254
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Aimond. Albert Peyronnet. Amic. Astier. Aubry. Audiffred. Audren de Kerdrel (général). Aunay (d').

Barbier (Léon). Basire. Baudet (Louis). Baudin (Pierre). Beauvisage. Béjarry (de). Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bidault. Bienvenu Martin. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnelat. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourganel. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville-Moysan. Brindeau. Bussière. Butterlin.

Cabart-Danneville. Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazeneuve. Chapuis. Charles Chabert. Charles Dupuy. Chastenet (Guillaume). Chaumié. Chautemps (Emile). Chauveau. Chéron (Henry). Clemenceau. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet.

Courcel (baron de), Courrégelongue, Couyba, Crémieux (Fernand), Crépin, Cuvinot.

Daniel, Darbot, Daudé, Debierre, Decker-David, Defumade, Delahaye (Dominique), Delhon, Dellestable, Deloncle (Charles), Denoix, Destieux-Junca, Develle (Jules), Devins, Doumer (Paul), Doumergue (Gaston), Dupont, Dupuy (Jean).

Elva (comte d'), Empereur, Estournelles de Constant (d').

Fabien-Cesbron, Fagot, Faisans, Farny, Félix Martin, Fenoux, Flaissières, Flandin (Etienne), Fleury (Paul), Forsans, Fortin, Freycinet (de).

Gabrielli, Galup, Gaudin de Villaine, Gauthier, Gauvin, Genet, Genoux, Gentilhez, Gérard (Albert), Gervais, Girard (Théodore), Gozvy, Goy, Gravin, Grosdidier, Grosjean, Guérin (Eugène), Guillemaut, Guillier, Guilloteaux, Guingand.

Haigan, Hayez, Henri Michel, Henry Bérenger, Herriot, Hervey, Hubert (Lucien), Huzuet, Humbert (Charles).

Jaillé (vice-amiral de la), Jeanneney, Jénouvrier, Jonnart, Jouffray.

Kéranflech (de), Kérouartz (de).

La Batut (de), Lamarzelle (de), Langenhagen (de), Larère, Las Cases (Emmanuel de), Lappay, Lebert, Leblond, Leglos, Le Hérisse, Lemarié, Le Roux (Paul), Leygue (Honoré), Leygue (Raymond), Lhopiteau, Limon, Limouzain-Laplanche, Lintilhac (Eugène), Loubet (J.), Lourties, Lucien Cornet, Magny, Maillard, Martell, Martin (Louis), Mascié, Mascuraud, Maureau, Maurice Faure, Mazière, Méline, Menier (Gaston), Mercier (général), Mercier (Jules), Merlet, Milan, Millard, Millès-Lacroix, Mir (Eugène), Mollard, Monfeullart, Monis (Ernest), Monnier, Mousservin, Morel (Jean), Mougeot, Mulac, Murat.

Nègre, Noël.

Ordinaire (Maurice), Ournac.

Pans (Jules), Paul Strauss, Pédebidou, Penanros (de), Perchot, Pérès, Perreau, Peschaud, Petitjean, Peyrot (J.-J.), Peytral, Pichon (Louis), Pichon (Stéphen), Pic-Paris, Poirrier, Poirson, Pontbriand (du Breil, comte de), Ponteille, Poulle.

Ranson, Ratier (Antony), Raymond (Haute-Vienne), Réal, Régismanset, Renaudat, Reveillaud (Eugène), Rey (Emile), Reymoneq, Reynald, Ribière, Ribosière (comte de la), Ribot, Richard, Riotteau, Riou (Charles), Rivet (Gustave), Rouby, Rouland, Rousé.

Sabaterie, Saint-Germain, Saint-Quentin (comte de), Saint-Romme, Sancel, Sarraut (Maurice), Sauvan, Savary, Selves (de), Servant, Simonet, Steeg (T.), Surreaux.

Thiery (Laurent), Thounens, Touron, Trouillot (Georges), Trystram.

Vacherie, Vallé, Vermorel, Vidal de Saint-Urbain, Vieu, Viger, Vilar (Edouard), Ville-Villiers, Vinet, Viseur, Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin, Dehove, Dron, Dubost (Antonin), Ermant, Gomot, Potté, Séblino.

N'A PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusé de ne pouvoir assister à la séance :

M. Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Goirand, Marcère (de), Martinet, Philipot, Tréveneuc (comte de).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	252
Majorité absolue.....	127
Pour l'adoption.....	252
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN

Sur le projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1915 à l'exercice 1916.

Nombre des votants.....	219
Majorité absolue.....	125
Pour l'adoption.....	249
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguillon, Aimond, Albert Peyronnet, Amic, Astier, Aubry, Audiffred, Audren de Kerdel (général), Aunay (d').

Barbier (Léon), Basire, Baudet (Louis), Baudin (Pierre), Beauvisage, Béjarry (de), Belhomme, Bepmale, Berard (Alexandre), Bersez, Bidault, Bienvenu Martin, Blanc, Bodinier, Boivin-Champeaux, Bollet, Bonnefoy-Sibour, Bonnelat, Bony-Cisternes, Boucher (Henry), Boudenoot, Bourganet, Bourgeois (Léon), Brager de La Ville-Moysan, Brindeau, Bussière, Butterlin.

Cabart-Danneville, Cannac, Capéran, Castillard, Catalogne, Cauvin, Cazeneuve, Chapuis, Charles Chabert, Charles Dupuy, Chastenot (Guillaume), Chaumié, Chauveau, Chéron (Henry), Clemenceau, Colet (Jean), Colin (Maurice), Combes, Cordelet, Courcel (baron de), Courrégelongue, Couyba, Crémieux (Fernand), Crépin, Cuvinot.

Daniel, Darbot, Daudé, Debierre, Decker-David, Defumade, Delahaye (Dominique), Delhon, Dellestable, Deloncle (Charles), Denoix, Destieux-Junca, Develle (Jules), Devins, Doumergue (Paul), Doumergue (Gaston), Dupont, Dupuy (Jean).

Elva (comte d'), Empereur, Estournelles de Constant (d').

Fabien-Cesbron, Fagot, Faisans, Farny, Félix Martin, Fenoux, Flaissières, Flandin (Etienne), Fleury (Paul), Forsans, Fortin, Freycinet (de).

Gabrielli, Galup, Gaudin de Villaine, Gauthier, Gauvin, Genet, Genoux, Gentilhez, Gérard (Albert), Gervais, Girard (Théodore), Gozvy, Grosdidier, Grosjean, Guérin (Eugène), Guillemaut, Guillier, Guilloteaux, Guingand.

Haigan, Hayez, Henri Michel, Henry Bérenger, Herriot, Hervey, Hubert (Lucien), Huzuet, Humbert (Charles).

Jaillé (vice-amiral de la), Jeanneney, Jénouvrier, Jonnart, Jouffray.

Kéranflech (de), Kérouartz (de).

La Batut (de), Lamarzelle (de), Langenhagen (de), Larère, Las Cases (Emmanuel de), Lappay, Lebert, Leblond, Leglos, Le Hérisse, Lemarié, Le Roux (Paul), Leygue (Honoré), Leygue (Raymond), Lhopiteau, Limon, Limouzain-Laplanche, Lintilhac (Eugène), Loubet (J.), Lourties, Lucien Cornet, Magny, Maillard, Martell, Martin (Louis), Mascié, Mascuraud, Maureau, Maurice Faure, Mazière, Méline, Menier (Gaston), Mercier (général), Merlet, Millard, Millès-Lacroix, Mir (Eugène), Mollard, Monfeullart, Monis (Ernest), Monnier, Mousservin, Morel (Jean), Mougeot, Mulac, Murat.

Nègre, Noël.

Ordinaire (Maurice), Ournac.

Pans (Jules), Paul Strauss, Pédebidou, Penanros (de), Perchot, Pérès, Perreau, Peschaud, Petitjean, Peyrot (J.-J.), Peytral, Pichon (Louis), Pichon (Stéphen), Pic-Paris, Poirrier, Poirson, Pontbriand (du Breil, comte de), Ponteille, Poulle.

Ranson, Ratier (Antony), Raymond (Haute-Vienne), Réal, Régismanset, Renaudat, Reveillaud (Eugène), Rey (Emile), Reymoneq, Reynald, Ribière, Ribosière (comte de la), Ribot, Richard, Riotteau, Riou

(Charles), Rivet (Gustave), Rouby, Rouland, Rousé.

Sabaterie, Saint-Germain, Saint-Quentin (comte de), Saint-Romme, Sancel, Sarraut (Maurice), Sauvan, Savary, Selves (de), Servant, Simonet, Steeg (T.), Surreaux.

Thiery (Laurent), Thounens, Touron, Trouillot (Georges), Trystram.

Vacherie, Vallé, Vermorel, Vidal de Saint-Urbain, Vieu, Viger, Vilar (Edouard), Ville-Villiers, Vinet, Viseur, Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin, Chautemps (Emile), Dehove, Dron, Dubost (Antonin), Ermant, Gomot, Goy, Gravin, Mercier (Jules), Milan, Potté, Séblino.

N'A PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusé de ne pouvoir assister à la séance :

M. Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Goirand, Marcère (de), Martinet, Philipot, Tréveneuc (comte de).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	253
Majorité absolue.....	127
Pour l'adoption.....	253
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN

Sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1915

Nombre des votants.....	253
Majorité absolue.....	127

Pour l'adoption.....	253
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguillon, Aimond, Albert Peyronnet, Amic, Astier, Aubry, Audiffred, Audren de Kerdel (général), Aunay (d').

Barbier (Léon), Basire, Baudet (Louis), Baudin (Pierre), Beauvisage, Béjarry (de), Belhomme, Bepmale, Berard (Alexandre), Bersez, Bidault, Bienvenu Martin, Blanc, Bodinier, Boivin-Champeaux, Bollet, Bonnefoy-Sibour, Bonnelat, Bony-Cisternes, Boucher (Henry), Boudenoot, Bourganet, Bourgeois (Léon), Brager de La Ville-Moysan, Brindeau, Bussière, Butterlin.

Cabart-Danneville, Cannac, Capéran, Castillard, Catalogne, Cauvin, Cazeneuve, Chapuis, Charles Chabert, Charles Dupuy, Chastenot (Guillaume), Chaumié, Chautemps (Emile), Chauveau, Chéron (Henry), Clemenceau, Codet (Colin), Colin (Maurice), Combes, Cordelet, Courcel (baron de), Couyba, Crémieux (Fernand), Crépin, Cuvinot.

Daniel, Darbot, Daudé, Debierre, Decker-David, Defumade, Delahaye (Dominique), Delhon, Dellestable, Deloncle (Charles), Denoix, Destieux-Junca, Develle (Jules), Devins, Doumer (Paul), Doumergue (Gaston), Dupont, Dupuy (Jean).

Elva (comte d'), Empereur, Estournelles de Constant (d').

Fabien-Cesbron, Fagot, Faisans, Farny,

Félix Martin, Fenoux, Flaissières, Flandin (Etienne), Fleury (Paul), Forsans, Fortin, Freycinet (de).

Gabrielli, Galup, Gaudin de Villaine, Gauthier, Gauvin, Gavini, Genet, Genoux, Gentilliez, Gérard (Albert), Gervais, Girard (Théodore), Gouzy, Goy, Gravin, Grosdidier, Grosjean, Guérin (Eugène), Guillemaut, Guillier, Guilloteaux, Guingand.

Halgan, Hayez, Henri Michel, Henry Béranger, Herriot, Hervey, Hubert (Lucien), Huguel, Humbert (Charles).

Jaille (vice-amiral de la), Jeanneney, Jénouvrier, Jonnart, Jouffray.

Kéranlec'h (de), Kérouartz (de).

La Batut (de), Lamarzelle (de), Langenhagen (de), Larère, Las Cases (Emmanuel de), Latappy, Lebert, Leblond, Leglos, Le Hérisse, Lemarié, Le Roux (Paul), Leygue (Honoré), Leygue (Raymond), Lhopiteau, Limon, Limouzin-Laplanche, Lintilhac (Eugène), Loubet (J.), Lourties, Lucien Cornet.

Magny, Maillard, Martell, Martin (Louis), Mascle, Mascuraud, Maureau, Maurice Faure, Mazère, Méline, Menier (Gaston), Mercier (général), Mercier (Jules), Merlet, Milan, Milliard, Millès-Lacroix, Mir (Eugène), Mollard, Monfeuillart, Monis (Ernest), Monnier, Monsservin, Morel (Jean), Mougeot, Mulac, Murat.

Nègre, Noël.

Ordinaire (Maurice), Ournac.

Pams (Jules), Paul Strauss, Pédebidou, Penanros (de), Perchot, Pères, Perreau, Peschaud, Petitjean, Peyrot (J.-J.), Peytral, Pichon (Louis), Pichon (Stéphen), Pic-Paris, Poirrier, Poisson, Pontbriand (du Breil, comte de), Ponteille, Poulle.

Ranson, Ratier (Antony), Raymond (Haute-Vienne), Réal, Régismanset, Renaudat, Réveillaud (Eugène), Rey (Emile), Reymonenq, Reynald, Ribière, Riboisière (comte de la), Ribot, Richard, Riotteau, Riou (Charles), Rivet (Gustave), Rouby, Rouland, Rousé.

Sabaterie, Saint-Germain, Saint-Quentin (comte de), Saint-Romme, Sancet, Sarraut (Maurice), Sauvan, Savary, Selves (de), Servant, Simonet, Steeg (T.), Surreaux.

Thiery (Laurent), Thounens, Touron, Trouillot (Georges), Trystram.

Vacherie, Vallé, Vermorel, Vidal de Saint-Urbain, Vieu, Viger, Vilar (Edouard), Ville Villiers, Vinet, Viseur, Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin.

Courrégelongue.

Dehove, Dron, Dubost (Antonin).

Ermant.

Gomot.

Potié.

Séblinc.

N'A PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusé de ne pouvoir assister à la séance :

M. Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Goirand.

Marcère (de), Martinet.

Philipot.

Tréveneuc (comte de).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants..... 254

Majorité absolue..... 128

Pour l'adoption..... 254

Contre..... 0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN

Sur le projet de loi portant ouverture de crédit, sur l'exercice 1916, pour la garantie de l'emprunt marocain de 1914.

Nombre des votants..... 249

Majorité absolue..... 125

Pour l'adoption..... 249

Contre..... 0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilon, Aimond, Albert Peyronnet, Amic, Astier, Aubry, Audiffred, Audren de Kerdron (général), Aunay (d').

Barbier (Léon), Basire, Baudet (Louis), Baudin (Pierre), Beauvisage, Barry (de), Belhomme Bepmaie, Bérard (Alexandre), Bersez, Bidault, Bienvenu Marin, Blanc, Bonnier, Boivin-Champeaux, Bollet, Bonnefoy-Sibour, Bonnelat, Bony-Cisternes, Boucher (Henry), Boudenot, Bourganet, Bourgeois (Léon), Brager de La Ville-Moysan, Brindeau, Bussière, Butterlin.

Cabart-Danneville, Cannac, Capéran, Castillard, Catalogne, Cauvin, Cazeuve, Chapuis, Charles Chabert, Charles Dupuy, Chaumié, Chautemps (Emile), Chauveau, Chiron (Henry), Clemenceau, Codet (Jean), Colin (Maurice), Combes, Cordelet, Courcel (baron de), Couyba, Crémieux (Fernand), Crépia, Cuvinot.

Daniel, Darbot, Daudé, Debierre, Decker-David, Defumade, Delahaye (Dominique), Delhon, Dellestable, Deloncle (Charles), Denoix, Destieux-Junca, Delelle (Jules), Devins, Doumer (Paul), Doumergue (Gaston), Dupout, Dupuy (Jean).

Elva (comte d'), Empereur, Estournelles de Constant (d').

Fabien Cesbron, Fagot, Faisans, Farny, Félix Martin, Fenoux, Flaissières Flandin (Etienne), Fleury (Paul), Forsans, Fortin, Freycinet (de).

Gabrielli, Galup, Gaudin de Villaine, Gauthier, Gauvin, Gavini, Genet, Genoux, Gentilliez, Gérard (Albert), Gervais, Girard (Théodore), Gouzy, Goy, Gravin, Grosdidier, Grosjean, Guérin (Eugène), Guillemaut, Guillier, Guilloteaux, Guingand.

Halgan, Hayez, Henri Michel, Henry Béranger, Herriot, Hervey, Hubert (Lucien), Huguel, Humbert (Charles).

Jaille (vice-amiral de la), Jeanneney, Jénouvrier, Jonnart, Jouffray.

Kéranlec'h (de), Kérouartz (de).

La Batut (de), Lamarzelle (de), Langenhagen (de), Larère, Las Cases (Emmanuel de), Latappy, Lebert, Leblond, Leglos, Le Hérisse, Lemarié, Le Roux (Paul), Leygue (Honoré), Leygue (Raymond), Lhopiteau, Limon, Limouzin-Laplanche, Lintilhac (Eugène), Loubet (J.), Lourties, Lucien Cornet.

Magny, Maillard, Martell, Martin (Louis), Mascle, Mascuraud, Maureau, Maurice Faure, Mazère, Méline, Menier (Gaston), Mercier (général), Mercier (Jules), Merlet, Milan, Milliard, Millès-Lacroix, Mir (Eugène), Mollard, Monfeuillart, Monnier, Monsservin, Morel (Jean), Mougeot, Mulac, Murat.

Nègre, Noël.

Ordinaire (Maurice), Ournac.

Pams (Jules), Paul Strauss, Pédebidou, Penanros (de), Perchot, Pères, Perreau, Peschaud, Petitjean, Peyrot (J.-J.), Peytral, Pichon (Louis), Pichon (Stéphen), Pic-Paris, Poirrier, Poisson, Pontbriand (du Breil) (comte de), Ponteille, Poulle.

Ranson, Ratier (Antony), Raymond (Haute-Vienne), Réal, Régismanset, Renaudat Réveillaud (Eugène), Rey (Emile), Reymonenq, Reynald, Ribière, Riboisière (comte de la), Ribot, Richard, Riotteau, Riou (Charles), Rivet (Gustave), Rouby, Rouland, Rousé.

Sabaterie, Saint-Germain, Saint-Quentin (comte de), Saint-Romme, Sancet, Sarraut (Maurice), Sauvan, Savary, Selves (de), Servant, Simonet, Steeg (T.), Surreaux.

Thiery (Laurent), Touron, Trouillot (Georges), Trystram.

Vacherie, Vallé, Vermorel, Vidal de Saint-

Urbain, Vieu, Viger, Vilar (Edouard), Ville Villiers, Vinet, Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin.

Chastenot (Guillaume).

Courrégelongue.

Dehove, Dron, Dubost (Antonin).

Ermant.

Gomot.

Monis (Ernest).

Potié.

Séblinc.

Thounens.

N'A PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusé de ne pouvoir assister à la séance.

M. Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Goirand.

Marcère (de), Martinet.

Philipot.

Tréveneuc (comte de).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants..... 253

Majorité absolue..... 127

Pour l'adoption..... 253

Contre..... 0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN

Sur la disjonction des deux derniers paragraphes de l'article 4 du projet de loi portant ouverture des crédits prévus à l'article 4 du troisième trimestre de 1916.

Nombre des votants..... 239

Majorité absolue..... 120

Pour l'adoption..... 69

Contre..... 179

Le Sénat n'a pas adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Basire, Baudin (Pierre), Bepmaie, Bérard (Alexandre), Bidault, Bienvenu Martin, Boivin-Champeaux, Bollet.

Cabart-Danneville, Castillard, Chapuis, Chauveau, Chéron (Henry), Couyba.

Daniel, Darbot, Decker-David, Destieux-Junca, Devins.

Elva (comte d').

Fagot, Flandin (Etienne), Fleury (Paul).

Gabrielli, Gaudin de Villaine, Gauvin, Gavini, Genoux, Gérard (Albert), Goy, Gravin, Grosdidier, Guillemaut.

Henry Béranger, Hubert (Lucien), Humbert (Charles).

Jeanneney.

Langenhagen (de), Larère, Lebert, Lucien Cornet.

Mercier (Jules), Milan, Mollard, Monfeuillart, Monnier, Monsservin, Mougeot.

Pichon (Stéphen), Pic-Paris.

Renaudat, Ribière, Richard, Riotteau, Rivet (Gustave).

Saint-Quentin (comte de), Saint-Romme, Sancet.

Trouillot (Georges).

Vallé.

ONT VOTÉ CONTRE :

MM. Aguilon, Aimond, Albert Peyronnet, Amic, Astier, Aubry, Audiffred.

Barbier (Léon). Baudet (Louis). Beauvisage. Béjarry (de). Belhomme. Bersez. Blanc. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourgnel. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville-Moysan. Brindeau. Bussière. Butterlin.

Cannac. Capéran. Catalogne. Cauvin. Caze-neuve. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chastenot (Guillaume). Chaumié. Chautemps (Emile). Clemenceau. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courcel (baron de). Courrégelongue. Crémieux (Fernand). Crépin. Cuvinot.

Daudé. Debierre. Defumade. Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Denoix. Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dupont. Dupuy (Jean).

Empereur. Estournelles de Constant (d').

Faisans. Farny. Félix Martin. Fenoux. Flaissières. Forsans. Fortin. Freycinet (de).

Galup. Gauthier. Genet. Gentiliez. Gervais. Girard (Théodore). Gouzy. Grosjean. Gué-rin (Eugène). Guillier. Guilloteaux. Guin-gand.

Halgan. Hayez. Henri Michel. Herriot. Huguet.

Jaille (vice-amiral de la). Jénouvrier. Jon-nart. Jouffray.

La Batut (de). Lamarzelle (de). Las Cases (Emmanuel de). Latappy. Leblond. Leglos. Le Hérisse. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limouzin-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties.

Magny. Maillard. Martin (Louis). Masclo. Mascaraud. Maureau. Maurice-Faure. Ma-zade. Méline. Menier (Gaston). Mercier (général). Millès-Lacroix. Mir (Eugène). Moins (Ernest). Morel (Jean). Mulac. Murat. Nègre. Noël.

Ordinaire (Maurice). Ournac.

Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Perchot. Pérès. Perreau. Pes-chaud. Petitjean. Peyrot (J.-J.). Peytral. Pi-chon (Louis). Poirrier. Poirson. Ponteille. Poulle.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Réveillaud (Eu-gène). Rey (Emile). Reymonng. Reynald. Ribot. Riou (Charles). Rouby. Rouland. Rousé. Sabaterie. Saint-Germain. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Servant. Si-monet. Steeg (T.). Surreaux.

Thiéry (Laurent). Thounens. Touron. Trys-tram.

Vacherie. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Ville. Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin. Au-dren de Kerdel (général). Aunay (d').

Bodnier.

Debove. Delahaye (Dominique). Develle (Jules). Dron. Dubost (Antonin).

Ermant.

Fabien Cesbron.

Gomot.

Hervey.

Kéranflec'h (de). Kérouartz (de).

Limon.

Martell. Merlet. Milliard.

Pontbriand (du Breil, comte de). Potié.

Riboisière (comte de la).

Séblin.

N'A PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusé de ne pouvoir assister à la séance :

M. Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Goirand.

Marcère (de). Martinet.

Philipot.

Tréveneuc (comte de).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	248
Majorité absolue.....	125
Pour l'adoption.....	64
Contre.....	184

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN

Sur l'amendement de M. Jeanneney à l'article 4.

Nombre des votants.....	230
Majorité absolue.....	116
Pour l'adoption.....	83
Contre.....	147

Le Sénat n'a pas adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilion.

Basire. Baudin (Pierre). Bepmale. Bérard (Alexandre). Bidault. Bienvenu Martin. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bony-Cisternes.

Cabart - Danneville. Castillard. Chapuis. Charles Chabert. Chauveau. Chéron (Henry). Couyba.

Daniel. Darbot. Decker-David. Delahaye (Dominique). Destieux-Junca. Develle (Jules). Devins. Doumer (Paul).

Elva (comte d'). Empereur.

Fabien Cesbron. Fagot. Farny. Fleury (Paul).

Gabrielli. Gaudin de Villaine. Gauvin. Ga-vini. Genoux. Gérard (Albert). Goy. Gravin. Grosdidier. Guillemaut.

Henri Michel. Henry Bérenger. Hubert (Lu-cien). Humbert (Charles).

Jeanneney.

Langenhagen (de). Larère. Lebert. Le Hérisse. Limouzin-Laplanche. Lucien Cornet.

Maurice Faure. Menier (Gaston). Mercier (Jules). Merlet. Milan. Mollard. Montfeuillart. Monnier. Monsservin. Mougeot. Mulac.

Pams (Jules). Perchot. Perreau. Pichon (Stephen). Pic-Paris.

Renaudat. Réveillaud (Eugène). Ribière. Richard. Riotteau. Rivet (Gustave).

Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Saneet. Sarraut (Maurice).

Thiéry (Laurent). Trouillot (Georges).

Vallé. Vilar (Edouard).

ONT VOTÉ CONTRE :

MM. Amond. Albert Peyronnet. Amic. Astier. Audiffred. Audren de Kerdel (général). Aunay (d').

Barbier (Léon). Baudet (Louis). Beauvisage. Béjarry (de). Belhomme. Bersez. Blanc. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourgnel. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville Moysan. Brindeau. Bus-sière. Butterlin.

Cannac. Capéran. Catalogne. Cauvin. Caze-neuve. Charles-Dupuy. Chastenot (Guillaume). Chaumié. Clemenceau. Codet (Jean). Combes. Cordelet. Courrégelongue. Crémieux (Fernand). Crépin. Cuvinot.

Daudé. Debierre. Defumade. Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Denoix. Doumergue (Gaston). Dupont. Dupuy (Jean). Estournelles de Constant (d').

Faisans. Félix Martin. Fenoux. Flaissières. Forsans. Fortin. Freycinet (de).

Galup. Gauthier. Genet. Gentiliez. Ger-vais. Girard (Théodore). Gouzy. Grosjean. Guillier. Guilloteaux. Guingand.

Hayez. Herriot. Huguet.

Jaille (vice-amiral de la). Jonnart. Jouffray.

La Batut (de). Lamarzelle (de). Las Cases (Emmanuel de). Latappy. Leblond. Leglos. Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lho-piteau. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties.

Magny. Martin (Louis). Masclo. Mascu-raud. Maureau. Mazière. Méline. Mercier (général). Millès-Lacroix. Mir (Eugène). Moins (Ernest). Morel (Jean). Murat. Nègre. Noël.

Ournac. Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Pérès. Petitjean. Peyrot (J.-J.). Pichon (Louis). Poirrier. Poirson. Ponteille. Poulle.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Rey (Emile). Reymonng. Reynald. Ribot. Riou (Charles). Rouby. Rouland. Rousé.

Sabaterie. Sauvan. Savary. Selves (de) Servant. Simonet. Steeg (T.). Surreaux.

Thounens. Trystram.

Vacherie. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Vi-ger. Ville. Villiers. Vinet. Viseur. Vissa-guet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin. Aubry.

Chautemps (Emile). Colin (Maurice). Courcel (baron de).

Debove. Dron. Dubost (Antonin).

Ermant.

Flandin (Etienne).

Gomot. Guévin (Eugène).

Halgan. Hervey.

Jénouvrier.

Kéranflec'h (de). Kérouartz (de).

Le Roux (Paul). Limon.

Maillard. Martell. Milliard.

Ordinaire (Maurice).

Peschaud. Peytral. Pontbriand (du Breil, comte de). Potié.

Riboisière (comte de la).

Saint-Germain. Séblin.

Touron.

Vermorel.

N'A PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusé de ne pouvoir assister à la séance :

M. Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Goirand.

Marcère (de). Martinet.

Philipot.

Tréveneuc (comte de).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	236
Majorité absolue.....	119
Pour l'adoption.....	86
Contre.....	150

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN

Sur l'ensemble du projet de loi portant : 1^o ouverture sur l'exercice 1916 des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 ; 2^o autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics.

Nombre des votants.....	250
Majorité absolue.....	125
Pour l'adoption.....	250
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilion. Albert Peyronnet. Amic. Astier. Aubry. Audiffred. Audren de Ker-del (général). Aunay (d').

Barbier (Léon). Basire. Baudet (Louis). Baudin (Pierre). Beauvisage. Béjarry (de). Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Berse. Bidault. Bienvenu Martin. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourganet. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville-Moysan. Brindeau Bussière. Butterlin.

Cabart-Danneville. Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazeneuve. Chapuis. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chastenet (Guillaume). Chaumie. Chautemps (Emile). Chauveau. Chéron (Henry). Clémenceau. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courcel (baron de). Courrégelongue. Couyba. Crémieux (Fernand). Crépin. Cuvinot.

Daniel. Darbot. Daudé. Debierre. Decker-David. Defumade. Delahaye (Dominique). Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Denoix. Destieux-Junca. Develle (Jules). Devins. Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dupont. Dupuy (Jean).

Elva (comte d'). Empereur. Estournelles de Constant (d').

Fabien Cesbron. Fagot. Faisans. Farny. Félix Martin. Fenoux. Flaissières. Flan-din (Etienne). Fleury (Paul). Forsans. Fortin. Freycinet (de).

Gabrielli. Galup. Gaudin de Villaine. Gau-thier. Gauvin. Gavini. Genet. Genoux. Gentilliez. Gérard (Albert). Gervais. Girard (Théodore). Gouzy. Goy. Gravin. Grosdier. Grosjean. Guillemaut. Guillier. Guil-loteaux. Guingand.

Halgan. Hayez. Henri Michel. Henry Bé-ronger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien). Huguet. Humbert (Charles).

Jaille (vice-amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Jonnart. Jouffray.

Kéranec'h (de). Kérouartz (de).

La Batut (de). Lamarzelle (de). Langenhagen (de). Larère. Las Cases (Emmanuel de). Latappy. Lebert. Leblond. Legios. Le Hérisse. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Magny. Maillard. Martell. Martin (Louis). Mascie. Mascuraud. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier (général). Merier (Jules). Merlet. Milan. Millard. Millies-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Moufeuillart. Monis (Ernest). Monnier. Monsservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Murat.

Nègre. Noël.

Ordinaire (Maurice). Ournac.

Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Per-chot. Pérès. Perreau. Peschaud. Petitjean. Peyrot (J.-J.). Peytral. Pichon (Louis). Pi-chon (Stéphen). Pic-Paris. Poirrier. Poir-son. Pouabriand (du Breil, comte de). Pon-teille. Poulle.

Ranson. Ratier (Antony) Raymond (Haute-Vienne). Réal. Regisnanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reymonenq. Reynald. Ribière. Riboisière (comte de la). Ribot. Richard. Rio-teau. Riou (Charles). Rivet (Gustave). Rouby. Rouland. Rousé.

Sabaterie. Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancet. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Servant. Simonet. Steeg (T.). Surreaux.

Thiery (Lauront). Thounens. Touron. Trouillot (Georges). Trystram.

Vacherie. Vallé. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Ville. Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Aimond. Alsace (comte d'), princé d'Hénin.

Dehove. Dron. Dubost (Antonin).

Ermant.

Gomot. Guérin (Eugène).

Parns (Jules). Potié.

Séblinc.

Vermorel.

N'A PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusé de ne pouvoir assister à la séance :

M. Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Goirand.

Marcère (de). Martinet.

Philipot.

Tréveneuc (comte de).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants..... 253
Majorité absolue..... 127

Pour l'adoption..... 253
Contre..... 0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.